

**OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL**

ÉTAIENT PRÉSENTS: M. JEAN BURTON, président
 Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire
 M. HABIB EL-HAGE, commissaire

**CONSULTATION PUBLIQUE
SUR L'AGRICULTURE URBAINE À MONTRÉAL**

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 4

Séance tenue le 20 juin 2012, 13 h
Office de consultation publique de Montréal (OCPM)
1550, rue Metcalfe, 14^e étage

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI DU 20 JUIN 2012	1
MOT DU PRÉSIDENT.....	1
PRÉSENTATION DES MÉMOIRES :	
ALIMENTATION À TOUT PRIX	
M. Stéphane Lavoie	1
Mmes MARIE-ÈVE DESROCHES, ALICE FOURNIER ET SARAH BRUNELLE	17
Mme JULIE RICHARD	30
REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS	
Mmes Dominique Lynch-Gauthier et Camille Rocault	35
ACTION-GARDIEN	
Mme Leila Brener.....	49
PAUSE	
LE JARDIN COLLECTIF DE L'ALLÉE DES TANNERIES	
M. Derek Robertson.....	57
COMITÉ DE CITOYEN GARE DE TRIAGE OUTREMONT	
Mme Chantal Houle	70
ACTION COMMUNITERRE	
Mmes Émilie Hould-Aklouche, Hanna Gradutewski, Sara Potau et MM Walid Touabti et Nel Ewane.....	77
Mme FRANCE GAUMOND	98
LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE SAINT-LAURENT	
Mme Pénélope Darcy et M. Issiaka Sanou	109
AJOURNEMENT	

MOT DU PRÉSIDENT

M. JEAN BURTON, président :

5 Bonjour! Bonjour, Monsieur Lavoie. Vous êtes notre seul client pour ce début de session, merci d'être là, encore. On sait que ce n'est vraiment pas le moment pour vous, que vous avez beaucoup d'autres tâches, on apprécie d'autant plus votre participation parce qu'après avoir visité l'endroit, on croyait que vous aviez vraiment des choses à nous dire et à nous apprendre donc, s'il vous plaît, si vous voulez procéder avec votre présentation?

10

M. STÉPHANE LAVOIE :

15 Bien, d'abord, je représente des groupes communautaires, comme je l'ai désigné un peu dans l'historique que je vous ai fait, un peu la participation des groupes dans le développement des procédures d'agriculture urbaine. Il y a un des groupes, La Maisonnée, ça fait deux ans que je leur cherche un terrain, un jardin. Bonne nouvelle pour vous, ils vont avoir leur premier jardin intergénérationnel avec des gens de la résidence Auclair, après des énormes négociations avec le CSSS du Cœur-de-l'Île. Je vais avoir l'opportunité de créer le premier jardin qui va s'appeler *Prendre racine*, pour les jeunes immigrants qui viennent d'arriver, moins de deux ans à Montréal.

20

Oui. N'ayant pas de budget, notre jardin va être monté dans des pupitres d'école. J'ai réussi, avec quelques bénévoles, à transformer des pupitres d'école en bacs qui vont nous servir à faire pousser des légumes et les tuteurs vont être des marchettes et des cannes de personnes âgées, parce que je n'ai toujours pas de budget.

25

30 À La Maisonnée des Parents, on va établir notre deuxième camp d'été à orientation environnementale avec des activités en agriculture urbaine qui, comme vous l'avez vu, incluent le poulailler et incluent aussi un jardin dans la cour d'école et un jardin à l'arrière du stationnement de la Maisonnée des Parents. Et avec le Centre de ressources et d'action communautaire, je supporte des familles dans l'introduction, à travers un réseau de jardins collectifs, d'implantation de saines mesures de production alimentaire.

35 Cette année, 80 % de nos jardins ont une production biologique, donc des semis biologiques, et je suis très heureux de ça. On a coupé ailleurs dans le budget, mais on a réussi à trouver ça. À travers une autre activité que je fais, qui est de la collecte de denrées alimentaires au marché Jean-talon, ça m'a créé des liens avec les marchands du marché Jean-Talon, ce qui fait que, grâce à eux, je vais pouvoir établir 10... non, 12 jardins dans La-Petite-Patrie, cette année, avec vraiment aucun budget.

40 C'est beaucoup, beaucoup de travail, beaucoup d'implication, très peu de reconnaissance sur le coup, sauf que quand mes camps de jour commencent et que je vois les habitudes alimentaires changer, je vois les enfants voir pour la première fois une feuille de basilic pousser et non pas juste dans une petite caissette de plastique, ça donne la larme à l'œil.

45 Comme je vous l'ai mentionné dans l'historique, il y a des groupes qui se sont regroupés justement, pour subvenir aux besoins de familles défavorisés de La-Petite-Patrie. Notre milieu n'est pas reconnu par la DSP comme étant un milieu pauvre, sauf qu'on a énormément de poches de pauvreté, mais on a énormément de poches de richesse aussi. Ce qui fait que dans les programmes de lutte à la pauvreté, on n'a le droit qu'au minimum. D'ailleurs, c'est grâce à ce projet-là que, moi, j'ai un travail et que je fais du développement de jardins avec les enfants.

50 On n'a pas pris l'orientation d'avoir un camp spécialisé en agriculture urbaine, parce que ce n'est pas toutes les familles de notre quartier qui ont les moyens de le faire. Je ne l'ai pas mentionné dans le rapport, mais notre camp de jour est à 35 \$ par jour (sic) et l'autre camp est à 45 \$ par jour (sic). On ne veut pas faire de camp en agriculture urbaine à 150-200 \$ par semaine, 55 comme on pourrait le faire. On ne veut pas faire ça, justement, pour permettre à un maximum d'enfants. D'ailleurs, il y a certains enfants qui sont inclus dans le camp de jour, mais financés par les différents organismes, sans que les gens ne soient au courant. Ce n'est jamais mentionné nulle part, et nous, c'est le mandat qu'on a, dans le but de, justement, regrouper une espèce de mixité sociale qui se vit dans notre quartier.

60 Comme je l'ai mentionné dans notre rapport, il y a une orientation un peu sociocommunautaire, c'est comme tout à fait normal, je ne suis pas un chercheur du CRAPAUD,

65 je ne suis pas un chercheur du groupe PAUSE, je suis un activiste terrain. Je suis quelqu'un qui est sur le terrain avec pas grand-chose et beaucoup d'imagination, j'essaie de changer les choses et d'initier les enfants à d'où vient la nourriture.

70 Juste un petit constat que j'ai fait hier, en me rendant à l'école. L'année dernière, on avait demandé aux enfants de nous dessiner « poulet », juste le mot « poulet ». 70 % des enfants nous ont dessiné une McCroquette ou quelque chose qui ressemblait à ça. Hier, je suis passé à l'école pour aller arroser un jardin, que je fais en partenariat avec l'école, et dans la même activité « poulet », bien 99 % des enfants ont dessiné des poulets blancs, parce que c'est ceux qu'on avait l'année dernière. Ça fait que j'imagine, l'année prochaine, si on fait le même truc, 100 % des enfants vont dessiner des poulets bruns ou blancs.

75 Ça a l'air de petites choses, mais pour des petits urbains que j'accompagne, la reconnaissance d'où vient la nourriture, c'est quelque chose d'hyper important, en tout cas, dans mon mandat à moi.

80 Comme je le mentionne dans mon rapport aussi, il serait peut-être important, aussi, dans le développement, s'il y a des serres, comme la serre Lufa, qui se sont un peu développées à travers Montréal, qu'une partie de la production soit réservée à des groupes communautaires locaux. Parce que présentement, en symbolique, on dit qu'on le fait, mais les donations sont plus faites par le réseau de distribution. C'est-à-dire que si quelqu'un reçoit les légumes chez eux et les distribue, il a le droit de récupérer ceux qui n'ont pas été cherchés par les familles.

85 Sauf que d'imposer une règle, qui dirait : 10 % de la production, va aux groupes alimentaires ou de soutien alimentaire locaux, pour moi, ça serait le minimum. D'ailleurs, dans les tables sur la faim, on parle plus d'un 25 % parce que justement, les organismes en soutien alimentaire auprès des familles de Montréal ont beaucoup, beaucoup de difficulté à recevoir des denrées et surtout avoir des denrées stables.

90 Moisson Montréal est un organisme qui fait un très gros travail, mais qui ne nous donne pas toujours des denrées stables. Ça fait qu'une semaine on peut avoir un produit, l'autre

95 semaine on ne l'a pas, l'autre semaine d'après, surtout pour les familles immigrantes, recevoir du ragoût de boulettes ou des trucs comme ça, pour eux, ça ne passe pas. Donc, si on peut avoir accès à des légumes frais pour ces familles-là, surtout pour les familles immigrantes ou même les autres familles de Montréal, ça permettrait justement de stabiliser et de vraiment faire un effort en matière de santé publique, parce qu'on ne nourrit pas des gens avec du ragoût de boulettes et leur dire : tu vas être en forme pour le reste de ta vie.

100 Autre mention que je faisais dans mon rapport aussi, c'est concernant le poulailler. Quand je mentionnais l'encadrement, ça serait de faire comme un peu dans la bibliographie que je vous ai incluse, il y a un truc d'Agriculture Canada qui serait peut-être, pour la Ville de Montréal, de faire un manuel de développement et d'accompagnement pour les gens qui
105 voudraient avoir un poulailler en ville. Nous, on n'est pas contre l'idée, on veut juste rappeler aux gens que, pour moi, c'est du sept jours sur sept, matin, midi et soir, je ne peux pas prendre de fin de semaine, à moins d'avoir quelqu'un responsable pour s'occuper du poulailler.

110 C'est sûr qu'il y a des façons de faire, je pourrais établir un système d'écoulement d'eau, et cetera, mais encore une fois, faute de budget, je n'ai pas les moyens de me payer des *timers* électriques qui sont institués dans les fermes. Donc, ça revient à du bras à bras et du bénévolat de ma part. Mais en même temps, ça me permet de faire des ouvertures la fin de semaine, pour des familles qui ne sont pas au camp de jour, donc de donner accès à un peu plus de personnes au poulailler, si les travaux du parc sont finis bientôt, bien sûr.

115 Alors, tout ça, je le fais avec bon cœur, comme vous pouvez l'imaginer, et en même temps avec beaucoup de plaisir. Parce que, comme je vous l'ai déjà mentionné, un œuf chaud mis dans la main d'un enfant, la première question qu'il me pose c'est : « Il est cuit? » Ou : « Ils sont où, les numéros? » Comme je vous l'avais mentionné, parce que la plupart des enfants,
120 quand ils achètent leurs œufs, il y a des numéros, des dates dessus, alors que les nôtres, ils n'en ont pas. Donc tout ça amène, si vous voulez, à un peu initier les enfants un peu aux vraies choses, à la vraie vie et, en même temps, comme je vous l'avais expliqué, mon poulailler me sert aussi à expliquer des choses aux enfants.

125 Si les poules ont des noms, je le sais que des fois, ça peut déranger, c'est né d'une question d'enfant : « C'est quoi leur nom? » Donc, l'obligation de les nommer et les enfants... chacune des poules qui est nommée dans le poulailler a été nommée par un groupe du camp de jour l'année dernière, sauf les deux petites brunes parce que c'est des petites nouvelles, sauf que tout ça a été fait dans un objectif d'explication aux enfants.

130 D'ailleurs, je suis devenu papa poule, parce que des poules, ça a besoin d'un papa, puis je suis celui qui s'en occupe, donc je suis papa poule. Ça ne fait pas mon affaire, mais c'est comme ça. Ça prend un double sens en plus, surtout que je donne des cours de cuisine aux enfants et je suis papa poule dans les cours de cuisine, j'ai peur des accidents, donc ça prend un double sens à ce niveau-là.

135 Dans les recommandations aussi que je faisais, c'est un peu aussi de voir, dans la mesure où il y a de nouveaux projets d'habitation, d'immeubles qui seraient faits à Montréal, de concevoir des perspectives de développement d'agriculture. Je vous ai mis en référence le livre
140 *La ville en vert*. Si ça vous tente de rêver, je vous recommande fortement la lecture de ce livre-là, c'est un portrait mondial de ce qui se fait en matière d'agriculture urbaine. Vous allez avoir des plans de projets qui vont naître dans 5-10 ans. Une espèce de tour à bureaux orientée dans le développement, au Japon, qui est en train de se faire : tout le côté nord est relié au commercial et tout le côté sud, accès soleil, sont des serres végétalisées qui permettent la production
145 alimentaire. Quand vous savez que le prix d'un brocoli, une tête de brocoli au Japon est de 10,50 \$ canadien, vous comprenez un peu que les Japonais ont été très rapides à prendre l'option de production agricole en serre, en partenariat. Je vous recommande fortement la lecture de ce livre-là.

150 Il y a un merveilleux truc qui avait été fait à New York aussi, parce que les gens n'avaient pas accès à de la terre à New York, il y a 10 000 personnes qui ont pris leur poussette pour enfant et qui ont mis des plans de tomates à l'intérieur et qui sont allées manifester devant la mairie de New York, pour rappeler au maire que l'accès à la terre est essentiel.

155 La naissance des projets de plantation sauvage aussi, qui s'est fait à New York, dans
différents champs où on plantait à peu près n'importe quoi pour le faire pousser jusqu'à tant que
la Santé publique rentre et dise : « Les terrains sont contaminés. » D'ailleurs, c'est pour ça que je
vous fais la recommandation d'établir le plus tôt possible un programme de
160 phytodécontamination. Quand on sait que le parc de parcs à Montréal est bâti sur des anciens
dépotiers, il serait peut-être important d'établir un budget pour faire de la phytodécontamination
afin de remettre la terre aux gens qui en ont besoin

Dans le cadre de ce que je vis dans La-Petite-Patrie, on a deux jardins communautaires,
un à La Mennais, un à Marquette, qui représentent environ 200 lots et on a une liste d'attente
165 d'environ 450 personnes. Et sur ça, vous devez rajouter 150 personnes qui, à chaque année,
s'éliminent par eux-mêmes parce que ça fait trois, quatre ou cinq ans qu'ils attendent pour avoir
un lot.

Vous allez avoir une belle opportunité, aussi, avec le site Bellechasse qui s'en vient
170 bientôt, un autre genre de consultation publique, de peut-être aussi consulter les gens afin qu'il y
ait du développement d'un autre jardin communautaire pour La-Petite-Patrie dans ce merveilleux
site-là qui, bientôt, va se développer et je recommanderais d'ailleurs que – je ne l'ai pas inclus
parce que j'ai comme été informé il y a deux jours – je recommanderais aussi d'ailleurs qu'il y ait
le développement d'autres jardins communautaires à Montréal. Les listes d'attente sont
175 énormes, je pense qu'il y a 2 000 membres de jardins communautaires à Montréal, il y a des
listes d'attente qui vont jusqu'à 10 000 personnes. Ça fait que ce n'est pas que les gens ne
veulent pas, c'est juste que les gens n'ont pas toujours le temps d'attendre.

Autre petite recommandation, mais mise plus dans le site Internet qui est *Sharing*
180 *Backyard*, qui est un programme qui existe présentement à Toronto, San Diego. Moi, j'ai essayé
de l'établir dans La-Petite-Patrie, mais un peu difficile, clientèle italienne qui possède les
premiers étages et plutôt réticente à offrir une parcelle de terrain à une famille québécoise ou
d'origine magrébine, mais j'ai essayé fort. J'ai réussi à en implanter un, mais qui fonctionne avec
des enfants.

185

190 *Sharing Backyard* c'est un projet qui dit de redonner la terre aux personnes. C'est-à-dire on fait une approche auprès des citoyens, leur dire que ceux qui ont une parcelle de terrain qu'ils voudraient prêter à des familles ou à des individus de leur quartier, on fait un lien, un contact lien avec eux, on fait de la production alimentaire et le propriétaire terrien reçoit 25 % de la production, alors que les autres qui habitent peut-être des deuxièmes, troisièmes étages, ça leur permet un espace pour jardiner. C'est un projet que j'ai découvert l'année passée et que j'ai trouvé absolument merveilleux. Il serait peut-être important aussi que la Ville de Montréal prenne connaissance de ce qui se fait ailleurs à ce niveau-là, il y a beaucoup, beaucoup de beaux projets à ce niveau-là qui se vivent.

195 Un dernier petit truc, je vous ai mis une recommandation sur l'hortithérapie qui n'est pas très présente au Québec. Il y a l'Association canadienne d'hortithérapie qui existe, mais au Québec, on n'a aucun pendant, à part notre côté anglophone qui est l'hôpital Douglas qui le fait. Si vous voulez, c'est un peu un programme de « quand les jardins soignent ».

200 À partir de principes d'hortithérapie, on a reconnu que des personnes âgées, des enfants avec des troubles envahissants de développement, de les remettre en contact avec la terre, une prise de connaissance avec la terre développait des habiletés et développaient aussi des mesures pour atténuer les symptômes qu'ils pouvaient vivre au quotidien. Juste vous faire une petite note super *cute*, dans le livre d'Anne Ribes, qui est une infirmière française, elle notait une chose : « Que la personne avec le plus gros degré d'Alzheimer se souvenait toujours que les racines allaient par en bas. » Ce qui, pour moi, a été le livre d'inspiration qui m'emmène à travailler dans le jardin avec des principes d'hortithérapie. Ce n'est que prendre conscience de la terre.

210 Cette année, j'ai fait une première activité magique avec des enfants de quatre ans. Des petites filles blondes à lulus, super bien *cutes*, qui se laissaient monter des bibittes puis des insectes sur les bras, puis qui trouvaient que ça « tatouillait ». Ça l'air simple, mais c'est un peu ça mon lot quotidien. Dans le développement de saines habitudes alimentaires, bien sûr, c'est mon projet, sauf que pour moi, jardiner et cuisiner sont des choses qui vont ensemble.

215

220 Pour ma part, personnellement, j'ai un jardin sur une terrasse depuis 15 ans. Je fais pousser en pot, ça fait que l'année passée, c'était vraiment mon retour à la terre, c'est-à-dire le retour à ma petite enfance ou ma moyenne enfance avec ma grand-mère dans le champ, ça fait que je revis plein de belles choses, surtout avec le poulailler aussi, où, comme je vous l'ai mentionné, il y a tellement de choses bizarres qui se font.

225 Je vais présenter ma présentation PowerPoint, c'est juste de vous faire rêver un peu sur... que vous imaginiez mon quotidien un peu. Alors, notre projet c'est surtout d'initier des familles, des individus, des enfants aux activités maraichères, horticoles et culinaires. Soutenir l'inclusion sociale, permettre le partage de récoltes, de connaissances et de ressources, puis développer le tissu social et l'implication communautaire. C'est ce que je fais avec les enfants, mais c'est ce que je fais aussi avec... c'est ce que je fais avec les enfants, mais c'est aussi ce que je fais dans mes jardins communautaires.

230 Ça, c'est notre petit jardin de l'année passée qui s'appelait le *Canard à la patte cassée*, parce qu'il était plutôt odorant, parce qu'on avait des chats à l'intérieur. C'est les enfants qui l'ont baptisé comme ça. Comme vous pouvez voir, on faisait pousser plein de trucs, verveine, pois mange-tout, laitue frisée, un peu de tout, puis c'est le jardin dans lequel j'accompagne les familles à faible revenu de La-Petite-Patrie, dans le cadre d'un programme qui se fait au jardin La Mennais, grâce, justement, au partenariat avec le jardin communautaire La Mennais qui, lui, croit beaucoup aux jardins collectifs, comme le jardin Père Marquette qui est un autre de mes jardins.

240 Ça, c'est une récolte de fleurs. C'est une photo prise par un enfant, c'est une récolte de fleur qui est un de nos jardins voisins, je voulais juste vous donner un petit peu de beauté.

245 Capucines, l'année passée on a fait des expériences avec les enfants, dégustation de fleurs comestibles et aussi transformation de semis de capucine et aussi les bourgeons de capucines qu'on a transformés en câpres. Juste montrer aussi des approches différentes en matière de cuisine avec les enfants et aussi avec les familles.

250 Rose, deux ans, sa première carotte. Elle n'en avait jamais mangé de sa vie et maintenant, c'est son légume préféré. D'ailleurs, moi, j'ai eu une trace dans le front, parce qu'en la tirant à deux mains, elle me l'a « swignée » dans le front. Et cette année – Rose est rendue à trois ans demain, et la première chose qu'elle a notée dans le jardin samedi dernier c'est, elle m'a montré des petites pousses d'environ un centimètre, puis elle m'a dit : « C'est des carottes. »

255 Ça, c'est le jardin Père-Marquette. Malheureusement pour vous, à toutes les fois que j'y allais avec les familles, il pleuvait. Donc, je n'ai pas de photos vraiment des membres là-bas à Marquette, parce qu'on était tout le temps, constamment sous la pluie, et en plus de ça, étant en bordure de clôture, c'est un endroit qui demande énormément de travail pour les familles.

260 Récolte de couleurs et de tomates à Marquette. Encore les capucines, l'année passée on a vraiment, comme je vous l'ai dit, fait une approche avec les fleurs comestibles et aussi mentionner aux enfants que ce n'est pas toutes les fleurs qui se mangent.

265 Ça, c'est le jardin de camp de jour à la Maissonnette des Parents. C'est notre première plantation l'année passée. Comme vous voyez, j'ai des enfants qui viennent d'un peu partout, puis pour la plupart, c'est la première fois qu'ils mettaient la main à la terre. Ils n'ont pas de gants, parce que pour moi, c'est important le contact physique avec la terre.

270 Notre jardin qui est en train de... en devenir, comme je le mentionne, parce que comme vous voyez, n'ayant pas de budget, je récupère des bouts de bois, des caisses de carton et j'essaie de monter avec ce que je trouve dans le recyclage, le lundi, dans notre coin.

275 Ça, c'est l'arrivée d'un groupe. Comme vous le voyez, de ce côté-là, il n'y avait pas de clôture l'année dernière. Cette année, en récupérant du bois, j'ai réussi à faire une clôture, puis on fait pousser des haricots sur la clôture ce qui va me permettre, un, d'être plus sécurisé avec les enfants et d'accueillir 15 enfants au lieu de les accueillir par groupes de trois ou quatre, comme je faisais l'année dernière.

280 Alors, voilà. Le fameux poulailler en ville. C'était notre première visite du poulailler. Comme vous avez vu, il y a du gazon à l'intérieur, c'était ma gaffe de l'année passée, très difficile pour l'entretien, très difficile aussi par ce qu'on doit nettoyer les souliers des enfants et tout, donc c'était la première visite officielle à l'intérieur du poulailler de la part des enfants.

285 Techniquement, moi, c'était très anxiogène, j'avais passé deux semaines avec les poules, étudier le comportement parce que tout le monde pensait que je sortais d'un autre univers, mais les poules ont de l'attitude, et ce n'est pas un animal de tout repos. D'ailleurs, un de mes amis qui est réalisateur à Radio-Can, il me dit : « Moi, mon pire tournage à vie, c'est un chien puis des enfants, il dit, toi, c'est à tous les jours, je ne sais pas comment tu fais. »

290 Notre première récolte, cueillette d'œufs. Les enfants étaient tout énervés, qu'est-ce que ça va être, et cetera. Ça a été super intéressant pour moi, en tout cas, à vivre. Et, bien sûr, l'entretien du poulailler. Parce que moi, je montre aux enfants qu'il n'y a rien de magique, j'essaie de montrer le travail qui se passe derrière la production agroalimentaire, donc effectivement, en début de programme, c'était comme : « Ah non, il faut aller ramasser. » À la fin c'était comme : « Non, c'est moi, c'est moi, c'est moi! » Tous les enfants voulaient venir nettoyer le poulailler. Les mamans me demandaient c'était quoi mon truc, pour les chambres des enfants.

295 On a fait une série de grands reportages et de visites dans le quartier. Ça, c'est un autre jardin que j'ai monté avec des parents et des enseignants de l'école Notre-Dame-de-la-Défense. On a récupéré des vieux bacs d'huile d'olive qu'on a transformés, que les enfants ont peints et on fait pousser des légumes à l'intérieur, qui sont offerts aux familles du quartier. D'ailleurs, on a un affichage qui dit : « Si tu prends un légume parce que tu as faim, tu me rends heureux; si tu prends un légume pour vandaliser, tu me fais de la peine, parce que ce qu'on veut, c'est de soutenir la faim dans notre quartier. » Quand je vous parlais d'implication communautaire, c'est un peu ça qu'on essaie de faire avec les enfants aussi.

305 Voilà. Petit truc magique. J'habite La-Petite-Patrie, je suis à cinq minutes du marché Jean-Talon, 25 % des enfants n'ont jamais mis le pied au marché Jean-talon. Les autres y vont en catastrophe. Donc l'année passée, avec des enfants, je les amenais visiter le marché Jean-

310 Talon pour connaître des marchands. La plus belle expérience : trois enfants qui décident de parler de production d'œufs avec un producteur d'œufs du marché Jean-Talon, qui posent des questions tellement sérieuses que l'autre me regarde, il dit : « Coudon, comment tu les as formés, ces enfants-là? »

315 Alors, encore une fois, une autre photo de la visite au marché Jean-Talon. Les enfants étaient très, très, très, heureux de voir autant de couleurs, autant de légumes. Il y a même un enfant qui m'a dit que c'était comme un voyage de couleurs.

320 Et je voulais finir par un autre petit projet à venir. Cette année, on va avoir notre jardin intergénérationnel, on essaie de monter des jardins collectifs, comme je vous l'ai dit, dans le cadre de cours arrière de maison. J'en ai un que je fais présentement, j'espère en avoir un deuxième.

325 Je fais beaucoup d'éducation en matière de jardinage biologique, pas mentionné aussi, j'ai tout un programme de réduction de la consommation de l'eau potable que je fais avec les enfants. On a un système de goutte-à-goutte qui est appliqué dans un des jardins; pour l'autre, on utilise de la paille; pour l'autre, on utilise de l'eau de pluie; et pour le dernier, l'eau, vu qu'il est très, très, très loin. C'est ce qu'on appelle notre site délinquant. On se permet d'utiliser l'eau potable et un arrosoir, parce que c'est impossible. Je l'ai fait l'année passée, c'est comme 25 voyages à gallons d'eau à toutes les fois, et vu que je n'ai pas de récupérateur d'eau de pluie, parce que je ne peux pas avoir l'autorisation de l'école, je suis obligé de le faire à la main, donc

330 m'arranger techniquement avec le concierge. Il m'a donné une clé, ça fait que j'ai un boyau d'arrosage là-bas, mais encore une fois, avec les enfants, on prend l'eau, on la laisse de côté en début de programme et une heure après, une fois que l'eau est tempérée, parce que c'est important de leur montrer de ne pas arroser les légumes à l'eau froide, on verse directement dans le jardin.

335 On soutien l'agriculture biologique dans nos jardinets, comme je vous l'ai dit, dans la mesure du possible. Cette année, j'ai eu l'opportunité d'avoir des plans à 2,75 \$ au lieu de

5,25 \$, gracieuseté de quelques marchands au marché Jean-Talon, sauf que c'est très difficile et ça demande tout le temps du financement.

340

Bien sûr, c'est toute une réflexion sur la question de l'alimentation. Cette année, on va établir un premier grand jeu, au marché Jean-Talon, qui va s'appeler la Course aux kilomètres. C'est-à-dire que l'enfant va recevoir 50 \$ symboliques et va devoir créer un repas pour quatre personnes en faisant le moins de kilomètres possible. Ce qui veut parler de marchands de proximité et de productions de proximité, donc ce qui a un effet global sur la pollution urbaine, sur, aussi, la lutte aux îlots de chaleur et tout ce contexte-là qui est, pour moi, plus de l'environnement que de la production agroalimentaire, mais qui, pour moi, comme agent terrain, est une seule et unique question. Voilà.

345

350

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup, Monsieur Lavoie.

355

M. STÉPHANE LAVOIE :

Merci.

360

LE PRÉSIDENT :

Questions? Oui? Un petit deux minutes?

365

M. HABIB EL HAGE, commissaire :

Deux minutes?

LE PRÉSIDENT :

Oui.

370 **M. HABIB EL HAGE :**

375 Bon. Un commentaire, en premier temps, je suis très heureux de vous rencontrer pour la deuxième fois. À deux reprises, la rencontre a été extrêmement séduisante et pleine de magie et de rêve, et c'est le moins qu'on puisse dire. Et je me suis dit, tout ce travail-là extraordinaire qui se fait à petit budget, ma question est comment se fait-il qu'il n'y ait pas de budget? Les organismes communautaires avec qui vous travaillez, est-ce qu'ils n'arrivent pas à vous trouver des budgets? Pourquoi il n'y a pas de budget?

380 **M. STÉPHANE LAVOIE :**

385 C'est plutôt difficile parce que dans la mesure où eux on leur propre mandat que PSOC, Programme de soutien aux organismes communautaires n'a pas une option agroalimentaire, le fait qu'on est aussi un organisme, des organismes qui sont situés dans un quartier où il y a des condos à 580 000 \$ et des familles de cinq personnes qui vivent dans un 3-1/2, la reconnaissance du programme de lutte à la pauvreté reçoit la subvention minimale.

390 Le fait que mes organismes aussi font énormément de soutien et d'effort à d'autres domaines – on est le seul endroit à Montréal où il y a une patinoire où les patins sont loués gratuitement aux familles du quartier –, on tire la vache à lait de la Caisse populaire de notre coin comme on peut, mais tous les organismes la tire pour différents mandats, différents projets, puis en plus de ça, le fait que j'ai un programme de six mois, quand j'arrive, moi, au mois de mai, pour le début de mes projets, toutes les subventions sont déjà données, ça fait qu'il ne reste rien pour moi.

395 Puis là, la fondation Canadian Tire pour ça, et cetera, tout est déjà donné. Le fait que j'ai
un programme saisonnier qui dure six mois, on me dit : « Ah, les jardins, ça dure juste six mois. »
Ça fait que moi, bien, je passe en dessous de toutes ces subventions-là et si j'étais capable de
les développer et d'avoir accès à ces subventions-là, mais sous la tutelle de programmes
400 agroalimentaires, je pourrais le faire, mais mes organismes sont déjà impliqués dans leur propre
lutte et soutien.

 Déjà qu'ils me donnent une carte de blanche dans mes idées folles, moi, je suis plutôt
content de ça, parce qu'il y a certains endroits où on me dirait : « Non, non, non, tu ne fais pas
ça, ce n'est pas sérieux, ce n'est pas sérieux. » Alors, déjà, à ce niveau-là, il y a un soutien, et
405 même, pour être très honnête avec vous, il y a une partie de mon salaire qui est payée par ces
organismes-là, parce que sinon je n'arriverais pas, je serais payé à peu près au salaire minimum.
Je veux bien en donner du bénévolat, mais à un moment donné, il faut quand même que... j'ai un
prêt et bourse à rembourser.

410 **M. HABIB EL HAGE :**

 Très bien.

LE PRÉSIDENT :

415

 Merci beaucoup, Monsieur Lavoie.

M. STÉPHANE LAVOIE :

420

 Merci.

LE PRÉSIDENT :

425 On sait que ce n'est pas facile, vous êtes pris sur le terrain, on l'apprécie vraiment vos efforts.

M. STÉPHANE LAVOIE :

430 Merci à vous.

Mme DOMINIQUE OLIVIER, commissaire :

Jean, j'ai juste une petite question de précision.

435 **LE PRÉSIDENT :**

Excuse-moi, oui?

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

440 Tout à l'heure, vous parliez du camp de jour et des tarifs du camp de jour et vous avez dit que votre camp était à 35 \$ par jour?

M. STÉPHANE LAVOIE :

445 Non, par semaine. Par semaine, non, non, pas par jour.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

450 Par semaine, O.K., je voulais juste vérifier.

M. STÉPHANE LAVOIE :

Ça, c'est le camp de jour du Jardin botanique.

455

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

C'est ce que j'allais dire, parce qu'après ça, vous parliez de 150 \$ par semaine. Donc, 35 \$ et 45 \$ par semaine.

460

M. STÉPHANE LAVOIE :

Par semaine, oui.

465

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

Parfait, merci.

470

M. STÉPHANE LAVOIE :

Merci à vous.

LE PRÉSIDENT :

475

Merci encore. J'inviterais maintenant Madame Marie-Ève Desroches et Alice Fournier, s'il vous plaît. Ah, vous êtes trois? Alors, il faudra bien vous nommer avant de parler pour que madame la sténo puisse savoir qui vous êtes.

Mme SARAH BRUNELLE :

480

Moi, je m'appelle Sarah, Sarah Brunelle. Je suis la coordinatrice du projet *Des jardins sur les toits* à Alternatives, puis les deux ici sont des stagiaires qui travaillent avec nous.

LE PRÉSIDENT :

485

490

D'accord. Comme à l'ouverture, il n'y avait qu'une personne dans la salle, je vais simplement rappeler un peu la procédure, vous n'étiez pas là. Donc, c'est 20 minutes, on a un horaire très structuré, 20 minutes maximum. Idéalement, une dizaine de minutes de présentation, essayez de centrer sur les principaux aspects, de façon à permettre à la commission d'échanger avec vous et de faire préciser certains points. Nous avons lu vos documents, pour ceux qui en ont remis, donc essayez d'être aussi concis et précis que possible. On a des questions sur ce que vous avez fait parvenir et n'oubliez pas de vous nommer pour que madame Teasdale puisse identifier correctement dans la transcription qui a dit quoi. Sur ce, allez-y.

495

Mme ALICE FOURNIER :

500

Moi, je me présente, donc je suis Alice Fournier, je suis stagiaire chez Alternatives, mais donc, je viens de France. Donc, je voudrais commencer par vous rappeler, pour nous, l'importance de l'agriculture urbaine.

505

L'agriculture urbaine est intéressante, parce qu'elle touche, justement, à différents domaines et dans les concepts, elle n'a que des avantages. Dans la mise en pratique, c'est autre chose. Donc, bon, il y a les avantages environnementaux, donc par exemple il y a création de verdissement, et cetera, réduction d'îlots de chaleur urbains, donc tout ça est dans le document.

Ça a aussi un impact positif sur la santé, parce que donc en améliorant, en créant du verdissement, ça permet donc d'améliorer la qualité de l'air, diminuer la pollution en ville, et cetera, donc ça a un impact sur la santé.

510

Il y a aussi les impacts sociaux, ça permet – donc ça, c'est un des aspects qui finalement est assez important –, ça permet du coup la mixité sociale, la création de communautés, et donc, de limiter l'isolement; et en limitant l'isolement, ça joue sur la santé physique aussi et donc, il y a des impacts positifs sur les coûts de santé.

515

Il y a aussi une création de loisirs. Parce que c'est un plaisir, je pense, pour les gens qui pratiquent l'agriculture de pouvoir jardiner chez eux et, enfin, il y a donc le côté éducatif, c'est-à-dire que tous ces projets d'agriculture urbaine qui peuvent exister à Montréal, justement, sont importants pour la transmission de savoir horticole ou sur justement la conscience du système alimentaire, et cetera, donc c'est vraiment quelque chose de très important.

520

Après, il y a les aspects qui sont un peu plus techniques, donc aménagement urbain, embellissement de la ville, et cetera, donc ça a aussi un impact positif sur le bien-être des citoyens.

525

Et puis, il y a la sécurité alimentaire. C'est-à-dire qu'on vit dans un monde où justement les ressources premières sont en train de s'épuiser et je pense qu'il est important de repenser le système d'approvisionnement en denrées alimentaires dans les villes, dans les grandes villes, parce qu'effectivement, par exemple, produire des fruits et légumes en Amérique du Sud et les acheminer en Amérique du Nord, ça coûte de l'énergie, ça coûte de l'argent et avoir une production locale, même si elle ne permet pas une autosuffisance à 100 %, permet justement de conscientiser le système alimentaire et de sensibiliser les gens à la production locale et donc, de leur permettre de comprendre d'où vient ce qu'ils mangent et de peut-être mieux apprécier ces choses-là. Et puis donc, après, il y a l'aspect effectivement production qui permet à des familles peut-être à faible revenu, d'avoir un accès peut-être plus facile à une alimentation de qualité.

535

540 Et enfin, le point que j'aimerais détailler c'est en fait l'économie. On a essayé de développer justement quels pourraient être les impacts positifs de l'agriculture urbaine sur le plan économique. Parce que c'est vrai que quand on dit peut-être, quand on parle d'agriculture urbaine à des gens, un des premiers réflexes c'est souvent : est-ce que c'est rentable, est-ce que la production est rentable, et cetera. Il y a l'aspect production, mais c'est vrai qu'à Montréal, en tout cas, disons que la vision que j'en ai, la production est importante, certes, mais ce n'est pas le seul bénéfique, en tout cas au niveau... bon, il y a les bénéfices que je vous ai cités avant, mais aussi au niveau économique.

545 Bon, voilà. Donc, il y a la production qui permet justement de faire des économies financières avec une production locale. Donc aussi, ça a un impact aussi sur la santé parce que cet accès à des fruits et légumes de meilleure qualité peut justement induire une meilleure santé pour les gens qui consomment ces fruits et légumes, et donc, diminuer aussi les coûts de santé. 550 Donc, la santé en elle-même, effectivement, tout ce que je vous ai cité – c'est-à-dire que c'est difficile un peu de sectoriser, parce que tous ces éléments sont liés les uns aux autres, mais je vais essayer d'être le plus clair possible.

555 Donc, voilà. C'est le fait, par exemple, de donner, d'améliorer la qualité de l'air en diminuant la pollution et en cassant les effets de chaleur urbaine, donc en limitant en fait les événements extrêmes de chaleur, ça permet, voilà, il y a une limite des maladies respiratoires, il y a une limite des décès pendant les canicules, surtout des personnes âgées, et cetera, donc ça, ça a des retombées directes sur les coûts de santé.

560 Ensuite, au niveau du bien-être, voilà, il y a donc création de loisirs et de plaisir, justement, par ce contact direct à la nature, et là aussi, disons que j'aimerais dire que la santé, il n'y a pas que la santé physique, il y a aussi la santé mentale, c'est important, et donc, ça a un impact aussi sur la santé mentale et c'est vrai que toutes les... disons que de limiter les dépressions permet aussi de faire des réductions sur les coûts de santé.

565 Après, d'une façon, enfin, dans un autre point, il y a les économies d'énergie. Effectivement, produire local, ça veut dire moins approvisionner, avoir besoin de moins de

transport, et donc, limiter effectivement la pollution et la consommation de ressources comme par exemple le pétrole, et cetera. Donc en fait, voilà. Je l'ai résumé comme ça dans le mémoire, c'est le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement.

570

Ensuite, il y a le verdissement et l'environnement. Donc le fait qu'effectivement il y a un embellissement c'est bien, mais sachant que les citoyens sont impliqués dans ces projets, c'est des économies que la Ville fait sur l'entretien, puisque chaque personne est impliquée dans son projet, ce n'est pas un entretien que la Ville doit faire.

575

Ensuite, d'une façon liée à l'énergie, il y a effectivement la diminution des transports, donc l'approvisionnement, et cetera, moins de véhicules en fait nécessaires à la production, donc économie aussi financière.

580

Il y a tout l'aspect éducatif qui, en général, est donc organisé dans les différents projets dont on va parler ensuite, et donc, ça aussi, il peut y avoir des économies et puis surtout des bénéfices parce que, par exemple, le fait aussi de mobiliser des jeunes dans ce genre de projet, ça limite la délinquance et le vandalisme, on va vers quelque chose de positif, et donc, ça, c'est aussi un bénéfice qui est important, je pense.

585

Et puis après, il y effectivement l'aspect communautaire, limiter l'isolement, et cetera, qui a aussi des impacts sur la santé. Voilà, je l'ai déjà dit. Donc, en fait, ce qu'on propose juste, c'est de quantifier, c'est essayer de quantifier ces retombées monétaires pour... parce que le fait d'avoir quelque chose de plus visuel et de chiffré pourrait être un argument pour les politiques, qui soient quelque chose de plus concret, en fait. Voilà. Donc, je passe la parole à ma collègue Marie-Ève pour la partie politique.

590

MARIE-ÈVE DESROCHES :

595

Donc, pour vous parler un peu de l'encadrement politique et au niveau de la gouvernance qu'on a réfléchi au fil de notre expérience, je vais un peu simplifier ce qu'on a

énoncé dans le mémoire puisque dans le fond, on propose différentes structures puis c'est un peu difficile de tout conceptualiser cet ensemble-là.

600

Donc, justement, on considère que pour le bon développement de l'agriculture urbaine à Montréal, c'est important de repenser à un système global de gouvernance très multidisciplinaire, parce qu'on sait que les projets prennent différentes formes. Il est aussi très important de bien réfléchir aux différents dossiers qui sont controversés. On peut penser à l'apiculture, que les gens ont très peur des abeilles, aux animaux de basse-cour qui donnent des cauchemars à tout le monde, aux arbres, aux buissons fruitiers que les gens ont peur un peu de la gestion qui pourrait découler de ça, puis aussi, des serres en ville, qu'il réside un peu un mystère dans la tête de plusieurs citoyens et citoyennes.

605

610

Et donc, on s'est dit qu'au niveau de l'implication politique, la Ville de Montréal est le meilleur milieu afin de centraliser les informations et aussi avoir une bonne implication pour un bon développement des projets d'agriculture urbaine à Montréal. Et donc, la Ville pourrait avoir justement une vision concertée, donc tant au niveau des définitions de concept – on a vu que justement à Vancouver, ils ont défini plusieurs concepts puis comme ça, tant les différents acteurs avaient un langage commun avec la Ville, donc ils pouvaient mieux s'entendre sur les différents projets et ce qu'ils entendaient par, par exemple, agriculture urbaine ou encore d'autre vocabulaire connexe.

615

620

Avoir une vision commune est primordial pour que justement tous les autres projets puissent s'appuyer sur cette vision-là, puis aussi avoir des politiques et un cadre réglementaire très clair qui seraient accessibles justement à tous citoyens et citoyennes ou groupes qui désirent partir un projet en agriculture urbaine.

625

Et donc, la centralisation de toutes ces informations-là est essentielle puisqu'actuellement, les groupes ainsi que la population ont de la difficulté à se retrouver dans toutes les législations. On l'a vu au cours des séances de consultation, la plupart des citoyens ne savaient pas que l'apiculture était tolérée à Montréal, puis ne savaient pas non plus comment s'y

prendre. Donc, on propose justement qu'il y ait un document qui centralise toute cette information pour simplifier justement ce travail de planification là.

630

Les personnes-ressources aussi sont très importantes. C'est important que tant les citoyens que les groupes puissent avoir accès à des personnes à qui pouvoir parler directement, pour poser leurs questions plus précises.

635

Et donc aussi, il va y avoir tous les engagements qui vont suivre la consultation publique, l'Office de la consultation va émettre des recommandations, puis on désire que la Ville et les arrondissements prennent des engagements clairs par rapport à ces recommandations-là. Donc, qu'ils nous disent clairement lesquelles est-ce qu'ils vont retenir et qu'ils vont appliquer dans le futur et lesquelles ne seront pas retenues et on désire aussi qu'ils, dans le fond, s'expliquent sur les raisons pour lesquelles ils rejettent ces recommandations-là.

640

On a un peu discuté avec l'Office de consultation, puis ils nous avaient dit qu'ils étaient prêts à effectuer les premiers suivis par rapport aux politiques qui seraient appliquées, puis par la suite, ça serait un Conseil, on propose que ça soit un Conseil de politique alimentaire qui ferait le suivi à plus long terme. Puis je vais vous parler un peu du Conseil de politique alimentaire un peu plus loin. Donc, c'est important que la Ville et les arrondissements reconnaissent les bénéfices de l'agriculture urbaine, comme ça a été énoncé plus tôt, puisque ça va donner de la force aux projets, afin d'avoir des subventions puis aussi un appui politique.

645

650

Puis ensuite, on a vu que dans différentes villes, le développement de l'agriculture urbaine a été assez difficile jusqu'au moment où une politique alimentaire a été élaborée. Et donc, on considère que Montréal devrait de doter d'une politique alimentaire. Il y a eu un peu de travail qui a été fait dans ce sens. Actuellement, il y a la Conférence régionale des élus qui est en train d'élaborer un plan de développement d'un système alimentaire équitable et durable de la collectivité montréalaise. Enfin, ils vont déposer ce document-là en décembre 2013, puis dans le fond, ça va porter sur l'agriculture urbaine et périurbaine, la production d'aliments, la transformation et la distribution alimentaire, la saine alimentation, la sécurité alimentaire ainsi que la gestion des matières organiques.

655

660 Donc, on peut voir que c'est différents sujets qu'il serait très intéressant d'avoir dans une politique alimentaire et ça va regrouper de nombreux acteurs du milieu, qu'il serait très intéressant d'avoir sur un comité, un Conseil de politique alimentaire, puis dans le fond, qui ont leur mot à dire sur l'avenir de l'agriculture urbaine.

665 Et donc, ça va être important que la Ville fasse suite à ce plan-là afin de mettre en place des cadres règlementaires ou encore des politiques telles la politique alimentaire, et donc, il faut vraiment profiter de ce processus pour faire un bon travail de réseautage afin de créer un Conseil de politique alimentaire qui va pouvoir justement faire les suivis des différents engagements, des recherches et des différents projets de plus grande ampleur de par le rôle de concertation, de réseautage, de mise en commun de l'information et de documentation, mais aussi un lieu où les
670 partenariats sont possibles.

Et aussi, pour réfléchir aux sujets plus controversés que je vous ai parlé un peu plus tôt, les différents acteurs peuvent justement faire aussi de la sensibilisation à l'extérieur pour sensibiliser que les poules ne sont pas dangereuses, elles sont même bénéfiques pour
675 l'agriculture urbaine et la vie en général.

Donc, pour le Conseil de politique alimentaire, on s'est dit qu'il serait intéressant de peut-être valoriser un réseau qui existe déjà, on a pensé au RJCQ, qui est le Regroupement des jardins collectifs du Québec. On pourrait justement utiliser ce réseau-là et l'élargir pour créer le
680 Conseil de politique alimentaire, pour y ajouter justement les jardins collectifs, les différentes institutions scolaires qui font de l'agriculture urbaine et les organisations communautaires aussi.

Sinon, il y a la Coalition pour l'avancement de l'agriculture urbaine et périurbaine qui existe, qui n'est pas très active, mais qui fait quelques actions par-ci, par-là, qu'il pourrait être
685 intéressant de valoriser. Il y a le Groupe de Travail en Agriculture Urbaine qui a su mobiliser les troupes pour justement demander la consultation publique. On a vu que ça a été un réseau efficace qui pourrait justement être valorisé avec un bon financement derrière ça, pour justement avoir un avancement, et on sait aussi la Table de travail des jardins communautaires qui existe et

690 qui, dans le fond, aussi, comme le Regroupement des jardins collectifs, on pourrait ajouter simplement des nouveaux acteurs pour le bonifier et créer un réseau plus complet.

695 Il est certain aussi que pour les organisations communautaires, c'est important de penser toujours au support financier puisque participer à un autre comité engage du temps et de l'énergie qu'ils n'ont pas nécessairement prévu. Donc, il faut nécessairement prévoir des dédommagements pour la coordination ainsi que pour différentes actions qui en découleraient.

Ici, je vais vous laisser avec Sarah Brunelle qui va vous parler un peu de son expérience avec le projet.

700 **Mme SARAH BRUNELLE :**

And I hope I can continue in English? Is that fine?

705 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

Mme SARAH BRUNELLE :

710 Okay. I've been working with the Group Rooftop Gardens Projects since 2004. I've started just as an intern and since then, I have had the opportunity to install over ten gardens in four different countries through this organization.

715 So we have a lot of experience in installation, design and management of projects, and actually have had the opportunity over these almost ten years to check out the continuity of these projects. So I think that through this explanation, we're looking also for support of organizations that have this kind of expertise.

720 In these projects, there's an overlap of two things over all these countries and even a scale from, you know, 10 people with 20 containers to over 600 people organized into a Coop, installation of food security project in Haiti, and the overlap is the need for materials and the need for education.

725 And I'll start with materials because we see them in two places: organic and non-organic. You can see in our report there that we work with the self-watering container. It's a container with a double bottom; it's a way that we can keep a stable environment for plants and also save a lot of water. It requires an immense amount of plastic. We fabric these containers every year, they are super "efficace" for a built environment like this. Roofs, pavements, balconies, I find it's the only way to do it on a hot environment and to have some kind of stable environment for your plants.

730 We have 10 years of that experience. We also make these containers out of recycled material with the community. People who can't buy these products, we do that with recuperated containers, food containers, "des chaudières" of first fibre-plastic, so they're safe. Under the sun, they don't release dioxin and stuff like this, it's a good plastic, it's not recycled. We know where it's coming from, and we need to be able to mobilize these materials easier.

740 We work with interns to get these from every restaurant in town, and this year we made a 140 of these containers with citizens of Montreal to put on their balconies. We're asking for that, a mobilisation of these materials, perhaps through écocentres, perhaps through écoquartiers, and we're also looking pour les pancartes électorales, which is what we use to make the double bottom; easy to find, super, wonderful material that lasts years.

745 Side non-organic, but then there is also organic material. In that container, we are creating arable space in the built environment, an impermeable surface and what we do is we use a mix of potting soil and compost. Agriculture grade compost. At this point, we have to buy that compost at a local quincaillerie, but we also use the services of Compost Montréal who creates a very good agricultural grade compost. I know that the city of Montreal is going to do

750 curbside composting, but I also know that they won't be producing agriculture grade compost. And in the city, do to urban agriculture, we will need agriculture grade compost.

755 Terreau d'empotage. We use this because our system works through capillarity. The water rises, so we need a poor substrate so that that can happen. I don't know if you're aware but potting soil is made by tourbe de sphaigne. It's fundamentally peat bogs. The exploitation of peat bogs is very precarious. At this point, there are the biggest carbon sinks that we have in the world, bigger than the tropical rainforest.

760 So though we use this material, it's important for us, it needs to be used responsibly and what I mean by that is it needs to be able to be recycled back, so that people after they're done with their urban agriculture, perhaps it didn't work out or they need more material, that we can't just throw it on the street and the city of Montreal pick it up and it's rendered useless. It's a precious material.

765 **LE PRÉSIDENT :**

Excuse me. May I suggest that you move to your conclusion? It's already 20 minutes that have been passed?

770 **Mme SARAH BRUNELLE:**

775 Also, I want to talk about bois raméal fragmenté, BRF. BRF is basically, it's the best mulch that we can use. It breaks down into a humus, and it helps us to build soil in the city. Okay? We don't have, we have to build soil even if we dig a hole in the ground, we're going to have to build soil, and though that kind of wood is easily available on the city, it's being cut all the time, and it needs to be accessible. I give workshops to people, individuals, citizens who are interested in doing urban agriculture and often times, the question is: where do I access these materials?

780 I think having access points perhaps in écocentres or the écoquartiers for materials that people can build soil with and also fill their garden containers with is absolutely essential on this process. Okay. We have 19 minutes, and we started at 1:30 and I would love to talk about education if we can. Non?

785 **LE PRÉSIDENT :**

Well, you started... yeah. Well, it's 13:53, so you've been up for 21 minutes.

Mme SARAH BRUNELLE:

790 Okay, perfect. I'll stop now. Okay.

LE PRÉSIDENT :

795 Une précision. Quand vous mentionnez le rôle que pourrait avoir l'Office dans le suivi des recommandations, ce n'est pas le rôle de l'Office que de faire le suivi des recommandations, je ne sais pas comment ça a été perçu, donc ce n'est pas dans notre mandat. Peu importe ce qui a pu être discuté, je viens de vérifier avec la présidente, madame Roy, ce n'est pas le mandat de l'Office de faire le suivi de ses propres recommandations de manière officielle. C'est-à-dire que par contre, il est certain que, surtout dans le cadre de projets pour lesquels il y a une mise en place relativement rapide, il y a toujours cette curiosité de voir à quoi servent les recommandations, mais ce n'est pas dans le mandat de l'Office que de faire le suivi, ne serait-ce à court terme, des recommandations qui ont été faites au Conseil exécutif.

800
805 Donc, je voulais juste clarifier ça. L'Office ne fera pas le suivi de ses propres recommandations dans ce dossier-là, pas plus que dans d'autres, d'une manière officielle.

Sinon, le temps est vraiment passé très vite, on est un petit peu en retard pour les prochains, donc une question très rapide.

810 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

Une question sur l'éducation. Je remarque, dans votre mémoire, que vous mettez beaucoup d'emphase sur l'importance de l'éducation et de la sensibilisation, mais je remarque également que vous semblez complètement discarter le Jardin botanique comme un acteur important. Parce que vous soulevez plusieurs fois que ce n'est pas fait de façon adéquate, que ce n'est pas accessible, que ce n'est pas... je voudrais juste vous entendre rapidement là-dessus.

820 **Mme MARIE-ÈVE DESROCHE :**

En fait, on l'a souligné justement à quelques reprises, notamment au niveau du site Internet, le site Internet n'est tout simplement pas à jour et est difficile d'accès. Il faut cliquer plusieurs fois pour avoir l'information qu'on désire réellement, donc c'est ça, on peut s'inspirer justement du site du Jardin botanique afin de le bonifier pour le rendre plus complet, puis sinon, ce qui était au niveau plus des informations, des conseils et tout.

825 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

Les ateliers?

830

Mme MARIE-ÈVE DESROCHE :

Les ateliers. Comme on sait, le Jardin botanique est situé à l'est, donc pour tous les citoyens et citoyennes qui sont situés pas dans le coin du Jardin botanique, c'est difficile de se déplacer nécessairement jusqu'au Jardin botanique. Puis ils vont, le Jardin a nécessairement une limitation au niveau de leur capacité d'offrir des cours. Puis normalement, si les séances ne sont pas offertes directement dans la communauté, c'est plus difficilement accessible, puis on veut vraiment qu'il y ait un sentiment de proximité au niveau de l'éducation aussi, par rapport au lieu de production.

840

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

845 Est-ce que je comprends bien que votre recommandation c'est de faire intervenir d'autres acteurs que le Jardin botanique et vous ne considérez même pas, par exemple, réviser la gouvernance ou la façon dont les services sont offerts au Jardin botanique?

Mme MARIE-ÈVE DESROCHE :

850 On ne nie pas que, justement, le Jardin botanique a un rôle, mais on ne considère pas que le Jardin botanique pourrait tout faire le travail d'éducation.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

855 O.K. L'émergence de nouveaux services, autrement dit, en termes d'éducation et de sensibilisation.

Mme MARIE-ÈVE DESROCHE :

860 Exactement, oui.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

Je vous remercie.

865 **LE PRÉSIDENT :**

Merci beaucoup, Mesdames. J'inviterais maintenant madame Julie Richard, s'il vous plaît.

870 **Mme JULIE RICHARD :**

Bonjour tout le monde!

LE PRÉSIDENT :

875

Bonjour!

Mme JULIE RICHARD :

880

Moi, c'est un tout petit mémoire, donc vous n'avez pas une grosse pile et en même temps, c'est pour ça que je vérifiais, je me disais : est-ce qu'on peut vraiment venir présenter un petit mémoire de deux pages? Je l'ai fait à titre de citoyenne.

885

Donc, je voulais peut-être juste commencer avec un petit éditorial qui n'est pas dans le mémoire, mais tout simplement pour vous dire que, pour moi, le fait que cette consultation publique là soit faite avec le droit d'initiative, qu'elle soit née des citoyens, pour moi, c'est très important, parce que c'est un geste démocratique important qui a été fait. Ma crainte serait qu'on ressorte de cette consultation-là avec toujours l'idée que l'agriculture urbaine c'est un loisir, c'est une activité, alors que ça peut être une façon de nourrir la ville de façon saine. Donc j'espère, j'é mets le souhait que ce soit quelque chose qui en ressorte, voilà.

890

895

C'est ça, je suis citoyenne, j'habite à Villeray, et puis on est plusieurs citoyens à s'être mis ensemble là-bas pour partir une initiative, *Villeray en transition*, qu'on appelle, qui est un groupe de citoyens qui essaient de penser comment fonctionner en utilisant le moins d'essence possible, en étant le plus écologique possible, et cetera, et l'agriculture urbaine est une des initiatives qui résonnaient beaucoup, donc l'opportunité de l'OCPM, de la consultation publique, a fait qu'on a décidé d'organiser un forum citoyens.

900 Donc, on est plusieurs bénévoles à s'être mis ensemble, on a fait une promotion, on a invité les citoyens à venir. Il y a 50 citoyens qui sont venus pendant une journée de fin de semaine pour discuter. Donc tout l'avant-midi, il y avait un échange. Il y avait une partie information, en début de journée, où est-ce que c'était vraiment un blitz de tout ce qui se fait dans le quartier, suivi d'un blitz de ce qui se fait ailleurs, qu'on connaît, qui pourrait être des inspirations, puis en après-midi, donc sur l'heure du dîner, les gens ont voté, ils ont nommé des
905 thèmes qui les intéressaient, les gens ont voté, et les thèmes les plus, qui sont le plus ressortis sont ceux qui ont été discutés en après-midi.

 Moi, je présente un mémoire, il y a deux autres citoyennes qui en ont déposé un. Les thèmes qu'on présente ne sont pas les thèmes qui ont été discutés, mais les thèmes qui étaient
910 transversaux d'un atelier à l'autre. Donc, s'il y avait un atelier sur les abeilles, un atelier sur les jardins sur les toits, bien, c'est ce qui ressortait de chacun d'entre eux qui s'adressait directement à la Ville, c'est ceux-là qu'on a créés sous forme de mémoire.

 Donc moi, ce que je voulais souligner, en fait, c'est la problématique autour de la réglementation. C'est le thème que je voulais vous amener. Donc, qu'importe l'atelier qui était
915 mentionné, il y avait énormément d'incompréhension autour de la réglementation. Donc, qu'est-ce qu'on peut faire, où est-ce qu'on peut le faire, où est-ce qu'on peut aller chercher des informations, qui détient ces informations-là au niveau réglementaire, au niveau municipal, au niveau lien avec la Ville.

920 Donc, des fois, c'est une question que les lois ont été créées en 1967 alors que l'Expo a été créée, donc on a créé des modifications à ce moment-là. Peut-être que ce sont des modifications qui ne sont plus à jour, qui devraient être revisitées, qui devraient être repensées en fonction de la situation d'aujourd'hui.

925 Ce que ça amène, c'est qu'il y a plein de projets novateurs, plein de projets intéressants qui émergent un peu partout, mais parce qu'ils ne rentrent pas bien dans les règlements municipaux, dans les règlements d'arrondissement, ils sont faits sous des bases de dérogation. Ce qui fait que ces projets-là, même s'ils sont intéressants, même s'ils sont nommés sur la scène

930 internationale, même s'ils sont reconnus, même si les élus en sont fiers, comme ils sont faits sur
des dérogations, ils ne sont pas reproduits. On ne peut pas les reproduire d'un quartier à un
autre, et ça devient excessivement difficile de généraliser et de permettre l'expansion de ces
projets-là.

935 Il y a aussi une question par rapport à qui, sur un règlement particulier – des fois c'est la
Municipalité, des fois c'est l'arrondissement – donc de vraiment savoir à qui s'adresser pour cette
information-là. C'est difficile, mais à un point tel où est-ce que pour certains citoyens, ça peut être
démobilisant. Puis pour certains organismes, comme vous en avez vu, il y en a qui sont très bien
organisés, il y en a d'autres qui n'ont pas de moyen, donc d'arriver quand on est tout seul et
940 qu'on est sur un contrat de six mois, comme monsieur précédemment le mentionnait, pour ces
gens-là, c'est impossible de faire le suivi, puis d'arriver à trouver, dans la Ville, qui est la
personne qui peut me répondre, et la personne change constamment.

945 Et l'information, en plus, elle n'est pas nécessairement cohérente, donc d'un
arrondissement à l'autre, d'un zonage à l'autre, d'un parti politique à l'autre, dépendamment des
modifications qui peuvent être faites par l'arrondissement. Ça serait intéressant d'avoir une vision
d'ensemble, que Montréal prenne l'opportunité, à travers cette consultation-là, d'avoir une
planification pour nourrir son monde. De le réfléchir à grande échelle, de le penser réellement
comme étant : comment est-ce qu'on peut mieux nourrir les citoyens, mais d'arrêter d'être
950 toujours par petits bouts de règlement; avoir une démarche cohérente.

955 Donc, ce que la Ville pourrait faire au-delà de ça, ça serait de rassembler toute
l'information pour qu'elle soit simple, simplement accessible, par thème, qu'on puisse la
retrouver. Si par exemple, pour avoir une serre ou pour avoir des abeilles, s'il y a des formulaires
qui pourraient être simples, simplement remplis, donc ça pourrait être une façon de simplifier la
chose.

960 Il y a aussi, on l'a mentionné également, ça va prendre des êtres humains. Ça va prendre
des ressources humaines. Ça va prendre quelqu'un en quelque part que, quand il y a une
modification, quand il y a une nouvelle situation, une nouvelle chose qui arrive, qui peut se

pencher, qui est accessible aux citoyens, aux gens du communautaire, aux gens du privé, pour qu'il y ait une porte réelle d'entrée, une personne en charge qui puisse prendre cette information-là.

965 Donc, voilà. C'est un peu ce que j'essayais d'amener aujourd'hui. Merci.

LE PRÉSIDENT :

970 Ça avait l'avantage d'être très clair. Mais c'est une problématique qui a été soulevée à plusieurs reprises aussi, et je pense qu'elle est récurrente la question de la réglementation. Dominique, question?

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

975 Non, moi, je n'ai pas de question.

M. HABIB EL HAGE :

980 Oui, moi, j'ai une question.

LE PRÉSIDENT :

Je vous en prie.

985 **M. HABIB EL HAGE :**

Vous avez commencé par votre inquiétude ou votre souci par rapport à la définition.

Mme JULIE RICHARD :

990

Oui.

M. HABIB EL HAGE :

995

Vous avez commencé par la non-définition, autrement dit : je ne veux pas que l'agriculture urbaine soit juste vue comme étant du loisir. Mais ça peut être quoi? Si je vous dis, ça serait quoi comme... avez-vous une petite ébauche d'une définition de l'agriculture urbaine?

Mme JULIE RICHARD :

1000

L'agriculture urbaine, avant tout, c'est alimentaire, en fait. Parce que ce n'est pas du verdissement, ce n'est pas un changement climatique, quand on parle de verdir, on parle de diminuer le smog, on parle de baisser les températures et tout ça. Agriculture urbaine, ça va plus loin, ça va à un niveau alimentaire. On est sur une île qui est énorme, sur laquelle il y a une grande proportion des Québécois qui habitent. On a tout le West Island qui est sous-utilisé en ce moment en termes de production, il y aurait moyen de créer une meilleure planification de l'espace, de simplifier l'utilisation des lieux extérieurs pour se nourrir.

1005

Donc pour moi, l'agriculture urbaine, elle se trouve au niveau de la sécurité alimentaire. Elle se trouve au niveau d'une indépendance alimentaire, dans une certaine limite, où est-ce que plus on est près, moins il y a d'impact au niveau des transports. Donc, elle a son importance au niveau de l'environnement, au niveau alimentaire, également au niveau de l'exercice physique, d'être dehors, de la santé mentale, elle est importante.

1010

M. HABIB EL HAGE :

1015

Parfait, merci.

Mme JULIE RICHARD :

1020

Merci.

LE PRÉSIDENT :

1025

Merci beaucoup. J'inviterais maintenant Dominique Lynch-Gauthier et madame Camille Rocault, c'est ça? Bonjour!

Mme CAMILLE ROCAULT :

1030

Bonjour! Donc, je suis Camille Rocault, je suis stagiaire au regroupement des écoquartiers, et on vient vous présenter notre mémoire.

1035

Donc, dans un premier temps, je vais vous présenter le programme écoquartier en tant que tel, assez rapidement, pour vous dire que c'est un programme d'action environnementale qui est ancré dans les milieux locaux, qui permet de promouvoir l'écocivisme et d'améliorer le milieu de vie des Montréalais par le biais d'actions environnementales réalisées par les citoyens. Et les quatre volets d'intervention principaux sont la propreté, la gestion écologique des matières résiduelles, l'embellissement et la nature en ville; et par ce biais, ce programme accroît significativement la portée des programmes municipaux en matière d'environnement. Et à la suite de ça, le Regroupement des écoquartiers dont nous faisons partie toutes les deux, plus particulièrement, est un réseau d'acteurs qui est fortement enraciné dans l'ensemble du territoire montréalais et c'est un leader incontournable en matière d'environnement et de développement durable à Montréal, grâce à la force et à la cohésion de son réseau.

1040

1045

Ce que je vais me permettre de dire sur le Regroupement, c'est qu'on touche un public très large, de tous les âges, une grande partie de la majorité de l'île de Montréal et que, voilà, et que la fonction principale est d'orienter les actions du réseau et d'harmoniser les pratiques des écoquartiers et aussi des objectifs des organismes communautaires qui œuvrent plus sur le terrain. Et à ce titre, le Regroupement a fait partie du GTAU pour demander la consultation

1050 publique, et dans le cadre de la rédaction de notre mémoire, on a aussi établi une cartographie des initiatives en agriculture urbaine qui a été faite dans tous les écoquartiers. Voilà, ça peut-être un outil intéressant à appuyer dans le cadre de la consultation pour montrer ce qui se fait. Voilà.

1055 Puis je vais vous parler rapidement, dans une deuxième partie, des enjeux qui ont interpellé particulièrement les écoquartiers en termes d'agriculture urbaine. Je vais essayer d'aller assez vite parce que je vais présenter les points qu'on a mis dans notre mémoire.

1060 Dans un premier temps, les écoquartiers, on trouvait important de soulever l'aspect de cultiver de bonnes relations, c'est-à-dire l'idée que les espaces publics, les espaces verts sont des lieux de sociabilisation et que cultiver une parcelle ensemble, entre citoyens, peut rapprocher les citoyens et créer une dynamique de solidarité dans les quartiers – donc ça, c'est la réalité des écoquartiers – et qu'en cela, les initiatives en agriculture urbaine permettent d'améliorer l'accessibilité aux espaces publics.

1065 Un deuxième point qui nous paraissait important, c'était la biodiversité urbaine et agricole, un point sur lequel je vais insister particulièrement dans la mesure où la protection de la biodiversité urbaine, que ce soit... Enfin, c'est un enjeu environnemental important et que la pratique de l'agriculture urbaine accroît réellement la présence et la diversité des espèces végétales au sein de la ville, mais plus généralement, l'agriculture urbaine peut-être une solution
1070 à la préservation de la biodiversité agricole, qui est en recul, nettement, et que dans la mesure où l'agriculture urbaine est pratiquée à petite échelle sur de petites surfaces et par une multitude d'intervenants différents, facilite une utilisation diversifiée des semences et des espèces.

1075 Ensuite, il y a aussi l'aspect de la transmission des savoir-faire et de la sensibilisation, qui est un aspect que les écoquartiers souhaitent particulièrement mettre en avant, car en cela, la pratique de l'agriculture urbaine détient un grand potentiel pédagogique en matière d'acquisition du savoir et de sensibilisation. Puis je vais également vous parler de la question du verdissement, du ruissèlement des îlots de chaleur urbains, car les écoquartiers souhaitent mettre en avant l'idée que le fait qu'on a de grandes superficies minéralisées dans les villes qui
1080 augmentent la présence de sols imperméables et augmentent le ruissèlement et les îlots de

chaleurs, voilà, l'idée était de mettre en avant que l'agriculture urbaine pouvait répondre à tous ces problèmes.

1085 Puis je vais terminer avec la question de la gestion des matières résiduelles, pour dire que la gestion écologique des matières résiduelle est axée sur une approche qu'on dit 3RV, qui est réduction, réutilisation, récupération, valorisation et que c'est un volet central du programme écoquartier, et qu'à travers l'agriculture urbaine, on peut mettre en avant plusieurs aspects de cela, en développant surtout deux aspects : l'un qui est le compost, car c'est un débouché qu'on considère comme prometteur dans la valorisation des matières organiques; et aussi la demande
1090 de bacs de toutes formes pour faire de l'agriculture hors sol, qui permettrait de récupérer des contenants qui sont actuellement jetés. Voilà.

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1095 Dominique Lynch-Gauthier, je suis adjointe à la coordination au Regroupement des écoquartiers. Je vais maintenant vous présenter notre identification des facteurs limitant le développement de l'agriculture urbaine à Montréal.

1100 On a remarqué, en premier lieu, qu'un des facteurs qui limite le plus le développement de l'agriculture urbaine, c'est l'absence de financement récurrent des projets. Donc, on se prononce en faveur d'un financement municipal stable qui pourrait être justifié par les retombées qui sont difficilement quantifiables, découlant des projets d'agriculture urbaine, comme par exemple, l'assainissement de l'air, de l'eau, la régulation microclimatique, la création d'espace de socialisation dans les quartiers, tout ça, c'est des retombées qui ne sont pas quantifiables, mais
1105 qui peuvent être avantageuses pour l'administration municipale, puis ça pourrait justifier de financer de façon récurrente des projets d'agriculture urbaine.

1110 Alors, on a identifié aussi la réglementation. Bon, ça revient souvent, je ne vais pas m'attarder là-dessus. Il semble y avoir de la confusion de la part des citoyens à propos de la réglementation au niveau de l'agriculture urbaine. Le manque de clarté et d'harmonisation, aussi,

entre les réglementations des différents arrondissements de la ville-centre, ça peut être un facteur limitant.

1115 Il y a aussi l'absence de politique et de vision municipale à Montréal, qui limite le développement de l'agriculture urbaine, qu'il n'y a pas d'organisation structurelle comme telle à Montréal, dédiée à l'agriculture urbaine. En tant que sujet transversal, l'organisation, la prestation de services à ce sujet-là, c'est compliqué dans un système où toutes les compétences sont fragmentées en secteurs. Donc, ça serait un facteur limitant qui nous semble assez important.

1120 Ensuite, il y a la contamination, le vandalisme qui font l'objet de craintes et qui peuvent décourager l'implantation de projets en agriculture urbaine. Nous, on pose ces facteurs-là en tant qu'enjeux de sensibilisation, parce qu'il y a moyen de les contourner, en fait. Ça ne devrait pas freiner le développement de l'agriculture urbaine.

1125 Par rapport au vandalisme, on est d'avis que le fait de développer des projets collectifs au sein des quartiers, ça amène à la création d'une dynamique de quartier puis d'un sentiment d'appartenance au milieu, puis que ça peut suffire à limiter le vandalisme. On ne dit pas que c'est une panacée, mais le fait de travailler ensemble, bon, à créer un jardin collectif, ça peut être une source de fierté qui va limiter le vandalisme.

1130 Au niveau des sols contaminés, bon, la Ville de Montréal doit tenir un registre des sols contaminés en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*. Il y a plusieurs écoquartiers qui nous ont fait part que le registre était incomplet, qu'il manquait beaucoup de lieux qui ne sont pas répertoriés. Donc, ça serait important que la Ville de Montréal fasse un effort à ce niveau-là pour
1135 vraiment faire un recensement exhaustif de la contamination des sols. Puis, par ailleurs, il y a moyen, aussi, avec des techniques de culture hors-sol puis la sélection de plantes qui sont adaptés au sol contaminé, bien, de pratiquer quand même l'agriculture urbaine dans des secteurs plus à risque.

1140 Au niveau des perspectives de l'agriculture urbaine, selon les écoquartiers, en fait, bon, juste mentionner qu'on croit que le Regroupement des écoquartiers détient un grand potentiel en

1145 matière de déploiement de l'agriculture urbaine, puis pourrait agir à titre de partenaire de la Ville dans l'application d'une éventuelle politique d'agriculture urbaine. Il pourrait aussi supporter le déploiement de l'apiculture urbaine, en encourageant les citoyens à planter des plantes à fleurs mellifères, puis à ce sujet-là, on suggère aussi que les arrondissements fournissent des plantes potagères puis des fleurs mellifères au écoquartiers à l'occasion des distributions annuelles de plantes, de fleurs.

1150 On recommande aussi que la Ville de Montréal s'inspire du modèle de la ville de Toronto pour élaborer sa propre politique en matière d'agriculture urbaine. Bon, on n'a pas fait une étude poussée sur la politique de Toronto, mais on sait que l'administration municipale, là-bas, délègue directement aux organismes communautaires la gestion de l'agriculture urbaine sur le terrain. On pense que ça serait un modèle qui pourrait inspirer Montréal.

1155 Ensuite, on croit que l'agriculture urbaine est un enjeu important en matière de développement durable et puis qu'en conséquence, les arrondissements devraient intégrer concrètement des mesures favorisant l'agriculture urbaine dans l'élaboration de leur plan stratégique de développement durable et puis, aussi, qu'ils déterminent quelqu'un, des ressources humaines dans les arrondissements, qui agiraient en tant qu'interlocuteurs de 1160 l'administration municipale pour les divers intervenants terrain.

1165 Il y a la question du transfert de l'expertise et des connaissances qui sont acquises dans la cadre des projets de recherche, qui devrait être facilité aussi vers le public. La diffusion de l'information n'est pas assez fluide à notre avis, et puis il faudrait réfléchir à une façon de mettre en réseau les différentes parties prenantes de l'agriculture urbaine à Montréal. Ça pourrait se faire, soit dans le cadre des activités organisées avec les partenaires du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, par exemple, ou sur ce modèle-là.

1170 Puis, pour la pérennité de l'agriculture urbaine, il est essentiel que les lieux d'agriculture urbaine soient des espaces citoyens qui sont pris en charge par les communautés. C'est essentiel pour que les projets durent dans le temps, selon nous.

1175 Il y a aussi la question des sources de financement des municipalités. On pense qu'un des problèmes à Montréal, c'est que les terrains, surtout au centre-ville, font l'objet d'une énorme pression foncière, puis ça freine le développement de la pérennité finalement des projets d'agriculture urbaine, puis que si, bon, il y avait moyen de diversifier les sources de financement, ça pourrait peut-être aider la pérennité des projets d'agriculture urbaine au centre-ville ou à tout le moins, en tout cas, un meilleur accès aux terrains vacants.

1180 Bon, il y a le développement d'outils de gouvernance adaptés à l'agriculture urbaine comme les plans, les politiques, les règlementations qui sont essentiels à la pérennité de l'agriculture urbaine à Montréal. Bon, donc c'est un peu... je ne veux pas répéter tout ça.

1185 En gros, on suggère que la Ville de Montréal puis que les arrondissements travaillent ensemble pour effectuer une revue de leurs plans, de leurs politiques, leur réglementation, pour cerner avec précision l'encadrement qui existe ou qui n'existe pas en matière d'agriculture urbaine, puis harmoniser tout ça, et aussi qu'elle se dote d'une politique publique spécifiquement dédiée à l'agriculture urbaine.

1190 Tout ça, c'est vraiment essentiel, mais c'est tout aussi nécessaire de mettre en place un service d'accompagnement à l'intention des citoyens, surtout au niveau technique, et on suggère à cet égard-là que la Ville et les arrondissements prévoient un financement récurrent pour un service d'accompagnement qui pourrait être offert par des organismes communautaires oeuvrant dans le domaine de l'agriculture urbaine. Voilà.

1195

LE PRÉSIDENT :

Ça va? Merci. Question?

1200

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

Oui, en fait, vous évoquez, dans la notion de pérennité, dans votre mémoire, vous amenez l'idée d'une prise en charge communautaire des projets d'agriculture urbaine. Pourriez-

1205 vous juste étayer, pour moi, ce que vous entendez par, ou expliquer plutôt, pas étayer, mais expliquer ce que vous entendez par une prise en charge communautaire?

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1210 Bien, que ça ne soit pas... bien, en fait, je vais m'exprimer en termes positifs. En fait, que les projets d'agriculture urbaine soient portés par les citoyens et non par des entreprises ou des organismes ou des regroupements. Il faut que ça soit les gens qui vivent le milieu, qui portent, bien, qui s'approprient les projets d'agriculture urbaine, pour qu'ils durent dans le temps.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

1215 O.K. Donc, vous me dites pas les entreprises, pas les organismes, les organisations, mais vraiment les citoyens qui vont utiliser, au fond, les produits en bout de ligne?

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1220 Oui, mais qu'ils soient supportés par... c'est pour ça qu'on parle aussi de service d'accompagnement, qu'il y ait un support aussi qui soit offert aux citoyens, surtout sur le plan technique puis au niveau des connaissances.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

1225 O.K. Pensez-vous, de votre expérience, qu'il y a une vraie demande de la part des citoyens?

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1230 Oui.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

1235

Oui?

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1240

Oui.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

1245

Merci.

M. HABIB EL HAGE :

1250

Moi, j'ai une question. Bien, j'ai bien aimé votre présentation, mais il y a deux points sur lesquels j'aimerais qu'on revienne là-dessus. Vous demandez à la Ville d'avoir une politique publique dédiée à l'agriculture urbaine et qu'il y ait un meilleur maillage entre la ville-centre et les arrondissements. Aussi, vous demandez que le dossier de l'agriculture urbaine soit délégué aux organismes communautaires. Délégué – et comment ça peut se faire si la ville-centre élabore ou met sur pied une politique publique, mais elle délègue le dossier aux organismes?

1255

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1260

Bien, c'est en fait, c'est tout le travail terrain qui soit délégué aux organismes communautaires. Au niveau de l'élaboration des politiques, ça, ça relève, à mon avis, de l'administration municipale, des arrondissements et la ville-centre, mais au niveau du travail terrain, d'aller accompagner le citoyen, de se mettre les mains dans la terre, ça, je pense que c'est plus, ça relève plus des compétences des organismes communautaires. Je ne sais pas si je réponde à votre question?

M. HABIB EL HAGE :

1265

Donc, avoir des animateurs horticoles pour la ville, des agents de développement pour la ville, est-ce qu'on peut avoir ce type de poste, mais qu'il soit en contact avec les organismes communautaires ou ce n'est pas nécessaire?

1270

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

Bien oui, ça peut se faire comme ça. En fait, tout est à imaginer, je pense, aussi. Voilà.

LE PRÉSIDENT :

1275

Donc, si j'ai bien compris, ce que vous voyez c'est que du côté de la Ville, il y a tout ce qui est l'élaboration de politiques, l'harmonisation de la réglementation, l'information sur la réglementation qui, effectivement, peut-être complexe d'un arrondissement à l'autre, l'accompagnement technique, mais pour ce qui est, je dirais, de la mise en œuvre, donc des actions des projets, ce n'est plus donc des acteurs institutionnels, mais on passe, à ce moment-là, à des organismes du milieu. C'est un peu ça?

1280

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1285

Oui. Nous sommes d'avis que les organismes du milieu sont plus compétents que la Ville ou les arrondissements pour le travail concret sur le terrain.

M. HABIB EL HAGE :

1290

De proximité.

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

Oui, le travail de proximité.

1295

LE PRÉSIDENT :

J'avais une question, parce qu'elle nous revient de temps à autre, et comme vous êtes là et que l'occasion est belle de la poser, la question du financement récurrent largement justifié par les retombées actuellement difficilement quantifiables.

1300

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

Oui?

1305

LE PRÉSIDENT :

Comment est-ce qu'on peut justifier un financement récurrent? Comment on peut faire ça? Quelle sorte de démonstration on peut faire de la valeur de ce qui est non quantifiable, et je pense que ce n'est pas la première fois qu'on l'entend, c'est difficile à mesurer, sauf le nombre de personnes qui jardinent, mais tout ce qui est retombée sociale, participation, intégration, comment est-ce qu'un organisme peut justifier un financement récurrent dans le contexte actuel des modes de financement?

1310

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

C'est une bonne question, je dirais. Je ne suis pas sûre de tout saisir ce que vous voulez dire par le contexte actuel?

1315

1320 **LE PRÉSIDENT :**

Bien, on sait actuellement que bon, un, les budgets ne sont pas à la hausse dans toutes les administrations; deux, les choix sont difficiles à faire, il y a d'énormes demandes dans tous les secteurs – le loisir, la culture, la santé, donc l'agriculture arrive parmi tout ce champ de demandes – comment, parce que je reprends votre libellé, là...

1325 **Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :**

Oui, oui, oui.

1330

LE PRÉSIDENT :

Comment, je n'aime pas le terme « justifier », mais comment démontrer qu'une activité de type agriculture urbaine a des effets, peut-être pas quantifiables en dollars, mais est-ce qu'on peut quand même un peu définir les retombées ou les effets de ces activités-là?

1335

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

Oui, on peut. Bien, je vais dire justifier, mais il y a des effets sur la santé publique, au niveau de l'éducation, la saine alimentation, saines habitudes de vie, des avantages aussi au niveau de la gestion de l'eau, indirectement, mais ça a des effets quand même, puis je dirais que tout ça, c'est des... ça relève de champs d'action municipaux. Je ne sais pas si c'est clair ce que je dis?

1340

1345 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1350

Mais ça a des avantages pour l'administration municipale. Je pense que si on arrivait à les quantifier, ça ne serait pas difficile à démontrer que c'est avantageux, au final, pour une ville, de financer des projets d'agriculture urbaine.

1355

LE PRÉSIDENT :

1360

J'ai posé la question hier, à savoir, est-ce que ce n'est pas un champ un peu de recherche que d'essayer de définir des critères de mesure, des indicateurs? Parce que la question va revenir sans arrêt. Quand il y a des choix difficiles à faire entre différentes activités, on se disait, peut-être que ce serait un champ où on pourrait peut-être commencer à penser à évaluer, entre guillemets, les résultats.

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1365

Oui.

LE PRÉSIDENT :

1370

Parce qu'hier, on avait un mémoire qui était très quantitatif, il faudrait avoir les résultats mesurés dans le temps avec des objectifs, des indicateurs et la question vient, oui, c'est vrai, mais est-ce qu'on peut réellement penser qu'à un moment donné, qu'on se définisse des éléments de mesure? Ou si, pour vous, c'est parce que vous l'avez mis là comme étant... ou si, pour vous, c'est une fausse piste? Parce qu'il y a aussi cette possibilité-là, on le voit souvent en environnement. Essayer de tout quantifier pour être capable de mettre en parallèle des dollars-arbres et des dollars-béton, ça ne vaut pas la peine, parce que ça n'est pas le bon discours.

1375

Dans le cadre qui nous intéresse, est-ce que ça vaut la peine d'essayer de quantifier pour, je dirais, pour supporter le discours, pour supporter les demandes, est-ce que ça vaut vraiment la peine d'y songer et d'aller dans cette voie-là, selon vous?

1380

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

Moi je pense qu'il faut y penser. Après, je ne pense pas qu'on va – bien, c'est vraiment un avis bien personnel –, mais je ne pense pas qu'on puisse arriver à quantifier avec précision tout ça. Je pense qu'une analyse de mesures qualitatives peut être pertinente aussi, à ce niveau-là.

1385

LE PRÉSIDENT :

Je m'excuse de vous pousser un peu, parce que c'était là, puis l'occasion était trop belle et ça revient sans arrêt de pouvoir donner une valeur, entre guillemets, à ces activités-là, de permettre, à un moment donné, quand on fait une proposition à un décideur qui est face à un vaste choix d'activités, sur quoi est-ce qu'il peut se baser pour décider de donner un financement récurrent. J'étais sur le financement récurrent. Sur financer une activité ponctuelle, court terme, ça va. Sur du financement récurrent, c'est peut-être un peu différent.

1390

1395

Mme CAMILLE ROCAULT :

Je me permets juste de rebondir sur ce que vous venez de dire. Justement, comment justifier un financement récurrent parmi le choix de diverses activités, que ce soit, vous dites, le loisir, dans les demandes qui sont faites, il y a beaucoup de demandes, pourquoi choisir l'agriculture? Je pense que la chose qu'il faut vraiment mettre en avant, c'est que l'agriculture urbaine recoupe tous ces champs. C'est vraiment transversal, c'est-à-dire que si on demande un financement récurrent, ça ne touchera pas un projet uniquement sur le loisir, ça va toucher beaucoup d'autres champs, ça fait que ça, c'est, je pense, un point vraiment à mettre en avant. L'agriculture urbaine est vraiment transversale dans ses retombées.

1400

1405

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1410 Donc, financer l'agriculture urbaine finalement, c'est comme de faire d'une pierre deux, trois, quatre, cinq coups, finalement.

LE PRÉSIDENT :

1415 D'accord.

Mme DOMINIQUE LYNCH-GAUTHIER :

1420 Mais dans ce sens-là, aussi, je pense que peut-être le futur service de la qualité de vie qui est en train de se mettre en place, je crois, à la Ville de Montréal pourrait être plus transversal que ce qui existe déjà comme structure, puis ça pourrait être ce service-là qui s'occupe d'agriculture urbaine, par exemple. Je ne sais pas comment ça se profile, mais...

LE PRÉSIDENT :

1425 Bien voilà, vous nous avez déjà donné un argument qui est convaincant. Merci beaucoup de votre présentation. Merci encore. Alors, nous en sommes rendus à madame Leila Brener. Elle est là, madame Brener? Ah, voilà. Bonjour!

Mme LEILA BRENER :

1430 Bonjour! Ma collègue vous a remis le mémoire, mais je pense qu'il manquait les résumés des recommandations.

LE PRÉSIDENT :

1435 Vous l'avez fait parvenir par voie électronique aussi? S'il vous plaît.

Mme LEILA BRENER :

1440 Donc, bonjour! Mon nom c'est Leila Brener, je travaille à la Table de concertation communautaire de Pointe-Saint-Charles qui s'appelle Action gardien. Donc, pour faire très vite, c'est une table qui a 30 ans, qui regroupe plus de 25 organismes dans le quartier et qui œuvre en fait pour améliorer les conditions de vie à Pointe-Saint-Charles.

1445 Donc, on a appelé notre mémoire, ça s'appelle *Cultiver un quartier pour nourrir une communauté*. En fait, je vais essayer de ne pas répéter tout ce qui a été dit ces derniers jours, donc je vais vite fait parler de Pointe-Saint-Charles et de ses problématiques, puis ensuite, je vais passer directement aux recommandations.

1450 Alors, très rapidement, Pointe-Saint-Charles, c'est un quartier dans le sud-ouest de Montréal qui est juste à côté du centre-ville, donc c'est un quartier qui a une histoire intéressante puis en ce moment, qui connaît un grand phénomène de gentrification, et donc il y a une très forte pression immobilière, en fait.

1455 C'est un quartier qui connaît toujours une très grande pauvreté, il y a environ 37,4 % de personnes sous le seuil de faible revenu aujourd'hui, en fait, en 2005, exactement. C'est un quartier qui a été qualifié en fait de désert alimentaire par la Direction de la santé publique. Ça veut dire qu'il n'y a pas de commerce proche des habitants, donc à moins de 500 mètres. C'est aussi un quartier qui a très peu d'espaces verts. On a compté un ratio de 1,6 hectare pour 1000 habitants, ce qui est bien en dessous du 4 hectares qui est reconnu comme bénéfique. Et c'est
1460 un quartier aussi qui a beaucoup de terrains contaminés parce qu'il y a eu une très grande histoire industrielle dans le quartier. On peut dire aussi que c'est un quartier avec beaucoup de groupes communautaires actifs et solidaires. Voilà très brièvement pour la présentation de Pointe-Saint-Charles et de tous ses défis.

1465 Alors, je vais passer tout de suite aux recommandations. Donc on pense qu'il faudrait reconnaître les initiatives en agriculture urbaine, comme des projets d'intervention pour le développement social et urbain des quartiers et qui permet l'accès à des aliments frais.

1470 Donc, pour cela, il faudrait assurer, comme mes collègues de l'écoquartier disaient, il faudrait assurer un financement récurrent aux organismes qui interviennent au niveau de la sécurité alimentaire et de l'agriculture urbaine, donc afin de permettre de consolider et de développer leurs activités, d'engager des ressources humaines qualifiées à l'année, de poursuivre leur mission d'éducation populaire, d'augmenter le suivi et le développement de projets avec les citoyens, de développer et diffuser des outils de communication et des ateliers de formation pour informer et outiller les citoyens dans la pratique de l'agriculture urbaine.

1475 Donc, évidemment, un financement récurrent, pour un peu continuer sur la question de tout à l'heure, ça permet de moins perdre de temps à recommencer à zéro, toujours, les projets. Alors, de voir un peu plus à long terme.

1480 Donc, il faudrait aussi soutenir politiquement et financièrement les projets d'agriculture urbaine à Pointe-Saint-Charles, notamment. Donc, des projets on en a beaucoup, notamment sur les friches industrielles, donc ça serait, par exemple, développer des talus d'agriculture urbaine sur les terrains du CN.

1485 Ensuite, il y a aussi un projet de serre collective sur le toit d'un bâtiment qu'on est en train d'essayer de récupérer pour la communauté, donc un projet de serre collective puis aussi des aménagements comestibles, en fait, que ce soit des arbres fruitiers, des potagers, des plantes médicinales aussi. Donc, sur le site, comme je disais, du bâtiment qui s'appelle le bâtiment numéro 7, sur les terrains du CN, donc il y a aussi le club populaire des consommateurs qui est engagé dans les projets d'agriculture urbaine.

1490 Il y a aussi des projets portés par le Centre social autogéré à Pointe-Saint-Charles, ça peut être des ruches sur le toit, donc c'est quelque chose qui se fait dans beaucoup de villes déjà aujourd'hui. Donc, des ruches, faire pousser des choses sur le long des murs des bâtiments. Il y a aussi le projet de mettre des poules en ville, de faire de l'aquaponie, de la pisciculture, ça peut-être aussi des ateliers de champignons, de transformation d'herbes médicinales. En fait, l'agriculture urbaine, ce n'est pas seulement des plantes, là. Je ne veux pas répéter tout ce qui a été dit.

1500

Donc on propose aussi d'ouvrir, en fait, l'accès au fleuve à Pointe-Saint-Charles, à travers la friche industrielle du Technoparc et d'exploiter toutes ces possibilités. Donc, ça peut être du verdissement puis de la phytoremédiation, de l'agriculture urbaine aussi. Alors, bien sûr, le problème à Pointe-Saint-Charles, c'est que la terre est très contaminée, mais il y a moyen toujours de travailler en bac, par exemple, et puis aussi d'essayer d'améliorer la qualité de la terre petit à petit.

1505

Donc, les projets d'agriculture urbaine aussi, on pourrait en faire au sein des parcs de logements sociaux et communautaires. Donc, pour faire très court, à Pointe-Saint-Charles, c'est un quartier qui en a beaucoup. Dernièrement, on pourrait compter dans les 35 % à peu près de logements sociaux et communautaires. C'est un chiffre évidemment qui décline, mais on continue à se battre pour ça.

1510

Donc, développer des projets d'agriculture urbaine avec les coopératives d'habitation, les OBNL et aussi les HLM; développer des projets des projets d'agriculture urbaine aussi en lien avec les écoles primaires du quartier et les CPE, par exemple. Donc, en fait, avec toutes sortes de population. Développer aussi l'agriculture dans les parcs, les espaces verts et les jardins des citoyens, donc ça peut être de développer des jardins en bac dans le parc d'Argenson, ça peut être de développer de l'agriculture urbaine dans les jardins citoyens, que ce soit le jardin Sébastopol, le jardin Saint-Charles et le jardin de la Liberté. Donc, c'est les jardins citoyens, en fait, ceux-là, je ne parle pas des jardins individuels, je parle de jardins collectifs autogérés, finalement, par des citoyens.

1515

1520

1525

Alors, l'arrondissement du Sud-Ouest aussi et la Ville de Montréal doivent se doter d'une stratégie pour préserver et augmenter les terrains propices à l'agriculture urbaine. Donc, nous avons quelques recommandations. Ce serait : réaliser un inventaire exhaustif de tous les terrains vacants et résiduels; identifier les terrains propices au développement des jardins communautaires et collectifs et créer une réserve foncière pour ces terrains; voir à ce que les différents secteurs du quartier aient accès à distance de marche à un jardin, donc un peu dans la même analyse, en fait, que l'accès aux commerces d'alimentation. On pense que ça serait intéressant que tous les habitants aient accès à un jardin à proximité.

1530 Recenser les terrains et les propriétés publiques et prendre des mesures pour y faciliter
le développement de l'agriculture urbaine; protéger les jardins citoyens, les jardins
communautaires et les jardins collectifs existant par un zonage approprié. Exemple, le zonage
vert par rapport à l'agriculture urbaine, donc pour protéger les projets existants; réviser la
contribution aux fins de parc, afin qu'elle permette de créer davantage de nouveaux espaces
1535 verts au sein des projets immobiliers et qu'elle s'applique à un plus grand nombre de projets
immobiliers.

Intégrer l'agriculture urbaine au même titre que les parcs et les espaces verts au Plan
d'urbanisme et à la planification urbaine, comme composante essentielle d'un milieu de vie
1540 durable.

Favoriser l'utilisation des ruelles pour l'agriculture urbaine, donc un peu dans le même
principe que les ruelles vertes, mais donc en faisant des choses comestibles, et aussi, à Pointe-
Saint-Charles, il y a encore des ruelles qui sont en terre battue, donc ça pourrait être intéressant.

1545 Favoriser l'utilisation des espaces disponibles avec des installations et des bacs
temporaires; donc ça, par exemple, sur un stationnement ou sur un terrain vacant, avant qu'il y
ait un projet qui se développe, on peut toujours mettre des bacs, puis les enlever au moment du
développement du projet, c'est toujours un espace utilisable, en fait, même à court terme. C'est
1550 ça, dans le sens où il faut un peu inventer des nouvelles formes d'utilisation du territoire.

Modifier la réglementation pour éliminer les contraintes au développement de l'élevage
animal, l'apiculture, la pisciculture et la construction de serres, par exemple.

1555 Alors, pour continuer avec les revendications, l'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville
de Montréal doivent créer des espaces verts dans tous les nouveaux projets de construction,
donc que ce soit résidentiel, commercial, institutionnel ou industriel, et valoriser les différentes
formes d'agriculture urbaine et les mesures de verdissement.

1560 Donc, par exemple : réduire le taux d'implantation des projets de construction afin de
conserver des cours arrière, et dans le respect du patrimoine bâti des différents quartiers de la
Ville de Montréal; exiger un taux de verdissement d'au moins 30 % dans tous les projets de
construction afin de créer des espaces verts susceptibles d'accueillir des plantations
comestibles; modifier la réglementation, pour faciliter et encourager la réalisation de toits verts;
1565 valoriser les terrains vagues et résiduels comme les bandes de terre en bordure des pistes
cyclables pour leur apport en plantes médicinales et comestibles méconnues aussi du grand
public; poursuivre la distribution de plantes comestibles et de fines herbes à l'occasion des
distributions annuelles de fleurs et d'arbustes pour utiliser notamment dans les carrés d'arbres,
un peu comme mes collègues de l'écoquartier disaient; rendre plus accessibles les bacs et
1570 contenants de type Smart Pot, pour pratiquer l'agriculture urbaine.

 Alors, pour finir, la Ville de Montréal, en collaboration avec les autres paliers de
gouvernement, doit prendre la responsabilité de la décontamination des sols par, notamment, la
création d'un registre accessible au public des sols contaminés, de même qu'une cartographie
1575 incluant les terrains publics et privés.

 La décontamination des sites offrant un potentiel de développement de projets en
agriculture urbaine, l'octroi d'un financement suffisant aux citoyens et organismes
communautaires pour réaliser des analyses de sol nécessaires à la détection de métaux lourds
1580 ainsi que pour déterminer la fertilité des sols.

 Et, enfin, soutenir le développement de projets de phytoremédiation, donc c'est-à-dire la
décontamination par les plantes avec un volet éducatif, donc, pour une pensée à long terme.

1585 Merci pour votre écoute.

LE PRÉSIDENT :

 Merci. Il y a une question qui revient de temps à autre sur la disponibilité des espaces sur
1590 une base temporaire. Et la question a été soulevée à un moment donné du fait que comme on

ne connaît pas la durée de cet espace-là, que ça pouvait avoir un effet démobilisateur, que les gens ne seraient pas particulièrement intéressés à s'y investir, donc dans cette balance d'occuper tous les espaces disponibles, qu'ils soient temporaires ou non, est-ce que la demande est là, ne serait-ce que pour un an ou deux, pour mettre des bacs sur un stationnement?

1595

Mme LEILA BRENER :

Oui, complètement. Je ne veux pas être alarmiste, mais je pense qu'il y a quand même un peu d'urgence, donc je pense qu'il faut vraiment récupérer tous les terrains possibles et imaginables et donc être inventif, inventer des nouvelles formes de pratique de toutes sortes. Et effectivement, les espaces vacants, même si c'est temporaire, ça peut être une alternative intéressante, puis je pense que oui, il y a une demande et je pense aussi que, bien, si on doit être déplacé, bien on peut toujours trouver un autre endroit ailleurs.

1600

1605

LE PRÉSIDENT :

Donc, ce n'est pas un frein à l'activité, le fait que ce soit temporaire versus un terrain...

1610

Mme LEILA BRENER :

Je ne pense pas, puis l'agriculture c'est saisonnier, donc de toute façon, ça serait pour un été. Je pense qu'il faudrait quand même s'assurer que ça dure un été, puis ensuite on peut trouver un autre endroit. Je pense que ce n'est pas infaisable.

1615

LE PRÉSIDENT :

J'avais une question. Dans votre mémoire, en page 10, vous référez à des productivités de jardin en termes de kilo au mètre carré et j'aurais aimé trouver la référence, mais comme on n'a pas de bibliographie, si vous regardez en page 10, tout en bas :

1620 « La productivité de l'agriculture urbaine a été évaluée entre 0,3 et 5,4 kg/m » et là, je vois « 23 », mais ça doit être par mètre carré, mais j'aurais aimé savoir d'où vient cette référence de productivité?

Mme LEILA BRENER :

1625

Oui. Alors, celle qui dit entre 0, 3 et 5,4 kilogrammes par mètre carré?

LE PRÉSIDENT :

1630

Oui. Ça, ça vient d'où?

Mme LEILA BRENER :

1635

Ça, ça vient d'Éric Duchemin qui est professeur à l'UQUAM et qui habite aussi à Pointe-Saint-Charles.

LE PRÉSIDENT :

1640

Très bien.

Mme LEILA BRENER :

1645

Bien, c'est ça. Après, on a fait comme un petit comparatif, on a essayé de mettre un peu ensemble tous les jardins déjà existants, sans compter les jardins individuels, et aussi, on a comme évalué par rapport à la population totale du quartier, et aussi, par rapport à la population à plus faible revenu. Donc, c'est sûr que nous, on a une perspective de droit à l'alimentation et tout ça, donc on pense que ça serait aussi une façon, pour les personnes à faible revenu, d'accéder à des aliments de qualité, puis d'avoir aussi une prise en main, une reprise en main de leur condition.

1650 Puis donc, c'est ça. Par rapport aux comparatifs, on pensait, avec un petit calcul rapide, que les terrains du CN étaient, il faudrait au moins le tiers des terrains du CN, en fait, pour nourrir la population de Pointe-Saint-Charles.

LE PRÉSIDENT :

1655

C'est bien.

Mme LEILA BRENER :

1660

Mais il y a aussi de la place.

LE PRÉSIDENT :

1665

C'est ça. Seulement le tiers, finalement.

Mme LEILA BRENER :

Voilà. Finalement, seulement le tiers.

1670

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup.

Mme LEILA BRENER :

1675

Vous n'avez pas d'autre question? Merci beaucoup.

LE PRÉSIDENT :

1680 Merci. Donc, nous allons prendre une pause d'une quinzaine de minutes et nous allons reprendre avec monsieur Derek Robertson qui sera notre prochain, après la pause.

PAUSE

1685

LE PRÉSIDENT :

1690 On poursuit s'il vous plaît. Monsieur Derek Robertson. Bienvenue. Bonjour!

M. DEREK ROBERSTON :

1695 Bonjour! Bon après-midi, je m'appelle Derek Robertson, je suis le cofondateur et le directeur de Jardin collectif de l'Allée des Tanneries, un beau jardin collectif situé dans l'extrême ouest de Saint-Henri, presque en dessous de l'échangeur Turcot, en pleine face du nouvel hôpital CUSM. Nous sommes dans un quartier où est-ce qu'on avait des HLM à côté de nous autres, et c'est pour ça, c'est vraiment important une initiative comme ça, pour assurer que les gens ont accès à une bonne nourriture et un bon avenir.

1700 Moi, au début, ce projet était, ça a été réalisé en 2003-2004 en partenariat avec quelques fondations, la Ville de Montréal, l'arrondissement du Sud-Ouest, le gouvernement du Canada et, en 2005, avec les compressions budgétaires puis le changement de mandat de Pro-Vert Sud-Ouest, ils ont été obligés de laisser tomber ce jardin. À cette époque, c'était un jardin communautaire. Et moi et deux autres citoyens, on ne voulait pas, on a réalisé : on ne veut pas
1705 laisser un bijou comme ça tomber en ruine et on a décidé de créer un OBNL, Jardin collectif de l'Allée des Tanneries, et c'est pour ça que j'avais une bonne expérience depuis quatre ans au

niveau des initiatives citoyennes, j'avais entendu les questions que vous avez déjà posées aux autres, ça me fait plaisir de répéter et de répondre.

1710 Bien, c'est ça. Ça, c'est un beau bijou que tu vois dans l'hiver 2008-2009, c'était à l'automne 2008 qu'on est devenu responsable de ce jardin-là, et c'est des bacs qui sont construits au-dessus du sol à cause que c'est l'ancien terrain du CN qui est contaminé et je pense que c'est un bel exemple des possibilités dans le milieu urbain.

1715 Et ça, c'est en plein milieu de l'été. Vous allez voir la différence, très brève – it's pretty stark and gray and here, c'est vraiment plein de beauté. C'est ça, c'est une belle initiative, c'est en fait, ça devient aussi un espace vert pour les HLM et les quartiers avoisinants, parce qu'il y a un manque d'espace vert dans ce coin, dans le coin de Saint-Henri.

1720 Et c'est ça, nous n'avons pas fait juste du jardinage, mais aussi faire un bon, comme on dit, un bon voisinage, avec nos voisins. On fait des barbecues au moins une fois par mois depuis trois étés, depuis l'été 2009, on en fait au moins un par mois. C'est tellement agréable, où est-ce qu'on invite les gens, les jardiniers, leur famille, leurs amis, les gens, les voisins qui habitent dans les résidences avoisinantes, puis on partage qu'est-ce qu'on a dans nos bacs. On fait une grosse
1725 salade avec qu'est-ce qui est prêt pour récolter. On met des radis, de la salade, de la laitue des affaires comme ça et c'est ça. C'est tellement agréable.

On a beaucoup plus de gens qui viennent plus tard dans le mois qu'au début, comme c'est un quartier profondément défavorisé, et c'est avec nous, les jardiniers, qu'on a financé ça
1730 nous-mêmes, ça fait grand plaisir d'aller au petit dépanneur du coin pour acheter plus de hot-dog ou quelque chose si on en manque. Mais pour moi, ça démontre personnellement que ces projets-là, comme vous avez posé la question, quels sont les bénéfices? C'est des bénéfices sociaux, ça crée un bel espace vert dans un coin du monde où c'est juste béton, béton, asphalte, béton partout.

1735 Bref, c'est ça. Nous sommes vraiment importants au niveau d'un effort collectif de tous. Nous avons des voisins, comme je dis – ça, c'est un autre party qu'on avait. Ça, c'est l'année

1740 après, ça, c'est fin de 2010, je pense. C'est ça, c'est juste un autre événement avec beaucoup de jeunes, beaucoup de personnes âgées, des madames qui nous aident. Et je pense que c'est plus important de démontrer que nous sommes, ce n'est pas juste : viens une fois par semaine, une fois par jour, arrose les bacs puis s'en aller. Nous avons une vraie vie conviviale et agréable pour les gens du jardin.

1745 Je pense que ça, c'est une bonne photo. C'est direction ouest. La photo à l'écran gauche, ça, c'est au sud, on appelle ça une clôture verte, c'est des arbres, et à gauche, ça, c'est le terrain du CN, tu vas voir au loin, in the background you can see the Turcot Interchange and on the other side, à la droite, ça, c'est jusqu'à l'autre côté de ces arbres et ça, c'est une piste cyclable qui est allé à côté de notre jardin. C'était comme un monde à l'autre, je n'ai pas mis des photos des autres saisons, mais je vous encourage d'aller sur notre site de JCAT sur Facebook, et on avait beaucoup de photos, depuis 2008, de transition entre les saisons, c'est profondément
1750 incroyable.

C'est ça. Pour nous – I'm just going to speak quickly of some very solid
1755 recommendations, general recommendations that we've discussed and you've heard many times over, but I think it's very, very important to reiterate them and to repeat them, to understand their importance.

1760 First and foremost, I think there needs to be – not myself, this is done by our gardeners – streamline and simplify the process for procuring of public and private spaces for urban agriculture initiatives. I think it's quite clear, you know, there are schools, there's church lands that you know, as they have less and less resources to cut grass, rip up the grass, and then go for urban agriculture initiatives. It's very, very simple and very, very inexpensive. And I think this is very important: create a central repository of information, training and technical support.

1765 I've been running a jardin collectif myself with some friends out of our own pocket and we've just needed once in a while some help from écoquartier or Pro-Vert Sud-Ouest and les responsables de l'aménagement de l'arrondissement Sud-Ouest and they've been very, very

helpful I can say as a resource, but sometimes they don't have the technical resource, they don't have the answers, and often, they certainly don't have resources which I never asked for.

1770

So I think a repository of the information would be to help people to learn to the gardening, in fact. We have new people that come every year – nous sommes un quartier en transition des locataires puis à chaque année, il y a des nouveaux jardiniers – and they want to do it for the first time. J'ai une personne, lui, sa femme vient, il va faire le jardinage pour la première fois. Ils sont dans le quartier depuis trois ans, and usually they wanted to do it.

1775

We did our own formation avec Concordia Greenhouse and I think it would be wonderful if we could have a central reservoir, a depository of all this technical information and training and support. It would be very, very helpful.

1780

I think as well as to create an open accessible venue for source funding of projects. I have had a wonderful experience in trying to find all the foundations and the groups in the city, in the provincial level, in Direction de santé publique and who gives what to where. You know, it's a long complicated process, I found. And I think that that would be very, very helpful, in - particularly in collective garden citizen initiatives, you know, the community groups perhaps – that is what I am hearing as well, is community groups and Regroupements communautaires en français seems to be not the same thing as community group in English. To me, I compare them as the same.

1785

A jardin collectif is a citizen initiative and the communautaire, le communautaire comme l'écoquartier Sud-Ouest and, you know, different community groups, they are funded by the City and by different levels of government, which we are not. So I think that it would be great to create an open and accessible venue for the sources of funding for projects. That would really help a lot of citizen initiatives and the jardins collectifs.

1790

1795

And I would like to also assure an open and transparent accessible and equal system of dispersal of the said garden spaces. As I'm on a jardin collectif, I've also heard a lot, as you have, there's a real restriction of space and place for citizens in the community gardens that are run by

1800 the City. There's a four to five year, we hear, maybe, more or less, a waiting list. That's long; whereas if we have collective gardens, initiated by citizens, they can get them up and running and they're going. We need a little technical help, a little technical advisory and you can go. Perhaps a little source funding in the beginning, you know, and an initial funding to help it get off the ground, to build the "bacs" and things like that, and I think that would be a very, very helpful, helpful element.

1805 Other things, just quickly, broaden the offering beyond vegetables to fruits, nuts, and introduce a diversity of foodstuffs that preserve well. You know, it's good during the fall and winter, for people, you know, à revenu faible, if we can put things in the freezer; and as well, we have a wonderful diversity of cultural communities and they are introducing a lot of new
1810 vegetables and fruits to our gardens and to our diet and these, sometimes, have a great shelf life. And I wasn't aware of that, and it's just the neighbours that have been telling me: "Try this, it lasts, you can keep it till November, December in a dry cool place." I wasn't aware of that. So I think that's very interesting.

1815 And as well as the preservation expense – and this is very, very important – the agricultural territory in Western Montreal, as you've heard very strongly about the parc agricole du Bois-de-la-Roche. I just think it's so, so important as a food security issue, as évitons les îlots de chaleur and as well as a fantastic urban training ground. I mean, it is on the island of Montreal, it is in the city. Yes, McGill has – proche du mont Saint-Hilaire, but they've also got
1820 MacDonald College that could integrate this. And you know, that whole western, you know, there's land that is own by the AGF that is now under pressure for development. It should really be – it's owned by all of Quebecers and the collectivity. I would really hope that a section of that could be preserved as well to expand this western agriculture initiative. It's very, very important.

1825 Last two things quickly is the use of brownfields for above-ground gardening. I think our jardin collectif is a wonderful example of that; reclaiming really nasty land. We're also involved with the phyto-rehabilitation where they've planted different trees and les arbustes to see the transition how time - it's a long study, I don't have the most recent analysis for you, but I could get that if you like.

1830

And one last thing I would like to say is I've been listening to these, I've been involved, I am a founding member of the GTAU, the Groupe de Travail en Agriculture Urbaine, I'm also on the Regroupement des jardins collectifs du Québec and one of the preoccupations is the dollars and cents. We're in a fiscal reality that we know, the city going forward, and we're all - society is in a fiscal reality. We've got to realize, we've got to live within our means, and I think one of those is while we definitely do need source funding, there needs to be a continual habitual annual funding of urban agriculture initiatives, but I would like to put an accent on the fact that I hope that dollars are not spent to create structures, to create organizations, to rent offices, to pay Hydro-Quebec bills and Videotron cable bills; these dollars, if it's a million or a two dollars a year, it can go directly much more clearly to certain groups and collective groups, you know, jardins collectifs could come forth with initiatives looking for source funding for technical help.

1835

1840

1845

I don't really think it needs to get, if I can use the term, bogged down and settled into the whole community milieu. I just find that there are precious resources and the resources should be spent forward, as forward possible. If that means the dollars and cents to go out and buy wood to build garden bacs, then so be it. If it needs to go to purchase a – one thing I spoke in the South-West last week was about beehives. You know, if it is for purchase of those and placing those strategically throughout boroughs so they are in a proximity to a certain amount of collective gardens.

1850

1855

I mean, anyway, my point is I think that the accent must be on citizen-based initiatives and what I mean by that is accent on collective gardening. I believe I've looked at this issue enough in the last 5 to 7 years, and it's a longer complicated process to get a community garden going, to expand a community garden than it is a collective garden. We do it ourselves, we have an entente with the politicians, local, service d'aménagement, and there we go.

1860

One last thing I wanted to speak about, to facilitate the single balcony urban gardening. This is my balconette here. It is a foot and a half wide by 8 feet long. I have two beautiful cucumber plants, about 3-1/2 to 4 feet high, I have two heads of lettuce, I've already been pulling off for the last two and a half weeks lettuce and strawberries and raspberries.

1865 Every morning, I pull them off, I wash them and I put them on my cereal and it costs me absolutely... an hour to get myself up off my sofa, go to the local store, which luckily I live a couple of blocks away, and I came back and planted all that. That was done, within an hour I was sitting down back on my couch, looking out of my window, admiring my garden. And it's fantastic. I've got green peppers growing, I've got a dozen tomatoes, they are all the size of golf balls and tennis balls.

1870 One hour and it's not hard. It's not difficult and it's not expensive. And I think this is a perfect example of where these resources should be going forward. If this was to help people in lower income areas to help purchase these small little bacs, to give them the seeds, to give them the plants. We give out, as we've heard before, there's the partage, les arbustes et les fleurs au début de l'année. It's a wonderful initiative. A fantastic initiative. I personally take advantage of it every year as the jardin collectif.

1875 Now, if that – if we're looking at fiscal realities and budgets – if that needs to transition a little more towards foodstuffs, so be it. I think it's a wonderful initiative but we need to help and make sure people can... it's wonderful to have nice flowers outside your home, but it's more important to have food in your cupboard and in your kitchen and in your fridge. So that's my most important thing.

1880 I would just like to say as well is we are very active in our community, we do outreach, we have la Maison des jeunes de Saint-Henri, they have two garden beds where they are teaching young teenagers for social reinsertion to do responsible, to take responsibility of doing things. They come, they water the garden beds, they do the de-weeding, they come to our collective – we're about to start and cut some branches; we have branches that are covering the bacs, so they are going to come help us cut those.

1890 We also do, the jardin collectif, I work with – it's an OBNL, Citadelle St-Ambroise, it's on the right-hand side. That's on St-Ambroise Street, it is a logement abordable, I'm on their Board and we decided to do a collective garden a few years ago and the jardin collectif has gone down

and helped them every year. We bring four or five volunteers and we get the residents there and we get the collective garden going. And they are now expanding for this summer, as well.

1895 So I mean it's very simple and this is all on a very, very shoestring budget. I can say, you know, over the last four years, \$3,500 out of the pocket of mine and my friends. No aid from the City financially, no subvention from foundations, nothing. Now, I am going out to seek that, and it is the rightful space and place, and I think everyone should have access to and that's why, out of my experience, I would certainly hope that it would be streamlined and people could really have access to all those venues where they can get it.

1900 And once again, that's just the last thing, we have our... we have our... we're gardeners, after all, we're not Web people, so we have a pretty basic Web page and the Facebook is easier. We have put all our pictures up there for the last few years. We have video of our activities we had done. We actually had, in the spring of 2009, in May, we had a wonderful event with about 1905 70-80 children on the street. We blocked the street, we had a local resident brought his DJ equipment down, we had music all day, we had barbecue for them all day, activities.

1910 At night, we had a diner for adults, we had two short films on the Turcot issue and we had two local bands, and all that was done by one extension cord from one of the neighbours and everyone brought everything collectively. It cost me out of my pocket, probably one of the cheapest events we ever did, and we did, but I mean it was fun. Everyone just came together; we had 200 people, no problem, no permits, no police, just a very, very pleasant evening in the Village des Tanneries. And I think that's a great initiative that a lot of other collective garden grass route initiatives, it would really... replicate this across the city, it would certainly turn us into a 1915 wonderful, wonderful clean green 21st century Montreal.

Merci beaucoup pour votre compréhension.

LE PRÉSIDENT :

1920 Merci pour votre présentation. Questions?

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

1925 Just for clarification. I didn't quite understand how you got to be founded actually. You said it was a community garden that was abandoned by the City?

M. DEREK ROBERTSON:

1930 Well, it was a community garden initiative by... they reclaimed the land and they planted all the trees, they got about \$77,000 in foundation money from different foundations and the federal government and the city government and it was run by Pro-Vert, and we have a cabana...

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

1935 It was run by?

M. DEREK ROBERTSON:

1940 It was run by Pro-Vert Sud-Ouest and you can see behind me, on my shoulder, we have a cabana that is full of implements. We have three implements of everything you can imagine to do gardening. We have a battery-operated... and it was, because they had source funding and their mandate and their source funding changed and they had to look at budget constraints and reality and this, unfortunately, was one of the programs that they had to let go. They had an animatrice, a young student that was there all summer. We have all the equipment to chasse les papillons, we have blackboards to do all kinds of activities for children. I do it by myself on my own time, a couple of times in the summer. Now that school is finishing, the kids are more and more coming to the garden.

1950 So this is why they were doing... and then when they stopped, it was just what are they going to do? And there were three of four neighbours that said: we can't let this garden go.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

And who owns the land?

1955

M. DEREK ROBERTSON:

It's the City.

1960

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

It's the City.

1965

M. DEREK ROBERTSON:

Yeah, the City took it over on entente with the CN and they did it as an experimentation for the rehabilitation of land, phyto-rehabilitation, and to do the garden beds and just to create, to reclaim an old industrial space to a green space. And I think it's been a really, really good initiative. The city, the borough itself has done some really good work there every year, and when we request our compostage and, you know, they clean the place very well. Well, I cut part of the grass, they cut the other part with their big tractors, so it works out very, very well. I think, you know, I just don't want to toot our own horn, but I think it is a very, very wonderful example, if you need as a template, with the garden. Collective initiative, I think, is a wonderful example.

1970

1975

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

Thank you very much.

1980

M. DEREK ROBERTSON:

You're welcome.

LE PRÉSIDENT :

1985 You see to have a very strong preference for collective gardens. It there was a choice to be made in terms of investment, community gardens versus collective gardens, where would you go?

M. DEREK ROBERTSON:

1990 Well, I would think the collective gardens, just because it's easier. As people have clearly stated, the community groups as well, there is not a lot of city land left, there is not a lot of space left to do these community gardens, and therefore it is going to be reclaiming land, it is going to be working in partnership with institutions, be they public or private, it's going to be, you know, companies, and those can get up and running if the local employer wants to put a collective garden on his roof, he can, you know, start a non-profit corporation for a few hundred dollars and away we go and they can do it.

2000 The regulation at the time, my understanding, you probably know perhaps more that I do, to start a collective City owned and operated community garden is a very long and arduous process. And they've in fact been closing them in the South-West due to land-contamination and whatnot, and they obviously can't afford to decontaminate them and turn them back into gardens, so they get sold off for development.

2005 So I mean, my preference is not anything between public and private, I just think the jardins collectifs method is the best use of the limited resources. There is bare minimum resources right now for this initiative. I think people will want to see proper use of said resources that do come down. If it's a million or two million dollars a year, whatever it is, we need to use a property, and we need to get its largest effect. And I think the biggest bang for the buck would be giving it closest to the people. We don't, you know, get lost in that structure. It gets eaten up.

2010

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

2015 Is there a gate to the garden or is it accessible to everybody?

M. DEREK ROBERTSON:

2020 No, in fact, I was interested with one of the intervention previously. No, it is fully completely open, and we don't have a gate, we don't have a fence and one of the questions with regards to vandalism, whatnot. I have a very good entente with the local people. We've had some very interesting experiences. We have garden barbecues in the springtime where we invite everybody. We explain that if you do take from here, you know, they are collective gardens. We were here ready to give it out, we want to give it out. And if you take from these gardens beds, 2025 you are taking from, you know, vous l'enlevez des assiettes des gens, vos voisins.

And when you say that, they understand, they comprehend. I fed them, I tell them: take them. You know, they can come and take what they wish as it's ready, don't empty the whole garden bed. Like, we have full garden beds of tomatoes, one full of lettuce, one full of cucumbers, 2030 two full of carrots. So we share that with everybody and we explain the importance of that and that, and I have also, I will tell you.

2035 Personally, I've also – every year, we have it's the far end of St. Henry, it's a very interesting little neighbourhood, full of character and characters, and I've gone by at 1 o'clock, 1:30 in the morning and we have two picnic tables installed by the City and there's the night-shift folks that hang around there, and I've actually pulled up on my bike and sat down, and pulled out a beer out of their case and asked them after if I could have a beer and then sat them and talked to them. And I said, you know: "Who are you? What are you doing here?" I said: "I'm the guy that runs this out of my own pocket. – No it's the city. – No, it's me. I'm not the City, my name is 2040 Derek." And we had a good conversation. And at the end, they understand very clearly, it's much more agreeable to have me come by once in a while at 1:00 or 1:30 in the morning than it is to have the police there every night. And they have, we have a very solid understanding. They, in fact, protect the gardens, they've in fact stopped people from ruining them, and we are looking

2045 perhaps to get a fence, but we have really worked hard to integrate into those around us. And I think the more you integrate to those around you, and you invite those around you in, you have much less problem in the future. And we've had really a great respect in the last few years. I can tell you it's very, very positive in the last few years.

2050 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :**

Thank you. Because you are one of the first one who actually talks to us about vandalism and how you can prevent it.

2055 **M. DEREK ROBERTSON:**

2060 Well, I mean, this is why, I was wondering, I was almost going to come and partake in the Marché Maisonneuve event expressly for that. I mean, we've been very, very successful. I mean, people said: "You're crazy, they take it..." People don't. They don't. People respect it. The people that walk their dogs, make sure that they leash their dogs when they are going by the garden or they walk them on the other side of the green fence, as we call it, in the open area, and it's just a question of respect, understanding, and information, teaching them. That's why I say on the access to information, we teach them the benefits and I told the people. It took an hour for me to do my balcony garden, and they are all starting to do their balcony gardens this summer. It's just giving him a comprehension of the potential, and the good things of it, that's all.

2065 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :**

Thank you very much.

2070 **M. DEREK ROBERTSON:**

Thank you.

2075 **LE PRÉSIDENT :**

Merci beaucoup Monsieur Robertson pour votre contribution.

2080 **M. DEREK ROBERSTON :**

Merci beaucoup, Monsieur. J'ai vraiment apprécié ça.

LE PRÉSIDENT :

2085 J'inviterais maintenant madame Chantal Houle, s'il vous plaît. Bonjour.

Mme CHANTAL HOULE :

2090 Bon après-midi. Bonjour, bon après-midi à vous, Madame, Messieurs. Je tiens à féliciter et à remercier le Groupe de Travail sur l'Agriculture Urbaine à Montréal, c'est extraordinaire de pouvoir venir ici s'exprimer, merci à vous d'être là. Je vais vous parler brièvement sur l'agriculture urbaine à Outremont, plus spécifiquement le jardin communautaire. Mon intervention est accompagnée d'un diaporama du jardin communautaire. Moi, je suis ici à titre de personne impliquée dans la vie communautaire de l'arrondissement et aussi en tant que membre du

2095 comité de citoyen Gare de triage Outremont.

2100 Les jardins communautaires d'Outremont sont situés dans la partie nord de l'arrondissement dans le parc Pierre-Elliott-Trudeau, entre un terrain de baseball et le terrain des travaux publics. C'est un endroit unique qui existe depuis 34 ans avec ses 60 jardinets, des frênes majestueux âgés d'un demi-siècle, je crois qu'il y en a aussi qui ne sont pas loin d'un siècle, deux adultes peuvent difficilement faire le tour du tronc. Il y a des chèvrefeuilles, des vignes matures, une multitude de vivaces, plantes grimpantes, des arbustes, framboisiers fraisiers, groseilliers, cassissiers, des platebandes d'hémérocailles, rosiers, églantiers, topinambours, et j'en passe.

2105 Il y a aussi deux aires à pique-nique, un secteur de compostage, certains l'utilisent 12
mois par année, des contenants pour récupérer l'eau de pluie, une faune de petits mammifères
et des oiseaux qui nidifient, comme le merle d'Amérique, le carouge à épauettes, le cardinal, nos
couples de tourterelles tristes, la gaie bleue, et j'ai vu, il y a deux jours, un roselin pourpré,
magnifique.

2110 C'est sûrement un des plus charmants jardins communautaires de l'île de Montréal, de
par son corpus végétal et son ambiance paisible. Certains y jardinent depuis 20 ans, plusieurs
citoyens attendent sur une liste pour profiter de cette oasis de verdure. Cet endroit est un
exemple parfait du concept de la qualité de vie d'un quartier urbain.

2115 Mes préoccupations, c'est que notre jardin communautaire est menacé de destruction. Il
n'y a aucune volonté de la part de nos élus de l'arrondissement à le défendre contre les
promoteurs d'un méga projet dans l'ancienne cour de triage du CP. Ces promoteurs sont
l'Université de Montréal, qui va de l'avant pour installer un deuxième campus, et la Ville de
2120 Montréal qui participe dans la démarche, prenant de ce fait possession de toute verdure qui
égaye encore le nord de l'arrondissement. Pourtant, ces espaces verts ne sont pas sur le site de
la gare de triage qui appartient maintenant à l'Université de Montréal, mais bien sur le territoire
de l'arrondissement d'Outremont. Ce sont les premières victimes sacrifiées par ce projet, évalué
aujourd'hui à 1,4 GM.

2125 Il ne serait pas pertinent d'aborder ici les dérives immobilières des universités de ces
dernières années, moi qui pensais bien naïvement que leur raison était l'enseignement et la
recherche. L'Université de Montréal et la Ville de Montréal, avec l'accord de l'arrondissement
d'Outremont, vont détruire un parc de 1,9 hectare, comprenant le jardin communautaire, le
2130 terrain de baseball et le parc canin. Soit dit en passant, ce dernier est aussi le parc le plus utilisé,
et de loin, et ce, 365 jours par année.

Dès l'automne 2013, les bulldozers et les scies mécaniques vont venir raser en premier
lieu ce magnifique jardin, puis nos terrains publics actuels, intégrés dans le projet, seront vendus

2135 à des entrepreneurs privés pour y construire des condos. De 830 unités d'habitation du projet initial présenté en 2007, on est maintenant à 1300 condos.

2140 Tout cela pour dire que nos équipements collectifs, qui fonctionnent très bien depuis des lustres, seront démolis. Même si ces espaces verts sont sur la liste des terrains à vendre pour y ériger des condos, et ce, depuis 2007, les plans de relocalisation des services communautaires de l'arrondissement ne sont toujours pas définis. Autant dire qu'ils suppriment le jardin communautaire et les espaces verts existants, au moins, ils auront le mérite d'être clairs.

2145 Puisque le seul lieu qui existe pour jardiner à Outremont est voué à disparaître, selon les dispositions des autorités municipales de Montréal, sans opposition de nos élus locaux, l'agriculture urbaine d'Outremont sera chose du passé en 2013.

2150 Mes revendications, je suis bien consciente, hélas, que l'Office de consultation publique peut faire des recommandations dans son rapport final que les preneurs de décisions ne sont pas tenus de suivre. Les bouddhistes disent : « Les choses qui arrivent sont inévitables », je veux croire que malgré tous les plans déjà établis, la destruction de notre jardin communautaire est évitable puisqu'elle n'a pas eu encore lieu. J'ose espérer, dans ma naïveté, que les lieux bucoliques et romantiques dont on jouit présentement seront préservés.

2155 Paraît-il qu'on n'arrête pas le progrès, on vit actuellement à l'ère du condo. Si on appelle progrès détruire des lieux de l'agriculture urbaine pour y planter des condos, je ne crois pas que ça soit une décision éclairée. Pourtant, ce projet devrait s'inscrire dans une véritable politique de développement durable en y mettant, au centre des préoccupations, la qualité de vie des citoyens et non pas laisser tous ces espaces verts aux mains des intérêts privés. On dirait qu'actuellement, tout doit s'aligner, dans la grande ville, vers la densification avec les revenus fonciers qui en découlent. Et la qualité de vie des citoyens s'en trouve grandement affectée.

2165 Sans entrer dans des considérations philosophiques sur le destin de l'humanité dans quelques décennies, il me semble que les meilleurs temps sont derrière nous. Il faut que cesse la vente de jardins communautaires au profit des constructeurs de condos. Je vous remercie.

LE PRÉSIDENT :

Merci, madame. Question, Monsieur El-Hage?

2170 **M. HABIB EL HAGE :**

Oui, j'ai une question par rapport au zonage de ce jardin. C'est un jardin communautaire zoné dans un parc?

2175 **Mme CHANTAL HOULE :**

C'est un parc qui s'appelle le parc Pierre-Elliott-Trudeau et qui fait partie de l'arrondissement d'Outremont et qui est reconnu comme parc, au même titre que n'importe quel autre parc de l'arrondissement d'Outremont.

2180

M. HABIB EL HAGE :

D'accord, merci.

2185 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

Donc, malgré le zonage parc, ils vont vendre le terrain public, c'est ça, si je comprends bien?

2190 **Mme CHANTAL HOULE :**

Oui, absolument. Ils dézonent tout simplement pour pouvoir permettre la construction de condos.

2195

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

O.K.

2200 **Mme CHANTAL HOULE :**

Oui. Là, ce n'est plus qu'une formalité. Les travaux de décontamination ont déjà commencé et puis ce n'est qu'une formalité maintenant pour faire l'échange, pour que la Ville de Montréal prenne possession de nos terrains.

2205

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

D'accord. Est-ce que, je sais qu'on ne peut peut-être, comme vous le dites vous-même, peut-être pas arrêter ce truc là, mais quelle leçon vous tirez de ça? Est-ce que vous pensez qu'il devrait y avoir un zonage précis? Certains l'ont avancé - agricole -, mais si vous me dites qu'on peut dézoner à volonté, ce n'est peut-être pas...

2210

Mme CHANTAL HOULE :

Bien, ce qu'il faudrait, justement, c'est qu'il y ait une révision des règlements municipaux pour exiger de stopper cette chose-là, de détruire des jardins communautaires pour ensuite en faire des condos.

2215

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

O.K. Juste un peu la même question que j'avais posée à monsieur Robertson, votre jardin, il est clôturé ou il est ouvert?

2220

2225

Mme CHANTAL HOULE :

Il est tout clôturé.

2230 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

Il est clôturé. Parfait.

2235 **Mme CHANTAL HOULE :**

Oui, complètement.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2240 D'accord, merci.

Mme CHANTAL HOULE :

Merci.

2245

LE PRÉSIDENT :

Madame, c'est le seul jardin communautaire de l'arrondissement?

2250 **Mme CHANTAL HOULE :**

C'est le seul jardin communautaire de l'arrondissement. Oui.

2255

LE PRÉSIDENT :

J'essaie de visualiser exactement où il est. Il n'est pas par hasard dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal?

2260

Mme CHANTAL HOULE :

Pas du tout. Il est à côté du Centre intergénérationnel, le centre communautaire d'Outremont.

2265

LE PRÉSIDENT :

Ah, en bas. O.K.

2270

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

En bas complètement.

LE PRÉSIDENT :

2275

De l'autre côté. O.K.

Mme CHANTAL HOULE :

2280

Oui. Et puis complètement à côté de la gare de triage, là.

LE PRÉSIDENT :

Ah, d'accord. O.K.

2285

Mme CHANTAL HOULE :

Il fait le long de la gare, oui.

2290 **LE PRÉSIDENT :**

Très bien. Non, je cherchais un prétexte pour trouver...

2295 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

Quelque chose pour vous aider. Si c'est près du viaduc Rockland?

Mme CHANTAL HOULE :

2300 Alors, sous le viaduc Rockland, il y a le parc canin, c'est exactement là. Ensuite, le terrain de baseball et le jardin communautaire, ensuite, c'est la cour de voirie de l'arrondissement.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2305 C'est un très, très beau jardin.

Mme CHANTAL HOULE :

2310 On le bichonne, on l'adore, on veut le garder.

LE PRÉSIDENT :

2315 Et on le comprend. Merci beaucoup, Madame.

Mme CHANTAL HOULE :

Merci.

2320 **LE PRÉSIDENT :**

Madame France Gaumont, s'il vous plaît. Est-ce qu'elle est là? Madame Émilie Hould-Aklouche. Bonjour. Mais, vous n'avez pas 20 minutes chacun, là. Veuillez vous nommer, s'il vous plaît, parce que madame en a besoin.

2325

Mme ÉMILIE HOULD-AKLOUCHE :

Bonjour, donc Émilie Hould-Aklouche, moi je suis stagiaire à Action Communiterre, donc je vais faire la présentation avec mon collègue.

2330

M. WALID TOUABTI :

Moi, c'est Walid Touapti, je suis coordonnateur au financement et aux relations publiques de l'organisme.

2335

M. HABIB EL HAGE :

Pouvez-vous répéter votre nom et prénom lentement, dans le micro?

2340 **M. WALID TOUABTI :**

O.K. C'est Walid, W-A-L-I-D, Touapti, T-O-U-A-B-T-I, je suis coordonnateur au financement et aux relations publiques de l'organisme.

2345

M. HABIB EL HAGE :

Merci.

2350 **Mme ÉMILIE HOULD-AKLOUCHE :**

Donc, les autres membres du personnel d'Action Communiterre sont venus pour la période de questions, en fait.

2355 **LE PRÉSIDENT :**

D'accord.

2360 **Mme ÉMILIE HOULD-AKLOUCHE :**

Donc, ne vous inquiétez pas, on ne va pas prendre plus de 10 minutes. On voudrait tout d'abord remercier, comme la personne précédente, les organisations membres du GTAU et puis l'OCPM et votre commission pour la tenue de cette consultation publique.

2365 Je m'appelle Émilie Hould-Aklouche puis je suis stagiaire à Action Communiterre, j'ai travaillé sur le mémoire au sein d'un groupe de travail constitué de membres du personnel et du Conseil d'administration. Pour cette présentation, on va insister sur les points cruciaux de notre mémoire.

2370 **M. WALID TOUABTI :**

On a juste un petit PowerPoint, si ça ne vous dérange pas de patienter deux secondes. Pendant qu'Émilie va placer le PowerPoint, moi, je vais vous présenter un peu l'organisme en quelques mots, puisque comme elle l'a précisé, ce n'est pas l'objet de cette présentation. On va

2375 plus insister sur les recommandations, mais je pense qu'on a quand même besoin de contextualiser un petit peu.

2380 Donc, Action Communiterre, c'est un organisme qui œuvre à Notre-Dame-de-Grâce et qui a une mission qui vise à renforcer la solidarité sociale, contribuer à la sécurité alimentaire locale, augmenter l'accès à des aliments sains par le biais du jardinage collectif et de différents projets. Donc cet organisme, en fait, est né en 1997 et c'est un peu l'organisme pionnier qui a créé le modèle de jardinage collectif tel qu'on le connaît aujourd'hui, tel qu'il a été repris un peu partout à Montréal et même au-delà, au Québec.

2385 Donc, on a créé le premier jardin, en fait, au départ c'était un écoquartier entre 97 et 2002, et en 2002, il y a eu la création du premier jardin collectif qui est encore en activité aujourd'hui, qui est le jardin Cantaloup, ce qui se trouve sur le terrain du YMCA de NDG.

2390 Donc, comme je vous ai précisé, la mission, nous, on vise justement à améliorer le niveau de sécurité alimentaire, c'est à la base une initiative citoyenne des gens de la communauté qui se sont rassemblés et qui se sont dit : comment on pourrait peser sur la sécurité alimentaire pour améliorer son niveau dans Notre-Dame-De-Grâce, parce que c'est un quartier qui a des problèmes en termes de poches de pauvreté, et aussi, contribuer à bâtir une communauté qui travaille sur les questions d'environnement. Donc, de là a découlé l'idée de créer, en fait, des jardins collectifs et de réinventer un peu le jardinage tel qu'on le connaissait auparavant.

2400 Donc d'un jardin, on est rendu aujourd'hui à 13 jardins en tout. On a huit grands collectifs, d'ailleurs on en ouvre plusieurs cette année pour faire face à la demande, on a trois jardins de cour arrière, on a un jardin qui se trouve sur le campus de Loyola qui est un jardin en bac, donc c'est de l'hydroponie, parce qu'on a un partenariat avec Biotop, qui est une compagnie québécoise très performante, et on a aussi un jardin vitrine dans notre cour arrière qui présente les différentes techniques d'agriculture urbaine, donc qu'on a créées un peu avec, bien, il y a des bacs, il y a différents types de... des Smart Pot, des Biotop, on essaie de présenter un peu toutes les techniques et on a impliqué des enfants dans la création de ce jardin-là.

2405

Qu'est-ce que ça représente, Action Communterre, en termes de personnes? Donc nous, on est quatre staffs permanents, on a beaucoup de stagiaires en cours d'année, on a aussi des employés d'été, des animateurs et on a surtout à peu près 200 jardiniers bénévoles qui prennent part à nos projets et qui font vivre notre réseau de jardins.

2410

On a une production biologique. Dès le départ, en fait, de l'initiative d'Action Communterre, l'accent a été mis sur la qualité des produits. Donc ils ont voulu, enfin les créateurs, les fondateurs ont voulu tourner le dos, justement, aux techniques de l'agriculture intensive qui, en fin de compte, nous font manger n'importe quoi. Donc on utilise uniquement des engrais verts et des semences du patrimoine. Donc ça, c'est deux principes fondateurs de l'organisme.

2415

En second lieu, on fait aussi ça dans un esprit de solidarité, donc il y a une règle, en fait, dans chaque jardin, il y a une partie de la récolte qui est reversée à la banque alimentaire de Notre-Dame-de-Grâce afin de constituer des paniers d'urgence. Bon, vous voyez, c'est des objectifs assez nobles qui ont été mis en œuvre dans le cadre de ce grand projet de jardinage collectif, et on est assez fier de ce qu'on réalise aujourd'hui.

2420

Alors, ça, c'est le programme principal. À côté de ça, on essaie d'impliquer au maximum les enfants dans nos jardins. On a le programme *Jeunesse et écoalimentation*, qui se concrétise de différentes manières, on a des programmes après l'école, en fait, d'initiation. Dans les jardins, pendant les séances de jardinage, il y a des ateliers pour les enfants, pour les initier au jardin. Il y a aussi, comme je vous disais, dans la création du jardin de cour arrière, il y a un groupe d'enfants qui a été impliqué et qui va encore être impliqué pour la suite du programme, puis on a aussi les ateliers *Boîte à Lunch*, dont je vais vous parler un petit peu plus tard.

2425

2430

Le programme d'hortithérapie aussi, ça, c'est toujours dans l'idée de développer quelque chose d'intéressant pour la communauté, d'alternatif, de nouveau. Donc, en fait, on travaillait avec un organisme en santé mentale qui s'appelle Maison les Étapes, on s'est rendu compte que de les intégrer dans le jardin et leur donner des séances d'horticulture, ça agissait, ça avait

2435

de l'intérêt pour atténuer leur niveau de stress, sur les pathologies légères comme de la dépression ou de la schizophrénie, parfois.

2440 C'est ce genre de pathologie là et cette année, en fait, on a été contacté par un autre organisme de Hochelaga, parce qu'il y a très peu d'organismes à Montréal qui font de l'hortithérapie, donc cette année, on propose le programme au Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal qui, eux, ont un programme pour sensibiliser les jeunes et travailler sur les questions de toxicomanie et de santé mentale. Donc, ces jeunes-là, on les intègre au jardin et on fait l'essence avec eux, et ça joue un peu sur leur humeur, sur leur estime de soi, et cetera.

2445 Ensuite, comme on travaille sur la sécurité alimentaire, on a un programme de repas intergénérationnels. Nous, on essaie de toucher toutes les couches de la population, en fait, que ce soit les personnes âgées, des enfants, des personnes qui ont des problèmes de santé mentale, des étudiants, on essaie vraiment d'adapter nos programmes pour toucher un peu tout le monde. Et donc, c'est ça, on essaie d'utiliser des légumes du jardin dans la mesure du possible, pour faire rencontrer un groupe de jeunes avec des personnes un peu plus âgées et pour organiser des grands... bien, des repas intergénérationnels pendant les périodes d'hiver.

2455 À côté de ça, on a des projets partenaires, donc on a les ateliers *Boîte à Lunch*. Donc ça, c'est pareil, en fait, c'est des ateliers qui se passent dans les écoles et dans les centres communautaires avec des enfants, parce qu'on apprend en fait aux enfants à faire des lunchs santé, parce qu'on s'est rendu compte, bien la personne qui a monté ce programme s'était rendu compte à l'époque qu'il y avait de problèmes pour les lunchs, il y avait beaucoup d'enfants qui arrivaient à l'école avec une canette de Coke et un sac de chips, donc le but c'était justement de leur apprendre à faire un lunch santé, végétarien la plupart du temps, pour qu'ils puissent cuisiner et toucher un peu à la nourriture.

2465 On a le projet *Vert ta ville* où nous on fait pousser nos semis dans la serre de Concordia en hiver, donc on a la coordonnatrice du programme qui est embauchée par Action Communiterre cette année et on a produit à peu près 10 000 semis, donc c'est intéressant, et puis on a aussi un partenariat avec USC Canada, les semences du patrimoine. Donc là, ça vise

2470 en fait à assurer la préservation des semences du patrimoine et il y aussi leur disponibilité. Donc, ma collègue Hanna va peut-être vous en parler après, elle a eu l'occasion en fait de donner une formation pour apprendre à conserver les semences d'une année sur l'autre et préserver notre biodiversité.

2475 Donc, voilà, c'était quelques mots sur les programmes. Ensuite on a aussi le programme *Bonne boîte bonne bouffe*, et on met un point de chute de différents types de paniers. Donc *Bonne boîte bonne bouffe* qu'on a créée en fait il y a une dizaine d'années avec un autre organisme et les Coops du jardin de la Résistance, qui eux c'est paniers bio, qui arrivent en été, comme ça, on a un point de service pour les habitants du quartier.

2480 Oui, aujourd'hui, *Bonne boîte bonne bouffe*, ce qui s'est passé, c'est que ça a été créé une dizaine d'années par Action Communterre et la banque alimentaire, en partenariat, et ça a pris tellement d'ampleur que ça a été transféré à Moisson Montréal et je crois qu'on est rendu à plus de 1 000 boîtes par semaine qui sont livrées par Moisson Montréal et il faut quand même rappeler que ça vient d'Action Communterre. Donc, finalement, l'agriculture urbaine, c'est large, on parle de sécurité alimentaire, on parle d'environnement, et nous, on essaie d'impulser sur tout un tas de secteurs pour pouvoir avoir un impact dans la communauté. C'est ça.

2485 Ah oui, en dernier lieu, voilà, je ne voulais pas trop prendre la parole, mais en dernier lieu, on organise la Fête des semences, en fait, au Jardin botanique de Montréal. On a été un peu surpris, d'ailleurs, dans les communications de la Ville, que ça a été pas mal repris par la Ville comme quoi ce serait la Ville qui organisait ça en partenariat avec le Jardin botanique. On aimerait quand même que ce soit clair que ça, c'est Action Communterre qui l'organise, avec l'aimable participation des amis du Jardin botanique. Donc, on est vraiment les organisateurs, on contacte tous les semenciers, on s'occupe de toute la logistique. Quel est le rôle de la Ville là-dedans? Pas grand-chose, si ce n'est de nous allouer, deux journées sur un weekend, en fait, le hall d'entrée du Jardin botanique pour qu'on puisse organiser notre événement. Mais c'est pour ça qu'on est un peu surpris, dans les communications, qu'ils présentaient pas mal cet événement
2495 comme un événement de la Ville. Je pense que c'est bon de vous le rappeler.

Et en dernier lieu, la Fête des récoltes, bien, c'est à la fin de notre saison, on organise une grande fête où on utilise beaucoup de légumes de nos jardins pour ouvrir l'événement à toute la communauté et avec de la musique, de la nourriture et de la bonne humeur.

2500

Mme ÉMILIE HOULD-AKLOUCHE :

Je n'ai pas de montre, je ne sais pas combien de temps il nous reste?

2505

LE PRÉSIDENT :

Il vous reste neuf minutes.

2510

Mme ÉMILIE HOULD-AKLOUCHE :

Ah bon, ça va. Neuf minutes? Mais en tout, avec la période de questions comprise?

LE PRÉSIDENT :

2515

Oui, oui, voilà.

Mme ÉMILIE HOULD-AKLOUCHE :

2520

Oui, c'est ça. Donc, je vais me dépêcher. Je ne vais pas répéter ce qui a été dit dans le mémoire sur les obstacles, au niveau des ressources humaines, mais je voudrais quand même insister sur les ressources humaines. Sans personnel, sans des gens qualifiés, il n'y a aucun programme qui se fait, donc c'est ça. Puis le manque de financement fait qu'on ne peut pas avoir de personnel suffisant et donc, c'est ça.

2525

On a aussi parlé des ressources matérielles dans le mémoire, mais je ne veux pas revenir dessus, je pense que ça a dû déjà être abordé par d'autres organismes. Je voulais juste

2530 préciser, suite à la consultation publique qui s'est tenue à NDG le 14 juin, il nous a semblé bon de préciser quelques chiffres, parce que le directeur, enfin la personne qui présentait la Direction des sports et loisirs disait que l'Arrondissement a alloué une somme comme 73 000 \$ à Action Communiterre, et la SOCENV comprise, qui est l'écoquartier de Côte-des-Neiges.

2535 Pour notre part, donc l'aide de l'Arrondissement revient à 20 000 \$, ce qui représente 8 % de notre budget annuel. On a aussi une aide de la Ville pour la location de nos locaux qui comprennent les bureaux et la cour arrière, qui est de quasiment 2 000 \$, on va dire. Mais par rapport à ça, on a des taxes municipales d'un montant de presque 7 500 \$, donc au final, si on retranche l'aide de la Ville sur le loyer aux taxes municipales, ça nous fait quand même des frais énormes.

2540 Je pense que la personne de l'Arrondissement donc présentait comme un financement la prestation que l'on donne pour l'arrondissement Côte-des-Neiges – NDG. En fait, peut-être qu'Hanna pourra en parler, mais c'est une prestation pour l'animation, je pense, des conseils horticoles puis, bien, c'est ça, une petite gestion des jardins communautaires à NDG, donc c'est ça.

2545 Puis, par rapport à l'aide matérielle, bien, on a aucun de nos jardins qui sont situés sur un espace public municipal, on ne nous a jamais contactés pour ça. Bon, il y a d'autres organismes qui nous contactent – bien, aujourd'hui encore, on nous a sollicités pour l'animation d'un jardin au Carrefour Jeunesse-Emploi de NDG – et l'Arrondissement ne fournit pas, c'est arrivé apparemment par le passé qu'on nous donne du compost, mais ce n'est pas
2550 systématique. Cette année, on n'a pas eu de compost et ni de terre noire. Donc, c'est ça.

2555 Pour les recommandations, donc ce serait : inscrire l'agriculture urbaine dans les programmes municipaux et en faire la promotion auprès des citoyens. Et on voulait insister sur les deux points : accorder une aide financière conséquente aux initiatives communautaires et systématiser les dons de matériel ou les mises à la disposition de ressources, comme des locaux pour des bureaux ou pour une serre. Donc, voilà.

2560 Juste pour terminer, pour passer aux questions, on voulait insister, on espère que...
bien, la consultation publique a déjà permis aux gens de se rencontrer, aux organismes. Au sein
des organismes aussi, ça a permis aux gens de discuter, avec les citoyens aussi, les jardiniers
avec qui on travaille, et on espère que ça ne restera pas là et que la Ville fera vraiment un grand
pas en avant et on espère aussi, comme le précisait Walid pour la Fête des semences, que
plutôt que de s'approprier les programmes des organismes qui possèdent déjà une expertise en
la matière, bien ça sera vraiment un réel soutien et un réel partenariat. C'est ça.

2565 **LE PRÉSIDENT :**

Ça va? Ça complète votre présentation?

2570 **M. WALID TOUABTI**

2575 Oui. Simplement, juste préciser que c'est important comme proposition : une exonération
des taxes municipales qu'on paye, parce que nous, par exemple, le local qu'on occupe, on le
loue une certaine somme d'argent, mais on est imposé finalement sur le jardin de cour arrière qui
est au bénéfice de la communauté. Donc, on nous rembourse une certaine partie, c'est une
partie infime de notre loyer, mais le calcul en fait de l'assiette fiscale dont on doit s'acquitter, il
prend en part, en fait, le jardin de cour arrière. Donc, on trouve ça assez aberrant. Je pense que
ça serait bien que cette proposition d'exonération aboutisse.

2580 **LE PRÉSIDENT :**

Bien compris.

2585 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

Vous êtes en location, c'est ça?

M. WALID TOUABTI

2590 Oui, absolument, on est en location.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2595 Vous êtes sur Sherbrooke?

M. WALID TOUABTI

2600 On est sur Sherbrooke, au 6244. C'est des locaux qui nous coûtent cher, qui ne sont pas forcément adaptés, parce qu'on ne peut pas utiliser... déjà, on n'a pas l'occasion d'avoir une serre, donc comment on fait, bien, vu qu'on ne veut pas tout arrêter, on est obligé de se débrouiller et on a, pour l'instant, un partenariat avec les étudiants de Concordia, puis c'est un partenariat qui peut être remis en cause du jour au lendemain. Puis on n'a pas de salle de réunion, on n'a pas une grande salle de réunion pour accueillir tous nos jardiniers, on ne peut pas réaliser des activités de cuisine collective, donc c'est vraiment un enjeu, l'espace locatif, oui.
2605 Et ça grève complètement notre budget, en fait.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2610 Oui, je vous comprends très bien.

Mme ÉMILIE HOULD-AKLOUCHE :

2615 Avant les questions, peut-être juste présenter les autres membres, parce que peut-être qu'ils seront plus à même de répondre aux questions.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2620 O.K.

Mme HANNA GRADUTEWSKI :

2625 Bonjour, mon nom est Hanna Gradutewski et je suis la coordinatrice sociale.

Mme SARA POTAU :

Bonjour, mon nom est Sara Potau, je suis la coordinatrice à l'administration.

2630 **M. NEL EWANE :**

Bonjour, mon nom c'est Nel Ewane, je suis le coordonnateur technique, l'agronome de la maison, merci.

2635 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

2640 Oui. Bien, bienvenue, merci beaucoup de vous être déplacés, tous. Moi, j'ai une question, parce qu'il y a un concept que je trouve intéressant, plusieurs personnes nous disent qu'ils ont essayé, mais qu'ils n'y sont pas arrivés. C'est ce que vous dites sur vos jardins de cour arrière. Comment vous faites pour, d'abord, un, sélectionner, trouver de l'intérêt des gens et quelle importance ce type de développement là pourrait-il avoir dans le futur? Quel potentiel vous y voyez?

M. WALID TOUABTI :

2645 O.K. Donc, le problème de jardin de cour arrière aujourd'hui, il est réduit un peu à peau de chagrin, puisqu'on a à peu près trois jardins de cour arrière alors qu'auparavant, à la création

2650 d'Action Communiterre, il y avait parfois quelque chose comme une vingtaine de jardins de cour
arrière. Ce qui s'est passé, en fait, c'est qu'on s'est rendu compte, d'année en année, que c'était
beaucoup de travail, c'était très gourmand en ressources, ça demandait beaucoup de logistique
de se déplacer d'un jardin à l'autre, donc on a mis l'accent sur les jardins collectifs. Mais c'est sûr
que c'est un projet qui est intéressant, mais ça demande beaucoup de logistique, beaucoup
d'intrants et beaucoup d'expertise technique, et on ne peut pas, on a fait le choix, en fait, d'année
2655 en année, de nous axer sur ce qu'on savait faire le mieux, à savoir le jardinage collectif.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

Pouvez-vous m'expliquer c'est quoi exactement le jardin de cour arrière?

2660 **M. WALID TOUABTI :**

O.K. Nel?

M. NEL EWANE :

2665 Oui, merci, je vais peut-être compléter l'information que Walid vous a donnée. Déjà, au
niveau des jardins de cour arrière, c'est vrai, on a une certaine limitation au niveau de nos
ressources, donc pour cette année, nous avons essayé de garder juste trois jardins. Donc, c'est
des espaces de cour arrière derrière des immeubles, où deux ou trois personnes essaient de se
2670 mettre ensemble pour produire des légumes. Donc, de plus en plus, ça, c'est sûr, nous faisons
face à une augmentation de la demande, donc des personnes qui nous sollicitent pour ouvrir et
pour s'impliquer dans les espaces de cour arrière, mais comme on a mentionné tantôt, notre
limitation de ressources fait en sorte qu'on ne peut pas répondre à toutes ces demandes-là.
Donc, c'est ça.

2675 La seule chose qu'on essaie de faire, c'est de faire du conseil technique. Donc voilà, ça
peut être une visite pour dire un peu, oui, le sol c'est bon; oui, voilà la méthode culturale que
vous pouvez adopter, ou voilà le choix des semences que vous pouvez faire ou le choix de

2680 transplants, donc ça, on essaie de faire ça dans la mesure de nos moyens. Donc, c'est un peu ça, oui.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2685 Et c'est des immeubles qui appartiennent à qui exactement?

M. NEL EWANE :

2690 Nous avons déjà un jardin de cour arrière. L'immeuble Benny Farm, c'est un immeuble de l'Office d'habitation de Montréal.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

Benny Farm, oui.

2695 **M. NEL EWANE :**

Oui, Benny Farm, voilà. Donc, c'est soit des immeubles communautaires, ça peut être également des immeubles privés, oui.

2700 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

2705 O.K., parfait. L'autre question que j'aurais pour vous c'est vous parlez de la Fête des récoltes. Qui est invité à cette Fête des récoltes là et pourriez-vous nous dire l'importance que ça a pour vous dans le cycle complet?

M. WALID TOUABTI :

O.K. Là, on parle de la Fête des récoltes en fin de saison pour remercier les jardiniers?

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2710

Oui, oui.

M. WALID TOUABTI :

2715

Bien, c'est une fête qui est organisée aux alentours de septembre. L'an dernier, on a eu à peu près 250 personnes qui se sont présentées. En fait, il s'agit de, c'est le moment en fait où on va remercier un peu les jardiniers pour leur implication dans la saison. C'est un moment de festivité – on voit quelques images, là, un petit peu. Il y a de la musique, et cetera, c'est ouvert à la communauté et ça nous permet aussi d'offrir un peu de la nourriture à cette occasion. On fait un grand repas avec des produits du jardin ou de nos partenaires, donc c'est vraiment un événement festif pour bâtir la communauté, remercier les jardiniers, un peu faire parler les bailleurs de fonds, un peu de musique, et cetera.

2720

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2725

Quand vous parlez de la communauté, on parle des voisins?

M. WALID TOUABTI :

2730

Oui, exactement.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2735

O.K., tous les résidents.

M. WALID TOUABTI :

Absolument, oui.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2740

Merci.

M. HABIB EL HAGE :

2745

J'ai une question en lien avec l'hortithérapie.

M. WALID TOUABTI :

2750

Bien, ça tombe bien, on a Hanna qui est à la charge du programme.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2755

Oui, excellent. Alors, ma question est la suivante : un peu de détail là-dessus, et si ça donne des résultats intéressants, prometteurs, est-ce que vous avez un financement du ministère de la Santé et des Services sociaux? Avez-vous essayé? Autrement dit, la question sur les détails, est-ce que ce programme-là a été évalué par un chercheur, ou par vous, ou par le ministère pour s'assurer que, oui, il donne des effets positifs et tout ça, et là-dessus, est-ce que vous avez eu des financements?

2760

Mme SARA POTAU :

O.K. Est-ce que c'est correct si je parle en anglais?

M. HABIB EL HAGE :

2765

En anglais, oui, pas de problème.

Mme SARA POTAU :

2770

So the hortithery in Québec is not recognized as a profession at the moment. It's more recognized in the Anglophone part of Canada and it's really a profession that is just starting up. So in terms of research that has been done like on a University level, there is no research that proves the effects of it yet, there are no quantitative studies, they are all qualitative, so they are like interviews with single people. So even our program has not been evaluated by an outside resource; it's the 3rd year that we are doing it this year, and we are really starting small. I think in Montreal there is three organizations in total that are doing hortithery, it's the Douglas Hospital and then le Jardin collectif de Saint-Jérôme and Action Communiterre.

2775

2780

So it's really a small project that is just starting up, but I think there is a lot of interest also from the city to maybe start another garden in the Plateau for hortithery. So it's really something that still needs a lot of work and backup from, like, a scientific level, and in terms of finances.

2785

M. WALID TOUABTI :

On a une fondation privée qui nous donne du financement et qui insiste pas mal pour qu'on maintienne en place, en fait, ce programme d'hortithérapie, mais à date, on n'a pas reçu encore de financement public sur cette question-là.

2790

M. HABIB EL HAGE :

Mais vous avez essayé auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux?

2795

M. WALID TOUABTI :

Ça a été tenté l'année dernière, oui, mais ça n'a pas fonctionné, oui. Pas cette année, pour l'instant.

M. HABIB EL HAGE :

2800

Très bien, merci.

LE PRÉSIDENT :

2805

Merci beaucoup encore. Oui, je vous en prie. Oui? Juste à temps.

M. NEL EWANE :

2810

Oui. Je voudrais juste compléter, parce que vous avez évoqué la question de l'évaluation de ce programme d'hortithérapie. Donc, juste déjà pour faire remarquer que les pratiques d'évaluation ne sont pas des pratiques assez communes au niveau de la plupart des organismes communautaires et que nous, à Action Communiterre, nous avons essayé de prendre un peu l'avance sur cette question.

2815

Déjà cette année, en fait depuis la saison dernière, nous avons mis en place un programme d'évaluation de nos différents programmes sur la sécurité alimentaire, donc voilà, ça, c'est une recherche qui est en cours présentement. Donc avec les ressources internes et puis en partenariat avec le CFP, le Centre de formation populaire, donc nous travaillons sur la question, et les résultats préliminaires, nous les avons déjà. Ces résultats ont été présentés dans la foulée des événements sur la consultation, à l'Université du Québec récemment. Donc, nous allons boucler cette étude cet automne, donc notre impact sur la sécurité alimentaire et puis ça, c'est sûr que dans l'avenir également, nous allons évaluer les différents programmes comme le programme d'hortithérapie pour voir un peu quels sont ses effets et quels sont ses impacts. Merci.

2825

LE PRÉSIDENT :

2830

Ça tombe bien, parce que nous avons une interrogation justement sur l'évaluation des effets et des retombées. Est-ce que la méthodologie est disponible? C'est quelque chose que vous pourriez nous faire parvenir? Ce n'est pas les résultats qui nous intéressent, mais comment vous avez fait pour évaluer les effets de ces programmes.

2835

M. NEL EWANE :

Oui, oui, bien sûr. Donc juste déjà pour dire que je suis dans l'évaluation des programmes, donc je termine bientôt, et puis la méthodologie, la démarche méthodologique a été quand même faite sur les principes et puis les normes connues. Donc, nous avons mis en place une dizaine d'évaluations, donc un modèle logique, et puis nous avons collecté les données selon une certaine base. Donc, oui, on va vous présenter, mais nous préférons attendre que l'étude soit déjà bouclée. Donc, nous avons eu des résultats préliminaires, mais lorsque l'étude sera bouclée, nous pourrons la rendre publique.

2845

LE PRÉSIDENT :

Mais ce qui nous intéresse, c'est le comment vous faites. Ce n'est pas les résultats que vous avez obtenus, c'est les étapes. Comment on fait pour évaluer les effets des différentes activités que vous menez, parce que c'est une constante dans tous... c'est la méthodologie qu'on aimerait comprendre.

2850

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2855

Votre design d'évaluation, votre devis d'évaluation, finalement.

M. NEL EWANE :

2860

Oui, oui, tout à fait, tout à fait. La première question c'était de savoir un peu qu'est-ce qu'on veut essayer de mesurer. Donc, est-ce que c'est l'objectif, l'efficacité, est-ce que c'est l'impact? Donc, ça, c'est la première question d'évaluation que nous nous sommes posée. Et puis après ça, notre méthodologie a été basée sur le fait de dire : bon, voilà, on va essayer d'identifier un groupe de jardiniers sur lesquels le programme s'est adressé. Donc on va suivre un peu ce groupe durant les dernières années. Donc nous avons fait des discussions de groupe, en fait, au niveau de la collecte de données, ça a été des discussions de groupe, des enquêtes des sondages, et puis sur la base des questions d'évaluation que nous nous sommes posées, nous avons eu un certain nombre de données.

2865

2870

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

Sur quelle période?

2875

M. NEL EWANE :

Sur les cinq dernières années.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2880

Cinq dernières années. Le même groupe de jardiniers?

M. NEL EWANE :

2885

Non, pas nécessairement le même groupe de jardiniers, nous avons essayé de catégoriser les jardiniers, donc ceux qui avaient un an de participation, deux ans de participation, trois ans de participation, et puis nous avons fait un modèle logique. Donc le modèle logique

essaie un peu d'identifier les ressources, les activités et puis les objectifs auxquels on comptait atteindre. Donc, l'étude sera complétée à la fin de l'automne.

2890

LE PRÉSIDENT :

Oui, C'est la méthodologie, parce que c'est une question récurrente qui revient de temps à autre.

2895

M. NEL EWANE :

Oui, tout à fait.

2900

M. WALID TOUABTI :

C'est une question qui nous a été aussi posée par Centraide, parce que c'est notre bailleur de fonds principal, et justement, on leur a présenté les différentes évaluations qui ont été menées au cours des dernières années, ils ont été très satisfaits et eux aussi, ils nous ont fait la demande de partager les méthodologies d'évaluation pour en faire bénéficier d'autres organisations en sécurité alimentaire et pas seulement, en fait. Voilà.

2905

M. HABIB EL HAGE :

Très bien.

2910

LE PRÉSIDENT :

Ça serait certainement précieux pour nous, dans notre analyse, de voir comment on fait pour évaluer ces différents types de programmes. Merci beaucoup.

2915

M. WALID TOUABTI :

2920 Bien, merci à vous, merci pour votre attention.

LE PRÉSIDENT :

2925 Madame France Gaumond, elle est là maintenant? Oui? Ah, voilà. Bonjour, madame Gaumond, vous allez bien?

Mme FRANCE GAUMOND :

2930 Oui, merci.

LE PRÉSIDENT :

Très bien.

2935 **Mme FRANCE GAUMOND :**

2940 Alors, je suis France Gaumond, entrepreneure sociale. Alors, j'aimerais savoir vos noms, je pense que je sais, monsieur Gilles, mais c'est plutôt vos postes, qu'est-ce que vous faites, c'est quoi vos responsabilités à la Ville de Montréal, pour que je sache à qui je parle? J'aimerais savoir.

LE PRÉSIDENT :

2945 Nous ne sommes pas de la Ville de Montréal, nous sommes des commissaires qui sont recrutés spécifiquement par l'Office de consultation publique pour cette commission-là.

Mme FRANCE GAUMOND :

2950 Ah, O.K. C'est bon. Alors, ça va. Pour me faciliter la tâche, vu que je suis seule,
j'aimerais savoir comment vous vous présentez, comme si vous êtes une fleur, un végétal, juste
une idée. Ça va me donner le temps de respirer avant de préparer mon 10 minutes, oui, oui,
même madame l'analyste et madame la sténographe. Ça va juste me donner un espace pour
2955 me préparer dans ce que j'ai à dire. Avec des racines et des feuilles et des fleurs, vous avez le
choix.

LE PRÉSIDENT :

2960 Vous voulez que chacun s'identifie à une plante, c'est ça?

Mme FRANCE GAUMOND :

Oui, oui.

2965 **LE PRÉSIDENT :**

Ah, d'accord.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2970 A une plante ou à une partie de plante.

Mme FRANCE GAUMOND :

2975 Une plante, une plante. Une partie, ça pourrait être intéressant.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

2980 Moi, j'aurais dit un fruit, personnellement.

Mme FRANCE GAUMOND :

2985 O.K. Merci. Oui?

LE PRÉSIDENT :

2990 Moi, je vais pour un arbre, de préférence un arbre, érable, chêne, frêne, un arbre noble et utile.

Mme FRANCE GAUMOND :

2995 Et?

LE PRÉSIDENT :

3000 Et utile.

Mme FRANCE GAUMOND :

3005 Et utile, O.K.

M. HABIB EL HAGE :

3010 Moi, c'est davantage un figuier, j'aime bien.

Mme FRANCE GAUMOND :

3010 Merci. Je peux enlever le support et le tenir et me mettre debout? Si ça ne vous dérange pas? Parce que je n'ai pas de PowerPoint, j'ai juste ma mémoire et mon aisance corporelle, bon.

LE PRÉSIDENT :

3015 C'est bien, et un maximum de 20 minutes.

Mme FRANCE GAUMOND :

3020 10 minutes, je vais en avoir assez. Madame la sténographe, comment vous vous présentez comme?

MADAME LA STÉNOGRAPHE :

3025 Une tomate.

Mme ÉLISE NAUD :

Moi, j'aime les fraises.

3030 **Mme FRANCE GAUMOND :**

Alors, les fraises, les fruits, les tomates, les arbres nobles et les figuiers. Alors, moi, je suis, j'ai appris dernièrement que dans les bassins, il y a des plantes oxygénantes, alors c'est ce que je suis.

3035 Je suis très honorée d'être passée après NDG, ils sont déjà partis, le Communiterre, parce que j'ai passé cinq ans avec NDG, la communauté, avant de me retrouver à Verdun, de

3040 retourner dans mon lieu d'origine en 2006. Et c'est là que j'ai conçu un projet d'économie sociale pour favoriser la revitalisation du sol urbain à Verdun. Verdun est construit, c'est vrai, c'est au bord de l'eau, ça pourrait être le paradis, sauf que la terre est contaminée parce qu'il y a eu du remplissage pour allonger Verdun.

3045 Alors, ça fait une terre qui est extrêmement argileuse, et pour le jardinage ce n'est pas le terreau idéal. Alors, mon projet d'économie sociale, que je travaille avec le CLD de l'arrondissement depuis bientôt six ans, doit répondre à un besoin de la communauté, nécessairement.

3050 Alors, j'ai fait le tour. Je suis allée plusieurs fois avec le Conseil des élus, les St-Hubert, Canadian Tire, restaurants, cafés, j'ai accompagné aussi une... j'ai fait un coaching de ruelle verte. Il y a une ruelle dont la personne qui représentait Verdun n'a pas parlé quand on a eu la présentation des arrondissements, c'est ça, mais c'est très important, ça a été deux, trois ans de travail acharné des citoyens, et c'est une ruelle qui est en terre, sauf qu'il n'y a pas de compost, il n'y a pas de terreau, alors ça n'assainit pas l'air. Parce que le propre du compost c'est que ça assainit l'air, ça retient l'eau puis ça réduit les vidanges, le volume de vidanges.

3055 C'est pour ça que, moi, mon projet, je l'appelle *La porte d'en arrière*. J'ai fait certaines expériences avec des cafés, des propriétaires, et ça se passe par en arrière, justement. Aller chercher les petites chaudières de marque de café ou prendre le bran de scie à l'atelier d'ébénisterie.

3060 Alors, avec la Ville ça a été un long processus d'appropriation, parce que j'ai, l'obstacle majeur ça a été un genre de compétition, c'est pour ça que je demandais à qui je m'adressais, il y avait comme une compétition entre le conseiller responsable des ruelles puis de l'environnement, puis moi qui arrivais comme entrepreneure sociale avec un concept. Ça, ça a été un obstacle.

3065 Il a fallu que je sois très, très patiente pour leur montrer qu'il y avait de la place pour tout le monde et puis que je pouvais travailler à valoriser leur arrondissement, sans... parce que je m'étais fait dire au début : « Vous allez trop vite – en 2006 – vous allez trop vite, Madame

3070 Gaumond, vous ne devez pas avoir l'air plus intelligent que les conseillers municipaux. » Et ça, ça m'a troublée beaucoup, parce que je les connais les conseillers municipaux, étant native de Verdun, et j'ai compris par après que l'environnement était du ressort du municipal, ce que je ne savais pas au début, quand j'ai conçu mon projet.

3075 Alors maintenant, ça va bon train, j'ai été invitée à la Commission de l'environnement de l'arrondissement Verdun. Par contre, un autre obstacle, c'est que les gens ne veulent pas que je fasse le lien entre le communautaire et le commercial, ce que j'ai l'habileté de faire, je suis une fille d'entrepreneur, bon, pâtisserie, cuisine, boulangerie, alors j'en ai vu des déchets et j'ai vu comment c'était perdu et j'ai vu que c'était toujours un problème de les entreposer. Et je jardine depuis 20 ans et je fais du compost, j'ai fait tous les genres de compost.

3080 Présentement, je suis extrêmement fière d'être ici premièrement, parce que quand j'ai commencé en 2006 avec ma notion de compostage de proximité, dans les entreprises, autant chez MAXI que chez Canadian Tire, puis en passant par les résidents dans les ruelles, je passais pour une rêveuse, mais j'ai tenu mon bout, puis j'ai fait beaucoup de mobilisation avec des partenaires qui, justement, ne se parlaient pas ou étaient en chicane. Parce que chaque arrondissement, c'est un village.

3090 Puis, alors j'ai sollicité des rencontres avec conseiller municipal, propriétaires, Maison de l'environnement, Maison des familles et j'ai été capable de faire passer le message comme quoi, s'il n'y avait pas de terreau propice à l'agriculture urbaine répandu dans les ruelles, parce qu'il y a des ruelles extraordinaires à Verdun, larges, avec des espaces qui appartiennent aux propriétaires, mais qui sont inoccupés par les locataires, contrairement à NDG, justement.

3095 J'ai été, c'est ce que je disais tantôt au monsieur de Communterre, j'ai été cinq ans à NDG et j'ai vu tout ce dont il parlait se mettre en branle, puis quand je suis arrivée à Verdun, j'ai vu qu'il n'y avait rien qui se passait. À NDG, les gens empiètent sur le terrain de la ruelle, puis agrandissent leur cour avec des clôtures, puis c'est magnifique les cours, sauf que c'est clôturé. À Verdun, c'est tout ouvert, mais c'est laissé en jachère, des grands, grands espaces qui sont complètement dévitalisés.

3100 Alors, je ne lâche pas mon bout, je n'ai pas encore présenté au comité de sélection du
CLD de l'environnement, mon projet, parce que je veux vraiment qu'il passe, premièrement. Et je
ne veux pas être en compétition avec ni les activistes de la ruelle – aussi, j'ai eu des fois, je me
suis fait étiqueter de bourgeoise puis, bon, les gens me prêtaient des intentions de je ne sais pas
trop quoi, j'ai eu à les apprivoiser aussi beaucoup, les jardiniers. *À vos fleurs citoyens*, tout ça,
3105 maintenant, ils reconnaissent que c'est un concept de compostage.

 Je suis allée – étonnamment, tout le monde veut composter et tout le monde, ce que j'ai
vu dans les entreprises, ils attendent après la Ville. Mais la Ville, je l'ai eu enfin l'information, ils
ne font pas le compost, ils n'aideront pas MAXI ou Canadian Tire ou St-Hubert BBQ à faire son
3110 compost. Mais les clients leur donnent une grosse pression pour faire justement leur compost.

 Alors, moi, je dois travailler de concert avec tous ces gens-là pour arriver à faire mon
projet. Mon projet, je ne veux pas le faire toute seule, je veux donner du travail, il y a beaucoup
de désœuvrement à Verdun, malgré ce qu'on en dit, et il y a beaucoup aussi de potentiel, mais
3115 ça demande une patience incroyable. Je me suis mise debout, je vais me rasseoir, je pense que
je vais passer aux questions tout de suite.

 La dernière chose, je veux parler de la sécurité urbaine. J'avais entendu à la radio, à la
Semaine verte à un moment donné, un avocat en environnement qui a dit : « En environnement,
3120 il y a deux limites – et j'ai été étonnée, c'est mon leitmotiv, ça – deux limites en environnement :
la sécurité publique et l'imagination. J'ai énormément d'imagination, j'ai mon bac en
enseignement des arts, j'ai commencé en art-thérapie, bon, je suis sexologue, sexothérapeute,
prof de yoga et la terre, pour moi, doit respirer avec du compost. Parce qu'aussi, c'est la rétention
d'eau. Il y a eu des dégâts d'eau il n'y a pas longtemps à Montréal, ils ne savent plus quoi faire
3125 pour essayer de, bon, les infrastructures sont vieilles, c'est sûr, mais rapidement, agir rapidement
en deux ans, dans toutes les bandes? Moi, je me limite à un quadrilatère dans Verdun, et j'ai
besoin du support, c'est sûr, financier, mais ça, je m'en viens bien avec la Commission de
l'environnement à l'arrondissement Verdun, parce qu'eux autres veulent me mettre, justement,
juste avec les entreprises pour commencer. Parce que c'est là que je pourrais prendre mon
3130 financement, finalement.

Et *Vert ta ville*, c'est ça, j'ai travaillé avec eux, j'ai fait un coaching. Vous demandiez tantôt des résultats? J'ai fait un coaching de maîtrise, une jeune fille qui venait de l'Alberta, et elle a fait, pendant deux ans, sa maîtrise sur l'effet du jardinage sur la communauté. Elle doit être rendue à Notre-Dame-de-Grâce, parce que c'est vraiment là que ça se passe beaucoup.

3135

Bon, je pense que ça va là, si vous avez des questions, ça va me faire plaisir. Je vais prendre un peu d'eau, quand même.

LE PRÉSIDENT :

3140

Je vous en prie.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

3145

Non.

M. HABIB EL HAGE :

3150

Bien moi, j'ai une question. Dans votre mémoire, à la page 3, à la fin, vous parlez des entreprises d'économie sociale. Rapidement, comment voyez-vous le rôle de ces entreprises-là auprès des agricultures urbaines? Est-ce qu'il y a un futur? Voyez-vous si on peut avoir des entreprises d'économie sociale dans le domaine de l'agriculture urbaine?

Mme FRANCE GAUMOND :

3155

Bien moi, j'y crois beaucoup parce qu'il y a plusieurs nouveaux métiers rattachés à l'agriculture urbaine et les gens ne sont pas au courant. Même une école entrepreneuriale, moi, j'aimerais jusqu'à aller à élaborer – vu que je suis pédagogue, c'est sûr que c'est ma formation – et de la réinsertion sociale aussi. Il y a énormément de choses à faire pour l'économie sociale, que ça soit juste d'intégrer, de réinsérer des gens qui sont du milieu, qui sont sans travail, il y en

3160

3165 a beaucoup à Verdun, et avec la sécurité alimentaire – c'est parce que moi, je ne vois pas agriculture urbaine et sécurité alimentaire dissociées. Parce que ce qui se passe présentement, comme à Verdun, la sécurité alimentaire, ils ont eu des dégâts d'eau, ils ne peuvent pas répondre toujours aux besoins, les gens deviennent dépendants de la sécurité alimentaire et c'est pour ça que j'admire les gens qui ont travaillé, ils ont fait des expériences de jardinage urbain. Moi, c'est un concept, mais je veux un gros projet de réinsertion sociale et la collecte de compostage...

3170 **M. HABIB EL HAGE :**

D'accord, c'est le compostage pour vous.

Mme FRANCE GAUMOND :

3175 Oui, oui, moi, c'est ça mon...

M. HABIB EL HAGE :

3180 D'accord. Y a-t-il, auprès de vous, un groupe de réflexion en économie sociale sur la question de l'agriculture urbaine qui a déjà eu des propositions, des réflexions?

Mme FRANCE GAUMOND :

3185 Oui, parce qu'il y a eu le forum citoyen à Verdun, et c'est une des demandes qu'ils ont fait qu'il y ait des projets d'économie sociale. Parce qu'à Verdun, le problème c'est, bien c'est un problème puis ça n'en est pas, c'est que L'Île-des-Sœurs et Verdun ont des contextes économiques complètement différents, des besoins complètement différents. La terre de L'Île-des-Sœurs n'est pas contaminée. Alors, ils ont des jardins communautaires et la verdure et tout va bien. Mais nous autres, à Verdun, c'est vraiment... la terre est dure comme de la roche puis

3190 elle est malsaine aussi. Alors, un compost peut rapidement guérir, entre guillemets, la terre. C'est ce qui va le plus rapidement possible.

3195 Puis en même temps, la réduction du volume de déchets parce qu'on a maintenant juste une collecte par semaine, puis il y a beaucoup d'éducation à faire. Moi, ce que j'ai fait pendant cinq ans, c'est de l'éducation au CLD avec mon directeur qui était bien... oui, mais il a appris, mais moi, pendant ce temps-là, le projet... Mais là au moins, ce qui est bon, c'est que je ne me sens plus toute seule avec cette consultation-là. Quand j'ai vu que 29 000 et quand je suis allée à la marche du Jour de la terre, j'étais tellement contente, j'ai dit non... Je me pensais seule. Quand je suis revenue à Verdun, je me pensais seule avec mon concept d'urgence aussi. Puis 3200 c'est pour ça que, moi, je veux faire de la proximité parce que ça ne prend pas de matériaux.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

D'accord.

3205

Mme FRANCE GAUMOND :

3210 Ça ne prend pas des gros composteurs puis ça favorise l'unité de voisinage, la santé de l'unité de voisinage. Puis à Verdun, ils ont fait un gros, gros, ils ont pondu un gros, gros rapport : « Qu'est-ce qui va sortir Verdun de la pauvreté? » Ils ont fait venir des consultants et c'est de faire le lien entre communautaire et commercial.

3215 Alors, moi, c'est pour ça que je veux... puis je sais que le CLD veut que je me limite au compostage dans les entreprises. Faites votre argent là, Madame Gaumond. Mais moi, ce n'est pas ça qui m'intéresse. C'est vraiment faire le lien, comme j'ai fait l'accompagnement de ruelle, je vois qu'est-ce qui se passe dans la ruelle, je vois ce qui se passe dans ma ruelle, les gens nettoient, les gens se parlent, c'est vraiment magnifique puis c'est pas à pas. Merci.

3220

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup, Madame Gaumont.

3225 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

Merci, Madame.

LE PRÉSIDENT :

3230

Alors, notre dernier intervenant pour la journée, Madame Pénélope Darcy, s'il vous plaît.

Mme PÉNÉLOPE DARCY :

3235

Bonjour!

LE PRÉSIDENT :

3240

Bonjour!

Mme PÉNÉLOPE DARCY :

3245

Je suis accompagnée de mes deux acolytes. On m'entend? Oui? Donc moi, en fait, je représente un regroupement d'organismes communautaires de Saint-Laurent ou en fait on a voulu justement écrire un mémoire commun représentant en fait le territoire de Saint-Laurent. Donc, il y a eu six organismes : la Table de concertation, le COSSL, CRABE, qui est en fait l'organisme qui supporte l'écoquartier, la coopérative Les Serres du Dos Blanc, dont le directeur est ici puis là, c'est Simon qui représente le CRABE également, la RUI, moi-même qui est coordonnatrice et l'Érablière urbaine et InTerreArt.

3250

3255 Donc, ensemble, on a donc écrit ce mémoire que je vous présente. Je vais vous présenter un peu les grandes lignes, appuyer les recommandations puis on est là pour répondre à vos questions essentiellement. Donc, vous voyez, on a deux parties, on a déjà présenté un peu le contexte de Saint-Laurent, sans trop rentrer dans les détails parce qu'on sait que l'Arrondissement a dû le faire et puis après, apporter nos problématiques et recommandations.

3260 Donc, au niveau de la partie 1, donc juste rappeler le côté historique de Saint-Laurent, c'est-à-dire que c'était des grandes fermes il y a encore un siècle, et le côté anecdotique qui fait qu'aujourd'hui, les résidents de Saint-Laurent, on les nomme les dos blancs, parce qu'effectivement, c'était des ouvriers qui travaillaient avec des peaux de mouton et qui se voyaient de la montagne et puis ils étaient nommés, il y a encore un siècle, les dos blancs. C'est le côté anecdotique en fait, pour montrer vraiment l'histoire agricole en fait, du territoire de Saint-Laurent.

3265 Ensuite, bien, un portrait assez rapide, juste pour bien rappeler qu'il y a plus de la moitié que c'est des personnes immigrantes, souvent de nouvelles générations, qu'il y a beaucoup de familles défavorisées, je n'ai pas noté, je pense, le pourcentage... il y a un certain nombre de familles défavorisées, qui fait qu'au niveau des organismes communautaires et des tables de concertation, la sécurité alimentaire est un enjeu considérable qui est assez bien financé par la Direction de la santé publique, en l'occurrence.

3270 Et aussi, le dernier point qui est aussi une donnée au niveau des arguments pour l'agriculture urbaine, c'est le fait que, bien oui, Saint-Laurent c'est un énorme îlot de chaleur en tant que tel, du fait principalement que c'est le parc industriel, l'un des plus gros au Québec.

3275 Donc, à partir de ces données, un peu, de Saint-Laurent, bien rapidement, bon, les jardins communautaires, on a vraiment fait une ligne, parce que vous devez en avoir des pages de l'Arrondissement, on a présenté aussi les jardins écoculturels de Saint-Laurent qui se sont développés à travers la RUI, la future Serre du Dos blanc sur les terrains du cégep, l'Érablière urbaine, l'expertise du CRABE, les créations artistiques d'InTerreArt et on a voulu aussi
3280 recontacter des partenaires, notamment l'entreprise Aldo qui développe des jardins

communautaires pour ses employés, ils ont 30 lots, et également en fait, des locataires des résidences HLM qui, en fait, sur les terrains d'avancée des bâtiments ont développé – il y a quelques photos là – des jardins communautaires.

3285

Si vous avez des questions plus précises là-dessus, on est prêt à y répondre, parce que je sais que vous avez été faire un tour aussi à la RUI.

3290

LE PRÉSIDENT :

Oui.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

3295

Tout à fait.

Mme PÉNÉLOPE DARCY :

3300

Donc, je pense que vous avez déjà pas mal de réponses par rapport à ça. Donc, la partie 2, celle que je vais peut-être un peu plus appuyer, c'est vraiment, donc on a neuf chapitres. C'est neuf, vraiment, préoccupations qui nous ont interpellés, quand on a interpellé les citoyens, quand nous on a réfléchi ensemble, les six organismes.

3305

La première, c'est la pertinence de l'agriculture urbaine. Donc, vous verrez à chaque fois, il y a un chapeau introductif, parfois il semble se répéter, mais j'ai tenu quand même à le mettre pour au moins mettre dans le contexte par rapport à nos recommandations.

3310

Donc, par rapport à la pertinence de l'agriculture urbaine sur la santé, on parlait beaucoup d'aliments frais et sains pour la santé, sans OGM, et puis cultivés proche de nous, pour économiser tous les gaz à effet de serre. Donc, au niveau de nos recommandations, on a le premier point : rendre l'agriculture urbaine facile pour les citoyens et l'utiliser pour enseigner

l'importance d'une agriculture urbaine bonne pour la... une agriculture diversifiée, dans le sens où justement, l'industrie agricole « monothésée » toutes les productions de fruits et légumes. Donc, une agriculture diversifiée, bonne pour la santé et développer la biodiversité. Donc c'est une recommandation pas très pratico-pratique, je vous l'accorde, mais c'est plutôt une sorte de philosophie qu'il est important de toujours prendre en considération. Et puis, bien, légiférer sur la présence d'OGM dans les jardins communautaires.

Le deuxième point, la réglementation. Donc, on explique un peu le contexte de la réglementation très rapidement et nos recommandations seraient donc de permettre l'élevage des animaux de basse-cour et réglementer leur abatage avec un contrôle sanitaire; favoriser le développement d'un secteur agricole commercial en réglementant la vente de produits agricoles urbains; permettre aux agriculteurs urbains privés, que ce soit des citoyens ou organismes communautaires, de vendre leurs produits agricoles et de leur permettre, par exemple, d'engendrer des revenus, par exemple de 20 000 \$, comme on a pu... c'est le cas de l'Illinois. Aujourd'hui, c'est vrai qu'on ne peut pas, on produit pour nos propres besoins, mais on ne peut pas revendre, et il n'y a pas de zonage particulier, il n'y a rien pour défendre ça.

Légiférer dans le but de permettre l'utilisation temporaire, par des groupes, d'espaces en friche ou sous-utilisés, en offrant des avantages fiscaux aux propriétaires. Donc, c'est une idée assez intéressante et en le relisant cet après-midi, avant de vous le présenter, je me suis aperçue que ce serait plutôt dans le chapeau financement, mais bon, tant pis. Ce n'était pas à défaut de l'avoir relu. Et le dernier point, créer un zonage propre à l'agriculture urbaine afin de protéger déjà les espaces existants.

Troisième point, optimisation et protection des espaces agricoles en ville. Donc c'est un aspect plus méthodologique qu'on proposait, plus que réglementaire ou financier, dans le sens où justement, on recommande d'identifier justement les espaces disponibles qui peuvent permettre de développer de l'agriculture urbaine, que ça soit en bac, que ça soit en plantation, que ça soit en serre, mais au moins, d'avoir, de vérifier un peu les surfaces qui existent. Et notamment, nous, on sait qu'à Saint-Laurent, on a beaucoup de toits plats, beaucoup d'entreprises, donc c'est aussi dans cette perspective-là qu'on fait cette recommandation-là.

3345 On disait justement que les fermes Lufa possèdent une serre sur un toit du marché Central d'environ 31 000 pieds carrés et nourrissent environ 2 000 personnes. Vous voyez, c'est quand même une belle production agricole qui pourrait être multipliée, en fait, à Saint-Laurent. Et le fait d'identifier aussi les espaces disponibles, mais aussi regarder dans les parcs publics s'il est possible d'avoir des aménagements qui permettent une adéquation entre l'agriculture urbaine, justement, les espaces de jeu et les espaces d'aménagements plus esthétiques.

3350 Voilà. Et dernier point, afin de protéger les espaces existants, au-delà de la réglementation, du financement, vraiment on préconise que la Ville de Montréal puisse avoir une politique plus proactive sur le foncier et la possibilité d'acheter des terrains qu'elle pourrait plus protéger et plus valoriser dans le cadre de l'agriculture urbaine. Mais de manière générale, d'avoir une politique plus proactive au niveau d'une politique foncière.

3355 Voilà. Autre point, donc le financement. Donc au niveau des recommandations, en fait, on s'aperçoit que, bien, chacun essaie de se faire financer au niveau de l'agriculture urbaine, que ce soit sur des fonds de sécurité alimentaire, sur des fonds de verdissement, sur d'autres fonds comme la lutte contre la pauvreté, mais il n'existe pas de fonds dédié vraiment à l'agriculture urbaine et on pense que ça serait vraiment intéressant et que ces fonds puissent être à différentes strates, que ça soit des microfinancements pour aider justement des citoyens à développer des projets et travailler, même, en collaboration avec les entreprises, qui elles, seraient prêtes à délaissier des parties de stationnement pour implanter des bacs ou des jardins hors sol. Et j'ai trouvé le terme des jardins hors-sol, et que ça peut être proposé par les citoyens et qu'ils puissent justement profiter de ces espaces.

3365
3370 Donc, c'est vraiment de soutenir financièrement à la fois les entreprises pour qu'elles y voient aussi un intérêt, de mieux exploiter parfois leur stationnement qui n'est pas toujours très utilisé, et en même temps, de permettre d'avoir une économie, bien, dans le secteur de l'économie informelle, de se développer, que ça soit les citoyens ou les organismes communautaires.

Et un point particulier pour le CLD Centre-Ouest, donc à Saint-Laurent où, en fait, qu'ils puissent – nous, on n'a pas de CEDEC à Saint-Laurent, donc il serait intéressant quand même

3375 qu'il y ait des fonds de financement pour des entreprises d'économie sociale permettant de développer justement ces projets en agriculture urbaine.

3380 Donc, pourquoi l'économie sociale? Il y avait une question tout à l'heure. En fait, nous, on croit que l'économie sociale peut être aussi une belle porte ouverte pour développer des gros projets d'agriculture urbaine, pas juste une entreprise qui rechercherait justement à ne faire que des profits, mais le côté social, ou elle redistribuerait les bénéfices à ses salariés et d'avoir tout ce système d'intégration, parce qu'on sait à quel point – nous on l'a pratiqué à la RUI – l'agriculture en fait est un bon moyen d'intégration des nouveaux arrivants et des immigrants, parce que c'est quelque chose d'universel que tout le monde connaît, chacun a ses pratiques
3385 dans ses pays, mais au moins, tout le monde se sent un peu compétent et capable d'agir en agriculture urbaine. Et le fait de créer des entreprises d'économie sociale, en créant soit des serres ou soit des jardins qui permettent de revendre en fait leurs fruits et légumes, voilà, le côté entreprise sociale permet justement une meilleure intégration de cette population.

3390 Au niveau, on voulait vraiment faire un point particulier sur la valorisation des arbres fruitiers, des arbres et des arbustes fruitiers. On voit que la Ville de Montréal développe une politique de l'arbre qui permet en fait d'accroître, d'implanter en fait différentes espèces d'arbres pour accroître la biodiversité, mais elle fait fi en fait de tous les arbres fruitiers, et nous, on trouve que c'est important justement, que la biodiversité peut être développée avec les arbres fruitiers,
3395 justement.

Et nous, on a développé ça dans la RUI, dans le quartier, pour qu'ils puissent être plus facilement être entretenus et donc, avoir un meilleur entretien au quotidien sans qu'on y aille aille tous les jours ou quoi que ce soit. On relie en fait les arbres fruitiers avec des îlots de forêts nourricières, que ça soit des vivaces comestibles ou des arbustes, et en fait, déjà ils s'entraident entre eux contre les insectes, et cetera. Donc ça, ça permet déjà d'avoir des bons systèmes techniques, mais qu'on ne nous dise pas qu'entretenir des arbres fruitiers, c'est trop complexe, c'est trop lourd, c'est trop cher, c'est trop tant. Il y a des techniques qui font qu'ils peuvent aussi vivre entre eux et puis avoir très peu d'entretien.

3405

3410 Ce qui est important, par contre, c'est vraiment le côté de la récolte. On ne peut pas laisser des arbres fruitiers sans avoir un système de récolte bien organisé, et là, on proposait justement que – ici, à Montréal, il y a l'organisme Les fruits défendus. Vous en avez sûrement entendu parler, qui eux, en fait, ont des partenariats avec des propriétaires pour récolter et puis redistribuer ensuite leurs fruits. Et on trouve que c'est vraiment... l'un ne va pas sans l'autre. Les arbres fruitiers ne vont pas sans justement un organisme qui est prêt à les récolter puis à gérer les arbres en tant que tels. Voilà. Puis donc, inclure la section « arbres fruitiers » dans les politiques de l'arbre de Montréal.

3415 Au niveau des partenariats systémiques, en fait, on s'est aperçu qu'on était assez nombreux comme organismes qui développaient des gros projets d'agriculture urbaine. C'est sûr que grâce à cette consultation publique, on s'est rapproché, on a commencé à mieux se connaître, mais vraiment, pour qu'on puisse agir de manière concertée puis être aussi formés l'un, l'autre, c'est d'avoir une politique d'agriculture urbaine et d'avoir une table avec des élus qui
3420 siègent, avec des partenaires, pour avoir une sorte de... bien, une politique en fait, pour que chacun ait une vision commune de l'agriculture urbaine, et d'avoir une vision de développement commune. Et puis même, on proposait que cette table pouvait même être un lieu intéressant pour soutenir les projets urbains, des projets d'agriculture urbaine et de favoriser les différents partenariats. Comme par exemple, bien, nous, on travaille avec d'autres organismes, mais
3425 vraiment, quand on fait une demande de financement, par exemple, pour avoir un projet, qu'on le fasse de manière intégrée, ensemble, deux, trois organismes, et puis que ça soit valorisé et soutenu au niveau d'une table. Voilà.

3430 Juste une petite pointe, on se disait que la table de Nourrir Montréal, qui n'est actuellement plus active, pouvait revivre et renaître de ses cendres à travers – cendres, j'exagère peut-être, là, mais en tout cas. Voilà.

3435 Ensuite, le point des projets d'aménagement intégré, urbain intégré. En fait, on trouvait intéressant le fait que lorsqu'il y a des nouveaux projets urbains à Montréal, qu'ils puissent intégrer, justement, s'il y a une politique d'agriculture urbaine, s'il y a une table qui défend justement la vision commune comme on développe ça à Montréal, d'aussi intégrer cette

3440 dimension dans les projets urbains; de voir comment, quand on réaménage des parcs, quand on construit, on peut intégrer cette dimension-là pour vraiment développer le côté développement durable de l'agriculture urbaine et d'approcher, de créer une vie de quartier dans des endroits comme Griffintown où ils sont en train de la recréer. C'est ça.

L'agriculture urbaine, c'est vraiment un point d'achoppement très social qui crée des liens sociaux et puis qui permet justement de se nourrir plus sainement, donc on s'était dit que vraiment l'agriculture urbaine pouvait être une des dimensions des projets urbains.

3445 Au niveau des partenariats des entreprises, en fait, comme je vous disais, nous, ça nous sollicite beaucoup. On commence à faire un diagnostic puis voir – on a déjà contacté Aldo, IKEA, un peu des gros joueurs, mais on sait que Bombardier soutient l'Érablière urbaine également, donc il a cette sensibilité-là, mais nous, vraiment, on aimerait être plus, pouvoir en fait déjà avoir les moyens d'approcher les entreprises, puis que les entreprises puissent y voir leur intérêt de
3450 développer des projets sur leur terrain. Que ce soit comme Aldo, pour les employés, ou que ça soit pour faire de la production et revendre ensuite. Donc, c'est ça.

3455 Donc, faciliter des projets en agriculture urbaine, particulièrement sur les toits, que ça soit d'un point de vue réglementaire, fiscal ou financier, afin d'inciter les entreprises à réaliser des projets. Sachant qu'en fait, c'est ce qu'avait repéré la ferme Lufa. A priori, peu d'entreprises, à Saint-Laurent, ont des toits de structure suffisante pour installer des serres, donc ça engendre des coûts assez importants et, du coup, ça décourage les entreprises. Et comme je vous disais, encourager l'aménagement temporaire de bacs de jardinet sur les espaces de stationnement sous-utilisés.

3460 Dernier point, ça serait vraiment d'avoir une identification claire au niveau des interlocuteurs. Et ça, c'est venu vraiment beaucoup quand on a posé les questions aux citoyens qui ont eu du mal à identifier si on avait des jardins communautaires à Saint-Laurent. Ils passaient souvent devant, ils croyaient que c'était des jardins privés. Le service des parcs et des
3465 loisirs, et l'aréna, donc quand ils appellent, c'est un message... donc, c'est vraiment un système d'organisation interne, de mettre en valeur les jardins communautaires et de mieux les développer et de mieux les communiquer à la population.

3470 C'est sûr que comme ils n'ont pas l'intention de développer, a priori, ils ne les
communiquent pas beaucoup pour éviter d'avoir trop de listes d'attente, mais on trouve que c'est
dommage, parce que ça peut apporter aussi une dynamique pour développer davantage les
jardins communautaires. Et il a été aussi relevé que les résidents ont beaucoup de mal, les
citoyens, à avoir des informations claires et précises sur comment construire, comment jardiner
sur le balcon avec un bac, et cetera. Ils ont eu peu tout et n'importe quoi, donc peut-être essayer
de diffuser, mais ça, c'est plutôt le côté communication auprès des citoyens, des plateformes très
3475 spécifiques. On sait que celle du Jardin botanique est très bonne, mais nous on leur a dit lors de
nos rencontres, mais ils ne le savaient pas, donc peut-être avoir un moyen de communication
publique plus efficace en tout cas.

3480 Est-ce que j'ai oublié quelque chose? Oui, c'est ça. En gros, c'est vraiment de dire que
les services de la Ville ou l'Arrondissement ne travaillent plus en silo concernant l'agriculture
urbaine, mais au moins un représentant, et à chaque fois qu'ils agissent sur le territoire, cette
personne qui est techniquement compétente en agriculture urbaine, qu'il sache ce que c'est que
des arbres fruitiers, qu'il sache ce que c'est des jardins communautaires, puisse conseiller à
chaque fois les aménagements ou les jardiniers. Voilà. C'est ça.

3485 **LE PRÉSIDENT :**

Ça y est?

3490 **Mme PÉNÉLOPE DARCY :**

Oui. C'est fini.

LE PRÉSIDENT :

3495 Merci. Donc, vos collègues ont été particulièrement silencieux.

Mme PÉNÉLOPE DARCY :

3500 Non, mais c'était moi qui parlais.

LE PRÉSIDENT :

Question Dominique?

3505 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

Oui. Moi, j'ai une question sur votre recommandation de permettre aux agriculteurs urbains privés, citoyens et organismes communautaires, de vendre leur production agricole. On s'est fait dire que les règles c'est qu'à partir de 5 000 \$ de ventes, on devient un...

3510

LE PRÉSIDENT :

Un producteur agricole.

3515 **Mme DOMINIQUE OLIVIER :**

On est reconnu comme producteur agricole, et certains nous ont soulevé toute la question de la traçabilité des aliments qui sont faits par des citoyens privés. Est-ce que vous ne voyez pas là un problème? Comment est-ce qu'on peut assurer, alors indépendamment du montant auquel vous voudriez que les gens arrivent, est-ce que vous ne voyez pas là un problème structurel de pouvoir dire : on est sûr que cet aliment-là a été fait dans des conditions qui sont acceptables?

3520

M. ISSIAKA SANOU :

3525

Bonjour, mon nom est Issiaka Sanou, ça va? O.K. Mon nom est Issiaka Sanou, en fait je suis le directeur de la coopérative les Serres du Dos Blanc. En fait, la question que vous posez,

3530 le problème là-dedans, c'est que c'est au niveau effectivement de la somme, justement. À partir de 5 000 \$, effectivement, on devient producteur agricole et comme on le sait, en ville, on ne peut pas devenir producteur agricole, parce que, un, on est en ville, donc ça cause des problèmes, c'est pour cela qu'on a demandé justement dans la recommandation, de l'augmenter jusqu'à 20 000 \$, par exemple.

3535 Oui, effectivement, lorsqu'on augmente... bien, ce qu'on a constaté c'est qu'il y a un grand marché présentement à Montréal par rapport à la production dans les jardins collectifs, dans les jardins communautaires. Comme dans les jardins communautaires, moi, je travaille aussi dans les jardins communautaires, les gens produisent suffisamment pour eux pendant l'été, ils sont capables de donner aussi à leurs voisins et il en reste encore dans les jardins communautaires. Alors, c'est du gaspillage.

3540 Donc, c'est dans cet ordre d'idée, justement, qu'est venue la recommandation par rapport à ça, justement. Permettre aux gens de produire en ville et de le vendre, pour éviter ce gaspillage-là, un, et puis aussi permettre aussi – lors de nos différentes rencontres, ça fait depuis 2002 que moi, je suis dans le jardinage collectif et communautaire, et plusieurs personnes m'ont
3545 approché pour demander : mais pourquoi, est-ce que je ne peux pas développer une entreprise à moi, pour vendre la production que j'ai? Les gens sont prêts à produire beaucoup plus, parce que les espaces deviennent en ce moment très productifs, et en ce moment, ça permet justement aux personnes de pouvoir vendre et puis de subvenir à leurs besoins, parce qu'ils sont généralement sur le bien-être social, et cetera. Donc, l'idée c'est de développer un marché qui
3550 permettra justement de pouvoir vendre ses produits.

3555 Et par rapport à la question, à savoir la salubrité, et cetera, on avait apporté l'idée justement de créer une certification d'agriculture urbaine. Donc, à partir du moment que le produit est vendu sur un marché qui est connu où un producteur qui est connu, la traçabilité est là. Le problème de la traçabilité c'est quoi? C'est qu'on ne sait pas d'où vient le produit. Mais si le produit est vendu localement par les personnes qui jardinent, on sait d'où ils viennent et il n'y a plus de problème de salubrité. Le problème maintenant c'est de savoir et réagir, comment réagir,

quand et comment, par rapport à un problème qui va être posé au niveau de l'iniquité alimentaire.

3560

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

D'accord, merci.

3565

M. HABIB EL HAGE :

Merci pour votre présentation, je la trouve originale, il y a beaucoup d'éléments, là-dedans, qui sont très créatifs. Ma première question c'est par rapport à la recommandation de rendre l'agriculture urbaine facile pour les citoyens et l'utiliser pour enseigner l'importance d'une agriculture. Vous parlez plutôt des avantages de l'agriculture urbaine. Y a-t-il des risques actuellement? On le sait, on a fait nos tournées, on a trouvé qu'il y avait beaucoup de femmes et d'enfants qui sont dans ce domaine-là particulièrement, n'y a-t-il pas un risque des fois des sols contaminés, et qui mériteraient d'avoir une recommandation pour décontaminer ou autre?

3570

3575

Mme PÉNÉLOPE DARCY :

Oui, tout à fait. Bien, c'est pour ça aussi quelque part qu'on disait que la Ville devait être plus proactive pour le foncier. Qu'elle puisse, par exemple, s'il y avait des espaces délaissés, qu'elle puisse permettre une aide fiscale au propriétaire pour, mais en même temps, qu'elle puisse avoir ce contrôle-là sur l'analyse des sols. Parce qu'effectivement, on ne les connaît pas. Et de toute manière, même si le sol est contaminé, on le sait, on ne plante pas dans la terre et puis on plante en hors-sol.

3580

3585

En fait, on l'a fait de manière transversale en disant que ça pouvait être vraiment géré par la Ville, ce genre de chose. On sait qu'il y a des organismes qui, enfin des agences qui sont très spécialisées là-dessus puis qu'ils ont beaucoup de données que la Ville n'a pas forcément non plus, et donc, le fait d'avoir, d'être proactif, d'aider et de soutenir les propriétaires s'ils ont un

changement de comportement ou d'acheter du foncier, elle gère elle-même la capacité de pollution du sol.

3590

Un autre point. C'est pareil, à travers les projets urbains intégrés où on se disait qu'avoir la partie agriculture urbaine, c'est intéressant, parce que comme ça, dès l'amont, quand on fait un projet, quand on fait des études de sol, on sait ce qui est contaminé ou pas, et on sait où c'est. Que ça ne revienne pas au bout de 20 ans. Les gens, ils vivent dans le quartier, puis ils disent :
3595 « Ah, mais là, c'est toujours rien de fait. – Oui, mais ce n'était pas là qu'il fallait faire, parce qu'on n'y a pas réfléchi avant. » Est-ce que ça répond?

M. HABIB EL HAGE :

3600

D'accord. Oui, ça répond. J'ai, une autre question, Monsieur le président.

LE PRÉSIDENT :

Je vous en prie.

3605

M. HABIB EL HAGE :

Vous parlez de microfinancement.

3610

Mme PÉNÉLOPE DARCY :

Oui.

3615

M. HABIB EL HAGE :

3620 Très intéressant comme idée, cependant, je ne vois pas à qui vous vous adressez. Vous parlez de développement d'un réseau de microfinancement, est-ce que ce sont les banques? Qui peut être le leader là-dedans.

M. ISSIAKA SANOU :

3625 En fait, ça s'adresse, de un, justement, aux banques, la mise en place justement de ce microfinancement, mais ça veut dire d'abord que ce microfinancement est soutenu justement par des acteurs de l'agriculture urbaine, qui se montrent capables de pouvoir produire, de vendre, donc il y a une mise en marché qui est mise en place, de pouvoir produire et vendre et donc, de
3630 créer une entreprise et soutenir justement cette entreprise pour pouvoir rembourser le financement dont ils auront bénéficié.

 Donc, je prends un exemple. Présentement, par exemple, on parle, oui, au niveau de la mise, de permettre justement une mise en marché. Donc, une mise en marché, on le permet à
3635 partir du moment que, oui, bon, on a quelques terrains, les gens ont des jardins communautaires, ils peuvent produire dans ce jardin communautaire. En partant, je dois vous dire que dans les jardins communautaires présentement, ce n'est pas permis de produire pour la vente, vous ne pouvez pas le faire. Vous avez un jardinet, vous produisez pour vous. Si vous ne pouvez pas manger, vous les laissez là, ça pourrit.

3640 Alors, si on permet aux gens de produire pour la vente, et on commence justement un début de mise en marché, en ce moment, on va avoir des agriculteurs urbains qui vont se créer, donc c'est totalement un réseau justement d'agriculteurs urbains qui va se créer, et ils auront besoin de financement pour se développer. Et ce financement, ça prend justement des gens qui
3645 y croient parce que le type de financement qu'on va chercher ici, ce n'est pas le même type de financement qui existe en agriculture en général. C'est-à-dire c'est des microfinancements. C'est des gens qui vont avoir peut-être besoin de 500 \$, de 1 000 \$ ou de 2 000 \$ au maximum, pour partir un petit projet en agriculture urbaine. Et c'est des gens, généralement, qui ne sont pas

3650 fiables, qui ne sont pas... bien, qui ne rentrent pas dans le carcan, par exemple, du financement bancaire. Donc, qu'est-ce qu'il faut faire avec ces gens-là, il faut créer justement un type de financement de cette façon-là.

M. HABIB EL HAGE :

3655 D'accord.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

3660 Mais moi, je trouve ça intéressant ce que vous amenez là, mais je pense qu'il y a toutes sortes d'autres questions qui vont se poser, notamment celle d'utiliser des terrains de jardins communautaires pour pouvoir travailler. Je pense que vous avez choisi de faire les Serres du Dos Blanc en coopérative. Pourquoi ne pas faire, à ce moment-là, une proposition ou c'est quoi, d'après vous, la limite de faire une proposition que se développent plus de terrains en coopérative qui, à ce moment-là, pourraient être utilisés dans un cadre où les choses sont un peu plus contrôlées et...?

3665

M. ISSIAKA SANOU :

3670 Oui. En fait, moi, je crois beaucoup au fait qu'il y ait une multitude de diversités et de possibilités. Parce que si on prend par exemple le cas de la coopérative, c'est un choix. Nous avons choisi de devenir une coopérative, nous avons créé un partenariat autour de la coopérative et l'idée et le financement est assez gros dans ce cas-là. Et ça prend des acteurs qui sont, bien en qui on peut avoir confiance. Les banques ont confiance et aussi l'État, et cetera. Donc, c'est un financement, dans notre cas, de 4 M\$. Donc, on ne peut pas demander de développer des projets de cette envergure-là, de un.

3675

Et de deux, le projet que nous avons commencé est un projet pilote que nous avons mis en place pour démontrer que c'est faisable. N'eut été le fait que c'est un projet collectif, on aurait

3680 dû déjà commencer à produire avant les fermes Lufa, parce que l'idée est venue avant les fermes Lufa. Alors donc, c'est pour dire que le financement collectif est très difficile, il faut qu'on démontre d'abord que c'est faisable, c'est possible, et par la suite, justement... Et ça, ce processus, on ne peut pas attendre de faire cette démonstration-là.

3685 Et d'autre part, le financement dont je parle, le microfinancement, ça, ça permet justement à tout le monde – présentement, je regarde dans les cours arrière, les gens produisent dans les cours arrières et c'est suffisant pour eux, et il y a des gens qui cours arrière qui ne servent absolument à rien. Donc, ils font du gazon là-dessus, pourtant ils ne savent pas encore que ça pourrait être un mécanisme économique qui pourrait subvenir aux besoins de leur famille, vous comprenez?

3690 Donc, ces personnes pourront justement, dès le moment où on mettra justement en place des politiques qui permettront de le faire, c'est un levier et on va voir que ça va se développer et les gens vont commencer à produire, quitte à ce qu'ils les vendent d'abord à leurs voisins, qui les connaissent directement. Donc, c'est dans ce cadre-là. C'est sûr que oui, ça demande plus de réflexion pour le mettre en place, mais c'est déjà une idée de base que nous
3695 avons lancée.

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

D'accord, merci.

3700

LE PRÉSIDENT :

Ça va?

3705

Mme DOMINIQUE OLIVIER :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

3710

Merci beaucoup.

Mme PÉNÉLOPE DARCY :

3715

Bien merci à vous de nous avoir écoutés.

LE PRÉSIDENT :

3720

Vous êtes les derniers de notre après-midi, mais il y en a d'autres ce soir et demain, donc. Ah, mais c'est très intéressant, on apprend plein de choses.

AJOURNEMENT

3725

* * * * *

3730

3735

3740

Je soussignée, Yolande Teasdale, sténographe officielle, certifie sous mon serment d'office que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription exacte et fidèle des propos recueillis par moi, au moyen du sténomasque, le tout conformément à la loi.

3745

ET J'AI SIGNÉ :

3750

Yolande Teasdale,
Sténographe officielle